



Alger	: 14°	03°
Oran	: 17°	01°
Annaba	: 14°	07°
Béjaia	: 10°	-01°
Tamanrasset	: 22°	08°

ALGÉRIE-TURQUIE

M. Goudjil reçoit le président de la Grande Assemblée nationale de Turquie

P.24

SUITE À UN GRAVE ACCIDENT DE LA ROUTE AU TCHAD

L'Algérie exprime sa solidarité avec le Tchad

P. 24

JUSTICE

Ouverture d'une enquête sur l'affaire des appels anonymes à l'entrave au bon fonctionnement des établissements publics (Cour d'Alger)

P. 24

17^E CONFÉRENCE DE L'UNION DES CONSEILS DES PAYS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (UICI)

Président de la République : "la Cause palestinienne demeurera la première cause centrale de la nation musulmane"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, dimanche à Alger, que la Cause palestinienne demeurera la première cause centrale de la nation musulmane, appelant l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et l'Union des parlements des pays membres (UICI) à redoubler d'efforts pour mobiliser davantage de soutien politique et matériel au profit du peuple palestinien. "La Cause palestinienne demeurera la première cause centrale de la nation musulmane, de l'OCI et de l'UICI", a souligné le Président Tebboune dans un message, lu en son nom, par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, à l'ouverture de la 17^e Conférence de l'UICI. Le Président de la République a appelé, dans ce cadre, à l'intensification des efforts en vue de mobiliser davantage de soutien politique et matériel en faveur du Peuple palestinien pour lui permettre de résister face aux crimes systématiques et à large échelle dont il est victime, notamment devant l'entêtement de l'occupant sioniste qui persiste dans ses graves violations à travers l'expansion de ses colonies, ou encore sa dernière atteinte à la Mosquée Al-Aqsa.

Pp 3-24



CONSEIL NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Installation des membres

P.4

TRANSPORT FERROVIAIRE

M. Beldjoud inaugure la ligne ferroviaire reliant la wilaya de Saïda à Freneda (Tiaret)

P. 6

DÉTECTEURS DE MONOXYDE DE CARBONE

22 millions d'unités sont nécessaires (Responsable Sonelgaz)

P. 8

SANTÉ

**SOIN DES CHEVEUX
Je mange quoi pour garder de beaux cheveux ?**

Pp 12-13

FOOTBALL

CHAN 2022 - 1/2 FINALE

ALGÉRIE-NIGER

En quête d'une finale historique

Pp 21-22



EVOCATION

Djaffar Beck, le rire comme moyen d'éducation à la citoyenneté

P. 16

BLIDA

L'enfant disparu après sa chute dans un ravin sauvé

P. 8

CONSTANTINE

Mort de deux personnes par asphyxie au monoxyde de carbone à El Khroub



Deux (2) personnes résidant à la cité des 900 logements dans la commune d'El Khroub, wilaya de Constantine sont décédées, lundi, par asphyxie au monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-bain, a indiqué la direction locale de la Protection civile (DPC).

Il s'agit de deux (2) hommes âgés de 30 et 60 ans ayant été ainsi retrouvés morts vers 9h00, a affirmé à l'APS le responsable de la cellule de communication et de l'information à la direction de wilaya de la Protection civile, le commandant Abderahmane Lagraa.

Les dépouilles des victimes ont été évacuées par les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de la commune d'El Khroub vers la morgue de l'Hôpital Mohamed Boudiaf, a ajouté la même source, notant qu'une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes du drame.

OUARGLA

Un mort et 18 blessés dans un accident de la route près de Hassi Messaoud

Une personne est décédée et dix-huit (18) autres ont été blessées suite à un accident de la circulation survenu très tôt ce matin lundi près de la daïra de Hassi Messaoud, dans la wilaya d'Ouargla, ont rapporté les services de la Protection civile (PC).

L'accident s'est produit au niveau de la route nationale (RN-49) reliant les villes d'Ouargla et Hassi Messaoud, plus précisément au niveau du carrefour giratoire en allant vers la wilaya de Touggourt, suite au renversement d'un bus de transport des passagers assurant la ligne Hassi Messaoud/Tiaret, a indiqué à l'APS, le chargé de la communication à la direction de la Protection civile, Mohiédine Mimiouni.

Les services de la Protection civile se sont intervenus pour transférer le corps de la victime vers la morgue de l'établissement public hospitalier (EPH), Moudjahid Hocine Aït Ahmed de Hassi Messaoud, où ont été également transférés aux services des urgences les blessés, selon la même source.

Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

ACCIDENTS DE LA ROUTE EN ZONES URBAINES

2 morts et 98 blessés le week-end dernier

Deux (2) personnes ont trouvé la mort et 98 autres ont été blessées dans 89 accidents de la route survenus en zones urbaines le week-end dernier, selon un bilan rendu public lundi par les services de la Sûreté nationale. Le facteur humain reste la principale cause de ces accidents, selon les données des services compétents de la Sûreté nationale.

Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle les usagers de la voie publique à la prudence et au respect du code de la route, rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens pour tout signaler 24h/24.

SONATRACH

101 lauréats du concours de recrutement organisé à Skikda



Le groupe Sonatrach a annoncé, lundi dans un communiqué, l'admission de 101 candidats lauréats du concours organisé, du 4 au 7 janvier en cours, à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) en Tourisme à Skikda.

"Sonatrach informe l'ensemble des participants au concours de sélection, tenu du 4 au 7 janvier 2023, à l'INSFP-Tourisme de Skikda, que la liste des lauréats au concours via l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) de la wilaya a été annoncée et publiée sur sa page Facebook", précise le communiqué.

"Sur un total de 1054 candidats ayant participé au concours, 101 ont été retenus dans 117 postes à pourvoir, tandis que 16 autres postes vacants seront proposés lors du prochain recrutement dans la wilaya de Skikda", lit-on dans le communiqué.

JIJEL

Une mouette tridactyle baguée par un musée norvégien trouvée morte (association)

Une mouette tridactyle baguée par le musée norvégien de Stavanger a été trouvée morte à la plage du 3ème kilomètre à l'entrée Est de la commune de Jijel, a indiqué dimanche le président de l'association "Ecologie sans frontière", Nadjib Benayad.

Signalé par un citoyen, cet oiseau marin de l'espèce mouette tridactyle (Rissa tridactyla) a été récupéré par les membres du réseau de wilaya de dénombrement et d'observation des oiseaux, a précisé à l'APS, M. Benayad.

Cette mouette migratrice pourrait avoir été jetée par les vents forts soufflant dernièrement sur les plages de la région, a-t-on indiqué.

Dix mouettes tridactyles dont trois morts ont été signalées depuis novembre passé à travers les plages de la wilaya de Jijel en plus de 20 pingouins Torda dont 13 morts, rappelle-t-on.

EL BAYADH

Distribution de colis alimentaires



Quatre-cents (400) colis alimentaires ont été distribués récemment aux familles nécessiteuses et aux populations nomades de la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris auprès du comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien (CRA), soulignant que cette opération de solidarité intervient dans le cadre de la campagne nationale initiée par cette organisation depuis décembre dernier sous le slogan "un hiver chaud".

Les colis distribués se composent de denrées alimentaires de large consommation, de couvertures, de la literie, en plus de fauteuils roulants aux malades et personnes aux besoins spécifiques.

DÉBRAYAGE DANS CERTAINS BUREAUX DE POSTE

Le tribunal de Dar El Beïda déclare le mouvement illégal



Le tribunal de Dar El Beïda (Alger) a rendu ce dimanche une ordonnance de référé déclarant illégal l'arrêt de travail observé dans certains bureaux de poste, a indiqué un communiqué d'Algérie Poste.

"Suite à l'arrêt de travail observé dans certains bureaux de poste, le tribunal de Dar El Beïda a rendu ce dimanche 29 janvier 2023 une ordonnance de référé déclarant illégal ce débrayage", a précisé le communiqué.

"Outre les décisions devant être prises par la justice suivant les résultats des enquêtes engagées concernant les appels anonymes relayés sur les réseaux sociaux, la Direction générale d'Algérie poste prendra toutes les procédures et mesures prévues par les textes juridiques et réglementaires en vigueur", a ajouté la même source.

SÉTIF

1,8 milliard DA pour des projets de travaux publics (wilaya)



Un investissement public de 1,8 milliard DA sera engagé dans la wilaya de Sétif au titre de l'exercice 2023 pour l'exécution de plusieurs projets des travaux publics, ont indiqué dimanche les services de la wilaya.

Selon la même source, 11 opérations concerneront le traitement des glissements de terrain sur des routes nationales pour une enveloppe financière de 1 milliard DA et d'autres projets porteront sur la construction d'ouvrages d'art, de voies de contournement et de raccordement aux divers réseaux de zones des activités pour 800 millions DA.

Ces actions permettront d'améliorer l'état de routes, le désenclavement de localités reculées et le traitement de points noirs sur des tronçons de routes nationales et de chemins de wilaya et communaux, est-il précisé. Ces projets s'ajoutent à ceux engagés en 2022 pour 1,4 milliards DA dont la plupart terminés et ceux qui se trouvent encore en cours de réalisation le seront avant la fin de cette année, a assuré la même source.

NÂAMA

Perturbation dans l'AEP dans plusieurs quartiers de (ADE)

La ville de Nâama a enregistré dimanche une perturbation dans l'alimentation en eau potable (AEP) en raison de travaux de nettoyage et de curage des réservoirs, a-t-on appris du directeur local de l'unité Algérienne des eaux (ADE), Bouamama Derbal.

Cette perturbation a touché plusieurs quartiers de la ville de Nâama et s'inscrit dans le cadre du programme d'entretien cyclique tracé par l'unité et visant les installations hydriques, a indiqué, à l'APS, M. Derbal.

Le responsable a assuré que l'approvisionnement des populations des quartiers concernés reprendra normalement après la fin des travaux.

17^E CONFÉRENCE DE L'UPCI

Président de la République : la Cause palestinienne demeurera la première cause centrale de la nation musulmane

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, dimanche à Alger, que la Cause palestinienne demeurera la première cause centrale de la nation musulmane, appelant l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et l'Union des parlements des pays membres (UPCI) à redoubler d'efforts pour mobiliser davantage de soutien politique et matériel au profit du peuple palestinien.

"La Cause palestinienne demeurera la première cause centrale de la nation musulmane, de l'OCI et de l'UPCI", a souligné le Président Tebboune dans un message, lu en son nom, par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, à l'ouverture de la 17^e Conférence de l'UPCI. Le Président de la République a appelé, dans ce cadre, à l'intensification des efforts en vue de mobiliser davantage de soutien politique et matériel en faveur du Peuple palestinien pour lui permettre de résister face aux crimes systématiques et à large échelle dont il est victime, notamment devant l'entêtement de l'occupant sioniste qui persiste dans ses graves violations à travers l'expansion de ses colonies, ou encore sa dernière atteinte à la Mosquée Al-Aqsa.

Réitérant "l'attachement et l'engagement de l'Algérie à l'Initiative arabe de paix avec tous ses éléments visant à assurer la réalisation des aspirations légitimes du peuple palestinien à l'établissement d'un Etat indépendant", le Président Tebboune a assuré que l'Algérie "œuvrera avec les frères

dans le monde musulman et avec tous les pays qui défendent le droit et la liberté dans le monde, à la consécration de la qualité de membre à part entière de l'Etat de Palestine aux Nations Unies".

"Tout en renouvelant mes sincères félicitations aux frères palestiniens pour leur consensus sur la Déclaration historique d'Alger de réunification des rangs palestiniens pour la réalisation de l'unité nationale palestinienne, j'appelle votre auguste Union à accompagner les frères palestiniens vers le parachèvement de ce projet national et la concrétisation des échéances nationales prévues par la feuille de route adoptée", a ajouté le Président Tebboune.

Le Président Tebboune a indiqué que "l'Algérie qui suit avec intérêt les développements en cours dans certains pays frères du monde musulman, au Yémen, en Libye, en Syrie et au Soudan, demeure pleinement disposée à prêter assistance pour la recherche de voies aboutissant au consensus et à la stabilité. Elle est aussi attachée à l'appel au dialogue inclusif et à la réconciliation nationale".

Dans son message, le président de la République a évoqué l'aspiration du peuple algérien, aux côtés des peuples du monde musulman, à insuffler une nouvelle dynamique à l'action collective, pour le triomphe de la religion et des patries.

S'adressant aux membres de l'UPCI, il dira que "vous vous rendez aujourd'hui, vous porteurs des aspirations de nos peuples islamiques, dans un contexte international et régional marqué par des conflits complexes et de multiples crises, en tête desquels les crises énergétique et alimentaire qui menacent le monde entier, en sus d'autres dangers tels que le terrorisme et l'incursion intellectuelle visant à attenter à nos référents et à détruire nos sociétés".

"Vous avez bien choisi le slogan de cette session «les enjeux de la modernisation et du développement» à la lumière des menaces croissantes et les répercussions du monde virtuel qui ont imposé une réalité exigeant le renforcement des liens de coopération entre nos peuples et la réactivation des mécanismes d'action de solidarité pour examiner les

moyens susceptibles de trouver des solutions idoines et faire prévaloir le dialogue loin de toute forme de fanatisme et d'extrémisme".

Un Comité de sages pour contribuer à la résolution des conflits

Le président de la République a évoqué, dans ce sens, les défis importants imposés par la conjoncture mondiale complexe lesquels "ne nous font pas oublier les crises politiques et sécuritaires, les foyers de tensions et les enjeux du développement dont souffre notre monde musulman et qui constituent les principales questions inscrites à l'agenda de l'Union des conseils des pays de l'OCI". Le Président Tebboune qui s'est dit fier des savants de la nation musulmane, ces femmes et hommes imprégnés des vertus du dialogue et de la diplomatie préventive, a appelé les participants à la nécessité de créer un Comité de sages pour contribuer à la résolution des conflits et à faire prévaloir le dialogue pour le règlement des crises dans le monde musulman.

"Les phénomènes d'hostilité

et de haine contre les Musulmans, qui ont entraîné une recrudescence des actes de discrimination, de marginalisation et d'exclusion, exigent de renforcer les efforts pour trouver des formules civiles et rationnelles nous permettant de faire face à la discrimination systématique, à l'islamophobie, à la haine et à l'intolérance, a souligné le Président Tebboune, rappelant que l'Islam "est la religion du juste milieu et de la modération, et des hautes valeurs humaines". Le Président de la République a appelé également à la "création d'un centre de recherche pour le renforcement de l'immunité intellectuelle face aux mutations effrénées du numérique auxquelles sont exposées les sociétés musulmanes".

"Ce centre relèvera de l'UPCI", a-t-il précisé, ajoutant que "l'Algérie est prête à l'accueillir". Le Chef de l'Etat a proposé en outre le "lancement d'une stratégie de coopération intellectuelle, électronique et cybernétique entre les pays membres de l'Union", outre "la création d'un incubateur pour drainer et promouvoir les startups et les projets innovants au profit des jeunes".

Appel à l'unification des rangs pour surmonter les crises dans le monde arabo-musulman (Participants)

Les participants à la 17^e session de la Conférence de l'Union des parlements des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (UPCI) ont affirmé, dimanche à Alger, que les crises que connaît le monde arabo-musulman exigeaient l'unification des rangs pour changer la situation et réaliser le développement économique, précisant que la question palestinienne demeure la cause centrale pour l'ensemble des pays musulmans. Dans un discours prononcé à l'ouverture des travaux de la 17^e session de la Conférence au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif Rahal, le président du Parlement panafricain (PAP), M. Fortune Charumbira, invité d'honneur, a considéré que l'Algérie avait contribué à "la libération du continent africain" notamment à travers le soutien politique et financier apporté en faveur de l'indépendance du Zimbabwe, saluant le rôle de "ce pays à l'histoire séculaire qui fait honneur à toute l'Afrique", en faveur du PAP. M. Charumbira a affirmé que le PAP condamne toute hostilité envers l'Islam

et tout acte islamophobe, dénonçant les actes odieux commis contre les symboles de l'Islam et appelant à "faire face aux ennemis de l'Islam qui ont brûlé et profané le Saint Coran". De son côté, le président du Parlement arabe (PA), également membre observateur à l'UPCI, Adel Ben Abdarrahman Al-Assoumi a salué les efforts consentis par l'Algérie pour réaliser l'unité des peuples du monde arabo-musulman, se félicitant du choix judicieux du thème de la 17^e session de la Conférence de l'UPCI: "Le monde musulman et les enjeux de la modernisation et du développement", dans la perspective de faire face aux défis que connaissent les pays arabo-musulmans.

Il a indiqué, dans ce contexte, que les crises économique, sécuritaire et politique dans le monde arabo-musulman conféraient une plus grande responsabilité aux parlementaires, soulignant à ce propos l'importance de la coopération entre les peuples arabes et musulmans en vue de "changer la réalité et faire face à ces défis, notamment en matière de développement".

Par ailleurs, le président du PA a mis en avant l'importance de la diplomatie parlementaire qui constitue "un des piliers essentiels de l'action commune aux plans régional et international, complémentaire de la diplomatie officielle dans la défense des questions du monde arabo-musulman". Evoquant la question palestinienne et l'évolution de la situation dans les territoires occupés, le responsable a dit qu'elle restera la première question centrale du PA, exprimant le rejet et la condamnation ferme de toutes les pratiques provocantes auxquelles recourent les forces d'occupation sioniste pour la mise en œuvre de leurs plans de colonisation, en sus des incursions répétitives dans la Mosquée d'Al-Aqsa pour tenter de modifier le statut de la ville occupée d'Al-Qods.

Et de souligner que toutes ces pratiques sont "un mépris flagrant de la communauté internationale qui ne veut pas assumer ses responsabilités pour mettre fin à ces violations, assurer une protection internationale au peuple palestinien et lui permettre

d'établir son Etat indépendant avec Al-Qods pour capitale".

Dans son intervention, le président de la chambre des représentants de Jordanie, Ahmed Al-Safadi a souligné l'importance de la conférence d'Alger dans l'unification des efforts des pays arabes et musulmans pour surmonter la situation actuelle, souhaitant que cette conférence soit une rencontre pour le triomphe de la cause palestinienne. "Face aux défis auxquels est confronté le monde musulman, il faut parler d'une seule voix et s'entraider pour les générations actuelles et futures, de manière à ce que cette nation puisse tirer profit de ses capacités", a-t-il ajouté. Il faut également "prémunir le monde arabe du danger de l'extrémisme, car l'Islam est une religion de tolérance", a-t-il poursuivi. M. Al-Safadi a tenu également à saluer les efforts inlassables de l'Algérie au service de la Nation arabo-musulmane. "L'Algérie a toujours été un symbole de liberté pour les peuples", a-t-il dit, saluant ses positions constantes en faveur de la Palestine".

Les propositions du Président de la République pour consolider le dialogue et la solidarité islamique largement saluées

Les participants à la 17^e session de l'Union des conseils des pays membres de l'Organisation de la Coopération islamique (UPCI), dont les travaux ont débuté dimanche à Alger, ont salué les propositions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consolider le dialogue, l'action et la solidarité entre les Etats du monde musulman, en vue de faire face aux défis actuels. A ce titre, le président du Conseil national de transition de la République de Guinée, M. Dansa Kourouma a indiqué dans une déclaration à l'APS que "la Guinée soutient les propositions du Président Abdelmadjid Tebboune, notamment celle relative à la création d'un Comité de sages pour

contribuer à la résolution des problèmes du monde musulman par le dialogue, étant un moyen pacifique et civilisationnel", exprimant aussi son soutien à "l'unité et la solidarité du monde musulman". De son côté, le représentant du mouvement palestinien Hamas, Mohamed Othman a affirmé que les propositions du Président Tebboune reflètent "la voix de la sagesse en vue de résoudre les conflits dans le monde musulman par le dialogue", mettant l'accent sur la nécessité d'"appliquer sur le terrain ces propositions, en vue d'unifier les rangs des Musulmans".

M. Mohamed Othman a souligné que les propositions du Président de la République "servent

l'unité du monde musulman et consolident les valeurs de solidarité en vue de relever les défis actuels". Pour sa part, le membre du conseil de la Choura du Sultanat d'Oman, Cheikh Mansour bin Zahir Al Hajri a salué les propositions du Président de la République, notamment celle relative à "la création d'un centre de recherche pour le renforcement de l'immunité intellectuelle face aux mutations effrénées du numérique", relevant que cette proposition sert l'unité du monde musulman et permet de lutter contre les idées extrémistes que plusieurs parties tentent d'introduire dans notre monde musulman".

Le parlementaire omanais a estimé qu'un tel centre contribuera

à "lutter contre les idées intruses" et à "immuniser la jeunesse musulmane", saluant la disposition de l'Algérie à l'abriter. "Cela participe de la générosité algérienne à servir les causes du monde arabe et musulman", a-t-il souligné.

Le recteur de Djamaa El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, a salué les propositions du Président de la République lors de cette rencontre, estimant qu'elles renforceront davantage la coopération entre les pays musulmans. La 17^e session de l'Union des parlements des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (UPCI), organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune,

est un "événement exceptionnel dont on attend des résultats à la hauteur des aspirations de la nation musulmane", a-t-il ajouté.

Des représentants de plus de 35 institutions parlementaires, dont 22 présidents de parlement, participent à cet événement, qui vise à sortir avec des résolutions et des recommandations au service de la nation musulmane et de la défense des peuples musulmans dans les fora internationaux.

Les travaux de cette session, entamés dimanche au Centre international des conférences, Abdelatif Rahal, seront clôturés lundi après midi par l'adoption des résolutions et de la "Déclaration d'Alger".

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Signature d'un arrêté définissant les modalités d'organisation de la formation continue au sein des établissements de l'enseignement supérieur (ministère)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a signé un arrêté définissant les conditions et modalités d'organisation de la formation continue au sein des établissements de l'enseignement supérieur en vue d'appuyer les réformes visant à assurer l'ouverture de l'Université sur son environnement socio-économique, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère.

L'arrêté se veut "le premier encadrement organisationnel de l'activité de formation professionnelle au sein des établissements du secteur et tend à appuyer les réformes introduites au système national d'enseignement supérieur, notamment en ce qui concerne le renforcement de l'ouverture de l'Université sur son environnement socio-économique et la consécration de son image en tant qu'institution sociétale", ajoute le document.

L'arrêté ministériel vise "à concrétiser l'idée de formation à vie en présentiel ou à distance en faveur de tous les citoyens désirant améliorer ou renouveler leurs connaissances, de leurs propres initiatives ou en tant qu'employés de certains établissements ou instances publiques ou privées", précise le document.

L'arrêté en question "confère une flexibilité à l'activité de formation, à travers l'introduction de la formation continue dispensée en trois modes, à savoir une formation continue diplômante en faveur des étudiants n'ayant pas fini leurs études universitaires, sanctionnée par un diplôme de l'enseignement supérieur, une formation continue qualifiante visant à renforcer et à améliorer les compétences professionnelles, outre une formation continue en cycles courts destinée à actualiser, à développer voire à approfondir les connaissances des stagiaires", selon le même source. Ainsi, les établissements de l'enseignement supérieur procéderont "à élaborer des offres de formation répondant à ce mode de formation, en attendant l'ouverture des inscriptions en deux sessions au titre de la même année universitaire, via une plateforme numérique qui sera réservée à cet effet", conclut le document.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE M. Aoun reçoit une délégation des retraités du groupe Saidal

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu en audience, dimanche à Alger, une délégation des représentants des retraités du groupe Saidal avec lesquels il a discuté de la question du versement de leur pension retraite complémentaire, indique un communiqué du ministère.

"L'audience a constitué une opportunité pour M. Aoun de s'enquérir de la situation des retraités du groupe Saidal ainsi que des difficultés auxquelles ils font face suite au blocage de versement, depuis mai 2019, de la pension retraite complémentaire", lit-on dans le communiqué.

Le ministre s'est engagé à "veiller personnellement à la résolution du différend et au déblocage de la situation dans le plein droit des travailleurs du groupe Saidal", ajoute le communiqué. Au terme de cette rencontre, le ministre a réitéré son "soutien plein et entier à l'ensemble des travailleurs de Saidal, étant la force vive et la plus précieuse des ressources dont dispose le groupe", et les a appelés à "se mobiliser et à redoubler d'effort pour relever le défi et de permettre à Saidal de retrouver sa place de locomotive et de leader du marché pharmaceutique national".

ALGÉRIE - RUSSIE Le président du HCI reçoit l'ambassadeur de Russie en Algérie

Le président du Haut conseil islamique (HCI), Boubabdallah Ghlamallah, a reçu, lundi au siège du conseil, l'ambassadeur de Russie en Algérie, Valerian Shuvaev, qui lui a rendu une visite de courtoisie, a indiqué un communiqué de l'institution.

"La rencontre a porté sur les moyens de renforcer et de promouvoir les relations algéro-russes, notamment entre le

CONSEIL NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE Installation des membres (MDN)

Le Général-major Hasnat Belkacem, Chef du Département emploi-préparation de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire, en sa qualité de Président du Conseil national de l'information géographique, a procédé dimanche, au niveau du Cercle de garnison de l'Armée à Ain Naadja (Alger), à l'installation officielle de ses membres, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Conformément aux dispositions statutaires du Conseil national de l'information géographique, fixant sa composition, ses missions, son organisation et son fonctionnement, le Général-major Hasnat Belkacem, Chef du Département emploi-préparation de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire, en sa qualité de Président dudit Conseil, a procédé aujourd'hui, dimanche 29 janvier 2023, au niveau du Cercle de garnison de l'Armée à Ain Naadja en 1ère Région militaire à l'installation officielle de ses membres", précise la même source. "Lors de cette session extraordinaire qui a réuni



l'ensemble des acteurs nationaux activant dans le domaine de l'information

géographique, et qui permettra à cet organe d'assurer pleinement les missions qui

lui sont dévolues, le cadre réglementaire a été examiné outre, les aspects liés à la politique nationale relative à l'information géographique.

"Elle a également constitué la traduction des recommandations et des règles émanant du Comité d'experts des Nations Unies sur la gestion intégrée de l'information géospatiale (UN-GGIM)", indique le communiqué, ajoutant que "la mise en place d'un tel instrument avec toutes ses composantes est à même d'instaurer un espace écologique ayant les mêmes attributs caractérisant une structure nationale de données géospatiales".

CONTRATS PRÉS-EMPLOI Régularisation de la situation des employés du secteur économique avant la fin 2023 (ministre)

La situation des employés exerçant dans le secteur économique, public et privé, dans le cadre des contrats pré-emploi sera régularisée avant la fin 2023, a indiqué dimanche de Laghouat le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale Youcef Chorfa.

S'exprimant lors d'une visite de travail dans la wilaya, le ministre a affirmé que "la situation des employés exerçant dans le cadre du secteur économique public et privé, au titre de contrats de pré-emploi, sera régularisée avant la fin de l'année en cours, en tenant en compte certains critères ayant trait notamment à la ponctualité et à la performance professionnelle", ajoutant que les employés concernés devraient être évalués à la lumière des rapports établis par leurs employeurs.

Pour l'allocation chômage, M. Chorfa a indiqué que son département ministériel, tient ses engagements relatifs au versement de l'allocation chômage le 28 janvier dernier, avec la nouvelle augmentation

approuvée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le ministre a, à ce titre, souligné l'importance de la formation professionnelle pour les demandeurs d'emploi inscrits à l'allocation chômage, formation nécessaire pour l'amélioration de leurs connaissances et aptitudes professionnelles. Il a fait savoir, par ailleurs, que les augmentations de la pension de retraite décidées seront versées avant le mois du ramadhan prochain.

Lors de sa tournée, le ministre a procédé à l'inauguration du siège de la Direction régionale de la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (Cacobathp), coiffant cinq (5) wilayas (Laghouat, Djelfa, El-Bayadh, Ghardaïa et El-Meniaa).

Cette nouvelle structure est composée de 24 bureaux, deux salles de réunions et une autre de visioconférences, selon les

explications fournies à la délégation ministérielle. M. Chorfa a inauguré, en outre, deux annexes locales de l'emploi, dans la commune d'Ain-Madhi (70 km nord de Laghouat) et celle de Guellet Sidi-Saâd (140 Nord-ouest de Laghouat).

La réalisation des installations s'inscrit dans le cadre du rapprochement des services du secteur du travail des demandeurs d'emploi dans les différentes collectivités locales qui s'occupent aussi du recensement des demandeurs concernés par l'allocation chômage, a-t-on indiqué.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa, s'est enquis du fonctionnement de l'antenne locale du centre national de personnalisation de la carte électronique "Chifa", ainsi que du Centre régional d'imagerie médicale.

Par ailleurs, M. Chorfa a rendu une visite de courtoisie au Calife général de la Tariqa (Confrérie) Tidjania, Cheikh Ali Belarabi Tidjani.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE Poursuite des ateliers de groupes de discussion pour jeunes dans plusieurs wilayas

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) a poursuivi dimanche ses ateliers de "groupes de discussion pour jeunes", organisés dans plusieurs wilayas du pays pour impliquer cette importante frange de la société dans le développement du pays.

Ces rencontres visent à résoudre à court, moyen et long termes les préoccupations des jeunes, qui ont, via cette plateforme, l'opportunité de s'exprimer librement, et à élaborer une vision pour le CSJ pour les dix prochaines années (2023/2033).

À Ain Témouchent, les activités des groupes de discussion de jeunes ont été menées à l'Université Belhadj Chaïb, avec la participation de plus de 200 jeunes inscrits au niveau des groupes des communes de la wilaya.

Lors de la cérémonie de lancement de cet événement, le membre du CSJ, Mohamed Rabah, a souligné que "les ateliers, qui se poursuivront durant deux jours, permettent aux participants d'exprimer leurs préoccupations et faire part de leurs propositions au CSJ, qui les soumettra aux

Hautes instances du pays dans le cadre de la concrétisation des valeurs de la démocratie participative". De son côté, le wali d'Ain Témouchent, M'hamed Moumen, a mis en exergue l'intérêt qu'accorde l'Etat à la jeunesse, qui s'est matérialisé, entre autres, par la création d'un conseil supérieur qui lui est dédié.

Quatre ateliers ont été constitués pour discuter des propositions à soumettre au CSJ. Et, des rencontres similaires sont prévues durant deux jours au niveau des communes d'El Amria, Hassi El Guella, Hammam Bouhadjar, Aïn El Arbaa, Sidi Ouriache, Sidi El Safi et Beni Saf, selon les organisateurs.

L'événement a réuni des représentants de l'Observatoire national de la société civile d'Ain Témouchent, ainsi que des représentants de nombreuses associations locales de jeunes et des Scouts musulmans algériens. À Tizi Ouzou, l'encadré des groupes de discussion des jeunes, Adel Lahbib, a

estimé que "le jeune algérien est plus soucieux de l'intérêt commun de la jeunesse algérienne et du pays que de ses préoccupations personnelles", relevant, en marge de la manifestation tenue au Centre de loisirs scientifiques, que les groupes de discussion organisés jusque-là dans plusieurs wilayas, ont révélé un niveau élevé de conscience chez les jeunes.

"La plupart des questions soulevées lors des débats et des travaux d'ateliers relèvent de l'intérêt commun et général, et non pas de préoccupations individuelles", a-t-il souligné. La rencontre de Tizi Ouzou a regroupé 70 jeunes.

Le wali Djillali Doumi, présent à l'ouverture de ce groupe de discussion, a souligné l'importance de ces rencontres, qui constituent un espace pour déterminer les intérêts des jeunes dans les différents domaines (économique ou social) et de déterminer leur rôle dans le développement local.

KHENCHELA

Vers l'inscription de 46 classes d'extension dans plusieurs communes

La wilaya de Khenchela bénéficiera de l'inscription de projets de construction de 46 classes d'extension dans les établissements scolaires de plusieurs communes, a indiqué dimanche à l'APS, le directeur de l'éducation.

M. Bachir Bouderbala a précisé qu'au terme de consultations de coordination avec les représentants des directions de la planification, du suivi du budget, des équipements publics et de l'éducation de la wilaya de Khenchela, il a été décidé que les assiettes d'extension disponibles seront exploitées pour réaliser 42 classes dans des écoles primaires et quatre autres classes dans des CEM qui connaissent des surcharges.

Le même responsable a souligné qu'il s'agira de la construction de 8 classes d'extension dans les écoles de la nouvelle route d'El Izar et de Yousfi-Abdelmadjid de la commune de Khenchela et deux classes d'extension à l'école primaire Bouhlala-



Abdelkader de la commune d'El Hamma et 8 autres classes dans les écoles Ali-Thamène et les frères Maache dans la commune de Yabous.

Il sera procédé également à la construction de 10 classes d'extension aux écoles Tayoura-

Abdelhamid, Tamrabet-Mahmoud, Laalaouna-Alaoua et Bouteraa-Salah dans la commune d'Aïn Touila, ainsi que 4 autres classes à l'école Benachi-Lakhdar de Taouzianet, 2 classes d'extension à l'école Guerfi-Rabia dans la commune de Babar, 8

classes réparties sur les écoles Besbes Abderrahmane à Ouled Rechach et Azzab-Salah à Chechar, a indiqué la même source.

Dans le palier moyen, les opérations inscrites concernent la construction de deux classes au CEM Ayadi-Amara de Chechar, 2 classes au CEM Bousalem-Mohamed à Ouled Rechach, souligne le même responsable. Les classes d'extension en projets dans les établissements scolaires des communes de Khenchela, Ouled Rechach, Babar, El Hamma, Aïn Touila, Taouzianet, Chechar et de Yabous, visent à alléger les surcharges des classes et améliorer les conditions de l'enseignement, indique le même responsable.

AIN DEFLA

Lancement du concours "Nequi Houmtek" du quartier le plus propre

La wilaya d'Ain Defla a enregistré, dimanche, le lancement de la 1ère édition du concours du plus beau et plus propre quartier "Nequi Houmtek" (Nettoies ton quartier) dans le but de promouvoir l'esprit de citoyenneté et l'action associative.

Au titre de l'encouragement des initiatives locales visant à promouvoir l'esthétique et la propreté des quartiers et à améliorer le cadre de vie des citoyens de la wilaya, le wali d'Ain Defla, Abdelghani Filali, a donné le coup d'envoi de la 1ère édition de ce concours, à la faveur d'une visite de travail dans la commune de Boumedfaa, en présence de représentants d'associations et de comités de quartier de plusieurs communes.

Ce concours vise l'"ancrage des valeurs de préservation de l'environnement et de la propreté de nos villes, tout en renforçant l'esprit de citoyenneté et de l'action associative pour consacrer le développement durable escompté", a-t-on indiqué au niveau des services de la wilaya.

Les comités de quartier sont chargés, à ce titre, de sélectionner un quartier pour représenter chaque daïra aux finales de ce concours, supervisé par une commission de wilaya.

Cette dernière va désigner le quartier lauréat, qui remportera le premier prix, soit un montant d'un (1) million de DA destiné à des travaux d'aménagement au profit du quartier gagnant.

Le dépôt des dossiers de candidature doit se faire au niveau de la commune concernée, dans un délai n'excédant pas 21 jours à compter de la date du lancement du concours, soit aujourd'hui dimanche, selon la même source.

Plusieurs critères ont été fixés par les organisateurs pour évaluer les quartiers participants, dont "la propreté et l'aspect esthétique du quartier, l'état des arbres (élagage et autres) et les sites désignés pour le rejet des déchets".

Un point supplémentaire sera attribué à toute action conférant une "touche esthétique au quartier", a conclu la même source.

TIZI-OUZOU

15 personnes bloquées par la neige à Iboudrarenne sauvées

Une quinzaine de personnes bloquées par la neige ont été sauvées suite à une intervention des éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Tassaf, commune d'Iboudrarenne, à l'Est de Tizi-Ouzou, a indiqué, dimanche, un communiqué émis par le groupement territorial de ce corps sécuritaire.

Selon le document, les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Tassaf ont trouvé, hier samedi, lors d'une patrouille en compagnie des services de la commune d'Iboudrarenne et de la subdivision des travaux publics d'Ouacif, "15 personnes bloquées dans la neige, sur la RN30, dont deux en état d'hypothermie et de perte de connaissance".

Ces personnes, venues de la com-

mune de Draa Ben Khedda, se trouvaient sur place en villégiature, avant d'être bloquées par les neiges, sur l'axe de la route nationale reliant la commune d'Iboudrarenne au col de Tizi N'kouilal (aux limites de la wilaya de Bouira).

L'intervention de la gendarmerie nationale a permis leur évacuation vers le centre du siège de commune d'Iboudrarenne, tandis que les deux personnes trouvées en état d'hypothermie ont été transférées par la protection civile vers la polyclinique de Beni Yenni, où elles ont été prises en charge.

Elles ont quitté la structure sanitaire le même jour, après la stabilisation de leur état, a conclu le même communiqué.

A noter, un enfant de 12 ans, porté

disparu depuis samedi soir après sa chute au fond d'un ravin alors qu'il se rendait à pied, avec un ami de même âge, en direction des hauteurs de Chrêa (Blida), a été sauvé dimanche par les agents de la protection civile.

Selon le témoignage de son ami, l'enfant s'est fracturé la jambe et il est parti chercher de l'aide pour lui.

Une fois sur place, les secours de la protection civile n'ont pas retrouvé l'enfant à l'endroit où son ami l'avait laissé.

Ce n'est qu'après trois heures de recherche qu'il a été retrouvé au fond d'un ravin.

Les autorités locales ont appelé les familles à faire preuve de vigilance et ne pas s'aventurer dans des pistes escarpées et non sécurisées durant ces conditions climatiques difficiles.

EL-MENIÂA

Mise en service d'une antenne régionale de la CNMA

Une nouvelle antenne régionale relevant de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a été mise en service dans la wilaya d'El-Meniâa.

Cette structure ouverte dans le cadre du déploiement de la caisse dans l'ensemble du pays vise à rapprocher ses services des agriculteurs, a-t-on indiqué lors de la cérémonie inaugurale présidée par Abdenaceur Ait Oumalou, directeur central à la Direction générale de la CNMA, en présence des autorités locales.

Pour M. Ait Oumalou la création de la nouvelle antenne vise à "favoriser l'ancrage d'une relation solide basée sur une confiance profonde avec les agriculteurs, les éleveurs et la femme au foyer, en mettant à leur disposition plusieurs prestations et produits adaptés à l'agriculture saharienne, en plus de rapprocher l'administration des clients de la caisse".

La nouvelle antenne, à vocation régionale, est considérée comme un acquis important pour cette jeune wilaya, en offrant plusieurs facilités et prestations d'assurance agricole destinées aux adhérents, en plus d'assurer la vulgarisation et l'accompagnement permanent au profit des agriculteurs, notamment ceux ayant réalisé de belles performances en termes de production, a-t-il souligné.

La CNMA prévoit, a ajouté M. Ait Oumalou, l'ouverture d'autres guichets de proximité dans la wilaya, dans le cadre du déploiement de son réseau sur l'ensemble du territoire national. Il a également fait savoir que la caisse s'oriente vers la réalisation d'un projet portant sur le développement de l'activité agricole à travers le pays, à savoir la création d'une institution appelée Crédit mutuel qui s'occupe du financement des projets agricoles, tout en contribuant aux efforts de l'Etat visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire et réduire la facture des importations. La nouvelle antenne régionale qui a déjà commencé à recevoir les demandes d'adhésion a recensé plus de 1.000 adhérents à ce jour. En marge de la cérémonie inaugurale, une exposition de produits agricoles a été mise sur pied au niveau d'une exploitation privée.

BORDJ BOU ARRERIDJ

D'importants projets pour l'agriculture (wilaya)

D'importants projets viennent d'être inscrits dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj pour le développement des diverses filières agricoles et la valorisation des potentialités économiques locales, a-t-on indiqué dimanche dans un communiqué des services de la wilaya. Cet important programme qui mobilise en 2023 une enveloppe financière de 1,589 milliard DA pour les secteurs agricole et forestier projette, notamment, l'aménagement de

plus de 181 km de pistes rurales qui desserviront les points les plus reculés de toutes les communes y compris montagneuses, selon la même source.

Des actions adaptées à chaque région, en fonction de sa nature et son climat, seront engagées, parallèlement à l'aménagement des pistes rurales dont la plantation de 520 hectares en arbres fruitiers pour 93 millions DA et de plus de 600 hectares en arbres forestiers pour 240 millions DA, selon

le document. Il est également prévu de planter deux kilomètres (2 km) de brise-vent et d'effectuer des travaux de correction torrentielle pour plus de 12.000 m3 pour 121 millions DA pour lutter contre l'érosion et la sécheresse, selon le document. Les services de la wilaya poursuivent les efforts d'accompagnement du processus de développement économique au travers du programme de raccordement à l'électricité agricole, le fonçage de puits,

la réalisation de bassins d'irrigation et de systèmes d'irrigation en application des instructions des autorités supérieures du pays.

Neuf cent (900) agriculteurs ont bénéficié de 9.000 unités d'apiculture, outre l'installation de 20 kits d'électricité solaire, a-t-on ajouté dans le communiqué de la wilaya qui a inscrit ces actions dans la stratégie de développement de la vocation agricole de la wilaya, outre sa position de pôle industrielle.

MILA

Légère baisse des oiseaux migrateurs en 2023 (Conservation des forêts)

Une légère baisse du nombre des oiseaux séjournant dans les zones humides de la région de Mila a été enregistrée par les services de la Conservation des forêts de la wilaya au titre du comptage de l'hiver 2023 par rapport à l'année précédente 2022, a indiqué dimanche la responsable de la cellule d'observation avifaune, Manal Haniche.

La même responsable a expliqué à l'APS que l'opération de dénombrement des oiseaux migrateurs durant le mois de janvier a donné 7.246 individus contre 7.574 individus recensés en 2022, pour la même saison.

Selon Mme Haniche, cette baisse de la population avifaune jugée "légère" est due à la réduction du niveau de l'eau dans les zones humides où se déroule le comptage, en particulier le barrage de Béni Haroun qui constitue la plus importante zone humide qui polarise les oiseaux migrateurs dans la wilaya de Mila, où l'on a dénombré cette année 6.830 oiseaux migrateurs de différentes espèces.

La même source a indiqué que la réduction du niveau de l'eau a impacté négativement le nombre de palmipèdes et provoqué une hausse des ardeidés qui trouvent leur

nourriture dans les dépôts boueux et la vase.

Concernant les espèces observées lors du dénombrement de l'hiver réalisé par la Conservation des forêts de Mila, en collaboration avec la Fédération de wilaya des chasseurs, 31 espèces d'oiseaux migrateurs ont été recensés, dont 14 sont classés protégés par la législation algérienne et par les conventions internationales.

Au barrage de Béni Haroun, la responsable de la cellule d'observation avifaune a indiqué que 30 espèces d'oiseaux migrateurs ont été dénombrées dans la wilaya, à l'instar du

phoenicopterus ruber, dont on a compté 32 individus, ainsi que 50 platalea alba et 3 avocettes élégantes (recurvirostra avosetta) qui reviennent au barrage de Béni Haroun, après une absence de 6 ans, précise la même source. L'opération de dénombrement des oiseaux migrateurs pour cette année, dans la wilaya de Mila, s'est déroulée dans quatre zones humides : le barrage de transfert de Sidi Khelifa, le barrage Grouz à Oued Athménia, la retenue collinaire d'Oued N'dja et le barrage de Béni Haroun.

TRANSPORT FERROVIAIRE

M. Beldjoud inaugure la ligne ferroviaire reliant la wilaya de Saïda à Freneda (Tiaret)

Le ministre des Transports Kamel Beldjoud a inauguré dimanche la ligne ferroviaire reliant la wilaya de Saïda et Freneda (Tiaret) sur une distance de 120 km, avant de mettre l'accent sur les grands défis lancés pour concrétiser des projets vitaux dans ce secteur et relier l'Est à l'Ouest et le Nord au Sud du pays.

Le ministre a appelé à partir de Saïda les investisseurs à s'intéresser aux régions intérieures du pays pour concrétiser des projets devant contribuer à booster la dynamique économique locale et nationale". Lors d'un point de presse, animé en marge de la mise en service de la ligne ferroviaire reliant la wilaya de Saïda et Freneda (Tiaret) sur une distance de 120 km, le ministre a souligné "la détermination de l'Etat à prolonger le réseau ferroviaire jusqu'aux régions du sud du pays", rappelant les grands défis lancés pour concrétiser des projets vitaux dans ce secteur et relier l'Est à l'Ouest et le Nord au

Sud du pays. Kamel Beldjoud a également indiqué que plus de 1.000 km de lignes ferroviaires ont été mises en service à ce jour grâce aux efforts de tous. Il a également fait état de la mise en service avant le mois de ramadhan prochain du tronçon reliant Boughezoul et Laghouat via Ain Ouassara sur une distance de 123 km. Ce tronçon fera partie de la ligne Nord-sud sur plus de 2.000 km actuellement en cours de réalisation. Le ministre, accompagné des walis de Saïda et de Tiaret ainsi que des autorités civiles et militaires locales, a suivi la projection d'une présentation de l'Agence nationale

d'études et de suivi de la réalisation des investissements du rail mettant l'accent sur l'importance du projet ferroviaire reliant les deux wilayas. Ce projet a consisté en la réalisation de 59 ouvrages d'art, notamment 23 ponts ferroviaires et 12 grands viaducs en plus de 24 ponts routiers pour éviter leur intersection avec la voie ferrée. L'assistance a suivi une présentation des trois gares, celles du transport des voyageurs d'Ain Karmes et Freneda (wilaya de Tiaret) et la gare de chemins de fer de Saïda. Cette dernière est entrée en service, ce dimanche, avec un pavillon dédié au transport de marchandises.



TLEMCCEN

Faire des universités algériennes des viviers pour la croissance économique (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a souligné jeudi à Tlemcen, que son département vise "à faire des universités algériennes des viviers pour la croissance économique au niveau local et national".

Accompagné du ministre de l'Economie de la connaissance et des Startups, Yacine Mehdi Walid, le ministre de l'Enseignement supérieur a indiqué que l'objectif de son département est d'œuvrer, non seulement pour une université d'enseignement supérieur, mais aussi pour une université d'innovation et des start-ups capable de transformer les idées en produits utiles et faire de l'étudiant diplômé demandeur d'emploi un créateur d'emploi et de richesse.

M. Baddari a précisé que cette visite a pour but d'évaluer les moyens disponibles à l'université de Tlemcen et recenser les projets pouvant aboutir à la création de start-ups. Les informations données sur place indiquent que quelques 290 start-ups seront créées d'ici le mois de juin prochain et 40 brevets d'invention dans le cadre des projets de fin d'étude seront décernés. "L'objectif est de réussir à rendre les idées novatrices des étudiants en produits commercialisables", a commenté le ministre. De son côté, M. Yacine El Mahdi Oualid a mis en exergue l'étroite collaboration qui existe entre son secteur et celui de l'enseignement supérieur notamment dans le domaine de la création des jeunes entreprises par des universitaires. L'engagement est grand de la part des

diplômés pour la création de leurs startups à l'université de Tlemcen et le centre d'innovation et de transfert technologique, inauguré au pôle universitaire de Chetouane ce jeudi, servira de moteur devant accélérer le secteur de l'innovation et des startups, a-t-on noté. Dans ce contexte, le ministre a fait part de la disponibilité de son département à accompagner tous les jeunes porteurs de projets novateurs.

Par ailleurs, les deux membres du gouvernement ont inauguré le centre d'innovation et de transfert technologique, réalisé à la daïra de Chetouane sur une superficie de deux hectares. Le projet a coûté un budget de 900 millions DA. Les deux ministres ont également visité l'Institut africain de l'eau, de l'énergie et des changements climatiques avant d'inaugurer le projet de 1.000 places pédagogiques de la faculté des sciences.

La délégation ministérielle a, par ailleurs, inspecté au campus universitaire de Chetouane, le projet de 2.000 places pédagogiques destinées aux écoles préparatoires et de 2.000 autres places destinées à la faculté de médecine. Sur place les ministres ont reçu d'amples informations sur ces nouvelles structures et sur la clinique dentaire en voie de réalisation. Au campus universitaire d'Imama, Kamel Baddari a visité une exposition de divers clubs scientifiques avant de se rendre à la maison d'entrepreneuriat pour s'informer sur les missions qui lui sont confiées en matière d'accompagnement des étudiants porteurs de projets.

INDUSTRIE

Ouverture des assises nationales sur l'industrie du cuir et du textile

Les travaux des assises nationales sur l'état et les perspectives de développement de l'industrie du cuir et du textile ont débuté lundi à Alger. Prennent part à ces assises, ouvertes par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, en présence de nombre de ministres, les principaux opérateurs nationaux du textile et du cuir ainsi que des représentants de tous les départements ministériels et des organismes concernés, outre des experts en développement industriel. Dans son allocution, M. Zaghdar a mis l'accent sur l'importance de la mise en place de mécanismes de coordination entre les différents secteurs, à l'instar de l'Industrie, de l'agriculture, du commerce et de la

formation professionnelle en vue de promouvoir le secteur du textile et du cuir, relancer une économie forte et diversifiée et accéder aux marchés mondiaux.

Placée sous le patronage du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, cette rencontre qu'abrite le Palais de la Culture Moufidi Zakaria, a pour objectif de sensibiliser les opérateurs à la nécessité d'adhérer aux démarches du ministère de l'Industrie visant à organiser les chaînes de valeur de ces deux filières industrielles, à réhabiliter le produit national, à accroître sa compétitivité et à améliorer sa qualité, de manière à satisfaire les besoins du marché national et à créer

la richesse, la valeur ajoutée et des postes d'emplois pour les jeunes", selon le ministre. Trois ateliers thématiques sont au menu de ces assises nationales de deux jours, qui devront débattre d'axes relatifs à la matière première, aux mécanismes de sa collecte et de son traitement, au renforcement de la compétitivité du produit national, à l'amélioration de sa qualité et à sa protection conformément aux normes en vigueur, examiner les modalités d'adaptation des offres de formation professionnelle, et réguler l'importation et les voies d'exportation et de contrôle de la qualité, outre les méthodes de traitement du phénomène du marché parallèle.

COMMERCE

Ouverture lundi du colloque et du salon africain des transports et du commerce de transit au Palais des expositions

Le coup d'envoi des travaux du colloque et du salon africains des transports et du commerce de transit sera donné, lundi au Palais des expositions (Pins maritimes) d'Alger, en présence du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig et du SG du ministère de l'Economie et du Commerce de la Libye, a indiqué dimanche un communiqué du ministère. La cérémonie officielle du coup d'envoi des travaux de cette manifestation, "organisée par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et du bureau d'affaires +Lin-

kUp+", se déroulera en présence d'importateurs libyens, de responsables algériens des plus grandes entreprises exposantes et 200 hommes d'affaires activant dans plusieurs domaines économiques", ajoute-t-on de même source. Cet événement constitue, de par son contenu, "un domaine important devant renforcer les échanges commerciaux entre l'Algérie, la Libye et les pays africains, outre la promotion des exportations hors hydrocarbures et le renforcement des relations bilatérales entre les pays concernés dans ce domaine", conclut la source.

ENERGIE

Le groupe Sonatrach présent au Salon national de l'emploi et de la formation

Le Groupe Sonatrach a participé du 26 au 28 janvier en cours au 16e Salon national de l'emploi et de la formation, organisé cette année sous le slogan "La numérisation au service de la dynamique économique" au Palais de la culture, Moufidi Zakaria à Alger, précise dimanche un communiqué du groupe. Cette manifestation à laquelle ont pris part près de 50 exposants issus d'entreprises économiques et de centres de formation, a été une occasion pour faire connaître la plateforme électronique de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), mise en place pour concrétiser le mécanisme juridique de recrutement au niveau national et garantir plus de flexibilité dans la prise en charge des besoins de recrutement des entreprises

en s'appuyant sur la base de données des demandeurs d'emploi dont dispose l'ANEM. Sonatrach a participé à ce salon avec un stand spécial en vue de "contribuer au renforcement de ses relations avec les demandeurs d'emploi et les différents instituts de formation, étant une société économique publique (EPE) qui a besoin de recruter des compétences spécialisées en matière d'hydrocarbures". Le stand a été encadré par une équipe chargée du projet de développement des ressources humaines (RH) ainsi que des représentants de l'Institut algérien du pétrole (IAP), où une grande affluence des visiteurs a été constatée, principalement des demandeurs d'emploi parmi les diplômés des universités et des instituts de

formation qui ont exprimé des préoccupations et des informations sur les concours de recrutement. Les visiteurs du stand ont reçu des explications sur la méthode adoptée par Sonatrach, qui impose un passage obligatoire et exclusif par l'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM), concernant toutes les offres d'emploi, selon la même source. "L'adhésion de Sonatrach au dispositif de l'ANEM à travers sa plateforme numérique est dictée par la loi et les réglementations en vigueur dans le domaine de l'emploi afin de répondre aux besoins de ses installations à travers le pays", a ajouté le Groupe. Cette adhésion est également imposée par la responsabilité sociale de Sonatrach comme engagement pour assurer la réa-

lisation de la transparence et de l'équité dans toutes les opérations de recrutement, en s'appuyant sur les possibilités fournies par la plateforme de l'ANEM, en matière de choix des compétences, la garantie d'un équilibre entre les postes vacants et les demandes d'emploi, et la réduction du temps de traitement des offres d'emploi, ajoute le communiqué. "Sonatrach, un groupe en quête de leadership et d'excellence en sa qualité de locomotive de l'économie nationale, œuvre constamment à la création de la valeur ajoutée pour ses ressources humaines parmi les compétences qui se verront confier la tâche de superviser et d'assurer le bon fonctionnement des installations de production", selon le communiqué.

BISKRA

102 participants au Salon des produits agricoles et de la promotion des exportations

Le Salon des produits agricoles et de la promotion des exportations, dont la seconde édition s'est ouverte dimanche au complexe thermal Sidi Yahia de Biskra, a regroupé 102 exposants de plusieurs wilayas. Cette édition, qui regroupe 20 exposants de plus que celle de 2021 ainsi que des opérateurs de l'industrie de transformation et de l'industrie mécanique, présente divers produits agricoles, dont les dattes, les légumes cultivés par plasticulture, les huiles alimentaires et le miel. Le salon, outre les produits agricoles, expose les divers produits d'opérateurs de Biskra, dont les ciments, le plâtre, les fertilisants, les textiles, les électroménagers, les articles électriques et plastiques ainsi que les vélos. La manifestation, qui réserve des pavillons à des sociétés d'assurance, des banques et des institutions scientifiques et techniques d'appui à l'agriculture, vise à mettre en exergue la production nationale qui enregistre un développement en termes de qualité et de quantités, a indiqué le directeur de la Chambre du commerce et de l'industrie CCI-Ziban, Tarek Benabderrahmane. Le salon prévoit également des ateliers et des rencontres avec opérateurs économiques et verra la visite d'ambassadeurs et d'attachés commerciaux de plusieurs pays, dont le Zimbabwe, le Bangladesh, le Soudan, le Mexique, la Suisse, la Grande-Bretagne, la Croatie, la Pologne, le Mali et le Niger, qui auront l'occasion de découvrir les capacités productives de l'Algérie, et de Biskra en particulier, selon les organisateurs. La manifestation économique, dont le lancement a été donné par le wali de Biskra Lakhdar Sedas, est organisée jusqu'au 4 février par la CCI-Ziban en partenariat avec la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie, la Chambre locale de l'agriculture et la confédération du patronat à Biskra.

PÉTROLE

Le prix du Brent approche les 87 dollars

Les cours du pétrole évoluaient sans direction forte lundi, baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars évoluant de 0,01%, à 86,67 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison le même mois, cédait quant à lui 0,09% à 79,61 dollars. Si les prix restaient stables lundi, plusieurs acteurs du marché s'inquiétaient des suites possibles après une attaque de drones contre un site militaire à Ispahan, grande ville du centre de l'Iran. Autre risque géopoliti-



tique qui pourrait faire monter les cours, l'embargo de l'Union européenne et le plafonnement des prix par les pays riches du G7 sur les produits pétroliers russes entrèrent en vigueur dimanche prochain. Du côté du gaz, le contrat à terme du TTF néerlandais, référence du marché européen, grimpait de 2,30% à 56,70 euros le mégawatt-heure (MWh).

MONNAIES

Le dollar recule face à l'euro

Le dollar reculait un peu face à l'euro lundi avant une semaine chargée, avec les décisions attendues cette semaine de la Réserve fédérale (Fed), de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Banque d'Angleterre (BoE).

Dans la matinée, le billet vert cédait 0,30% à 1,0900 dollar pour un euro et 0,09% à 1,2393 dollar pour une livre. "Le dollar commence la semaine avec des cours qui évoluent dans une fourchette étroite, sans s'éloigner de ses plus bas en près d'un an" atteints plus tôt en janvier, commentent des analystes.

Les banquiers centraux ont relevé leurs taux en 2022 pour endiguer une inflation à des niveaux records, avec en

particulier des relèvements plus marqués aux Etats-Unis qu'ailleurs, rendus possibles par des perspectives économiques moins sombres, ces derniers rendant le dollar plus attractif. Mais depuis plusieurs mois, les investisseurs à l'inverse pénalisent le dollar car à mesure qu'aux Etats-Unis les perspectives économiques et d'inflation faiblissent, le resserrement monétaire pourrait bientôt toucher à sa fin. La réunion de la Fed mardi et mercredi permettra de "tester le consensus du marché" sur ce point, so ulignent les observateurs du marché. Le marché table sur une hausse de 0,25 point de pourcentage du taux directeur de la Fed, mais estime que la BCE et la

BoE devraient toutes deux opter le lendemain pour des montées de 0,5 point de pourcentage. "Une crise de l'énergie moins marquée que prévu et la réouverture de la Chine ont ravivé l'optimisme sur l'économie" en Europe, commentent des analystes. Autant que l'ampleur de la hausse des taux, les investisseurs guetteront le message des banquiers centraux.

Au Royaume-Uni, la BoE "risque de proposer une hausse de 0,50 point prudente", en signalant que l'affaiblissement de l'économie britannique va bientôt mettre un terme à son resserrement, anticipent des analystes du marché monétaire.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or à 1.930 dollars l'once

Les prix de l'or s'échangent dans une fourchette relativement étroite lundi aux environs de 1.930 dollars l'once, tandis que les acteurs du marché mondial attendaient une série de réunions des banques centrales axées principalement sur la Réserve fédérale américaine.

L'or au comptant a légè-

rement augmenté de 0,2% pour atteindre 1.931,07 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain ont augmenté de 0,1% à 1.930,50 dollars. "Les prix de l'or se consolident actuellement dans une fourchette avant la réunion de la Fed (la banque centrale des Etats Unis). L'or est une valeur refuge particulière-

ment prisée quand le dollar s'affaiblit et quand l'inflation augmente. Les données de vendredi ont montré que les dépenses de consommation américaines ont chuté en décembre, tandis que l'inflation a continué de baisser, ce qui pourrait donner à la Fed une marge de manœuvre pour ralentir davantage le rythme de ses

hausse de taux d'intérêt. Le métal précieux profite également de la demande chinoise, le premier acheteur mondial d'or. Concernant les autres métaux, l'argent au comptant a gagné 0,8% à 23,74 dollars l'once, le platine a augmenté de 0,1% à 1.013,40 dollars et le palladium a grimpé de 1,3% à 1.639,90 dollars.

ETATS UNIS

Le chef républicain McCarthy va parler plafond de la dette avec Biden

Le chef de la Chambre des représentants, le républicain Kevin McCarthy, a indiqué qu'il allait s'entretenir mercredi avec le président Joe Biden des moyens d'éviter un défaut de paiement.

L'"speaker" de la Chambre a affirmé dimanche sur la chaîne CBS que le démocrate devait revenir sur son refus d'envisager de réduire les dépenses en échange d'un relèvement du plafond de la dette. "Nous allons nous voir ce mercredi (...). Je veux trouver un moyen responsable et raisonnable qui nous permette de relever le plafond de la dette" tout en limitant les "dépenses hors de contrôle" du Congrès, a-t-il déclaré. Il

s'agira du premier entretien entre les deux hommes depuis que M. McCarthy est devenu "speaker" de la Chambre, tombée dans l'escarcelle de son parti après les élections de mi-mandat. Les Etats-Unis ont récemment atteint le plafond maximal d'endettement fixé par le Congrès (plus de 31.000 milliards de dollars), interdisant de fait au gouvernement d'emprunter plus, même pour faire face à ses obligations sur le marché de la dette, une situation qui pourrait provoquer, si elle perdure, un défaut américain. Si le plafond a déjà été relevé à 79 reprises depuis 1960, le sujet est parfois source de tensions entre les deux grands partis

politiques. Et pour les républicains, l'occasion se présente aujourd'hui de forcer la main aux démocrates afin de les obliger à revenir sur les grands plans de financement votés durant la première moitié du mandat de Joe Biden. Relever le plafond de la dette "est une obligation pour ce pays et ses dirigeants afin d'éviter le chaos économique", a affirmé la porte-parole de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre. "Le relèvement du plafond de la dette n'est pas négociable". La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a averti que "l'impossibilité de répondre aux obligations de l'Etat causerait des dégâts irréparables à l'économie américaine et aux moyens

d'existence de tous les Américains ainsi qu'à la finance mondiale".

Le Trésor a commencé à mettre en place appliquer des "mesures exceptionnelles", comme l'arrêt du versement à plusieurs fonds de retraite et de prestations de santé ou d'invalidité des agents publics, mais elles sont temporaires.

Kevin McCarthy s'est dit confiant sur le fait qu'il n'y aurait "pas de défaut", mais a affirmé que les démocrates avaient dépensé des montants historiques depuis deux ans. "Nous ne pouvons pas continuer ainsi", a-t-il dit. "Je pense que le président sera disposé à ce que nous parvenions à un accord ensemble".

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Toyota n° 1 mondial de l'automobile en 2022 pour la 3^e année d'affilée

Le groupe japonais Toyota est resté en 2022 le numéro un mondial de l'automobile en ventes en volume pour la troisième année consécutive, avec près de 10,5 millions de véhicules écoulés (-0,1%), selon des données publiées lundi. "Malgré l'impact des contraintes de production causées par la propagation du Covid-19, l'augmentation de la demande de semi-conducteurs et d'autres facteurs, les ventes mondiales sont restées au même niveau que l'année précédente en raison d'une demande

solide centrée sur l'Asie" hors Japon, a commenté Toyota dans un communiqué. Ces nuages devraient par ailleurs commencer à se dissiper cette année: Toyota a récemment dit viser une production comprise entre 9,5 et 10,6 millions d'unités de ses marques Toyota et Lexus en 2023, contre 9 millions l'an passé (+5,2% sur un an). L'empire Toyota comprend aussi deux autres marques, Daihatsu (mini-voitures) et Hino (bus et camions). Le groupe allemand Volkswagen est resté numéro deux

mondial en 2022 avec 8,3 millions de véhicules vendus (-7%), selon des chiffres publiés mi-janvier.

Les ventes de Toyota dans le tout-électrique, un segment dans lequel il a tardé à se lancer sérieusement, préférant d'autres technologies comme les motorisations hybrides, font toutefois encore pâle figure. Ses ventes dans ce segment n'ont totalisé que 24.466 unités en 2022, très loin de celles de l'américain Tesla (1,3 million), du chinois BYD (911.000) ou du groupe Volkswagen (572.100).

CHINE

Le commerce des services en hausse de 12,9% en 2022 en Chine

La valeur du commerce des services de la Chine a augmenté de 12,9% en base annuelle en 2022, selon les données du ministère du Commerce publiées lundi. La valeur totale du commerce s'est élevée à 5,980 milliards de yuans (environ 884,29 milliards de dollars), d'après les données. Les exportations des services ont augmenté de 12,1% sur un an à environ 2,850 milliards de yuans au cours de cette période, tandis que les importations ont totalisé 3,130 milliards de yuans, en hausse de 13,5% en glissement annuel, représentant un déficit de 275,71 milliards de yuans. Le commerce des services à forte intensité de savoir a totalisé 2,510 milliards de yuans en 2022, en hausse de 7,8% sur un an. Les exportations des services à forte intensité de savoir ont progressé de 12,2% pour atteindre 1,420 milliards de yuans, sous l'impulsion de catégories telles que les redevances de propriété intellectuelle et les services informatiques et d'information. Les services de voyages ont maintenu leur dynamisme de reprise durant la période, alors que le commerce dans ce secteur a progressé de 8,4% en base annuelle à environ 855,98 milliards de yuans.

BOURSES

Les Bourses chinoises indécises à l'ouverture

Les Bourses chinoises ont ouvert lundi sans direction claire pour la reprise des cotations en Chine continentale, après la semaine fériée du Nouvel An lunaire. Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng cédait 0,48% à 22.579,88 points. De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai prenait 1,35% à 3.308,87 points, tandis que la place de Shenzhen était en hausse de 1,74% à 2.162,83 points.

La Bourse de Tokyo proche de l'équilibre

La Bourse de Tokyo stagnait lundi en début de séance, malgré de nouvelles données confirmant la décélération de l'inflation aux Etats-Unis, de bon augure avant la réunion cette semaine de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'indice vedette Nikkei prenait à peine 0,04% à 27.394,39 points vers 01H00 GMT et l'indice élargi Topix cédait 0,09% à 1.980,81 points. L'indice des prix PCE aux Etats-Unis, la mesure de l'inflation privilégiée par la Fed, a ralenti à 5% en décembre sur un an, contre 5,5% en novembre, selon des données publiées vendredi. Cela a conforté le scénario dominant dans les salles de marché selon lequel la Fed devrait limiter la hausse de son taux directeur à un quart de point de pourcentage à l'issue des deux jours de réunion de politique monétaire mardi et mercredi. Mais cette perspective avait déjà soutenu le marché tokyoite la semaine dernière et les investisseurs à Tokyo préféraient ainsi se montrer plus prudents. Du côté des valeurs, l'action du géant publicitaire japonais Dentsu souffrait (-2,21% à 4.200 yens). Selon le quotidien Asahi, des représentants du groupe auraient reconnu devant des enquêteurs nippons avoir truqué un processus d'appel d'offres pour l'organisation d'événements tests avant les Jeux olympiques de Tokyo-2020. Les locaux de Dentsu avaient été perquisitionnés l'an dernier dans le cadre de cette affaire retentissante au Japon, qui comprend aussi d'autres volets comme l'attribution dans des conditions douteuses de contrats de sponsoring des JO. Du côté des devises et du pétrole, le yen baissait très légèrement par rapport au dollar, qui valait 130,07 yens vers 01H00 GMT contre 129,88 yens vendredi à 21H00 GMT. L'euro montait à 141,43 yens contre 141,15 yens vendredi, tout en étant quasi stable par rapport au billet vert, en se négociant pour 1,0872 dollar contre 1,0868 dollar en fin de semaine dernière. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain gagnait 0,84% à 80,35 dollars vers 00H50 GMT et le baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,80% à 87,35 dollars.

ALGER

Démantèlement d'un groupe criminel organisé s'adonnant au trafic de produits psychotropes

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au démantèlement d'un groupe criminel organisé qui s'adonnait au trafic de produits psychotropes, à l'arrestation de 3 individus, ainsi qu'à la saisie de 12.700 comprimés psychotropes et d'une somme d'argent, a indiqué, lundi, un communiqué des mêmes services.

"Les services de sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la Brigade mobile de la police judiciaire (BMP) de Bab Ezzouar, relevant de la sûreté de la circonscription administrative de Dar El Beida, ont traité une affaire de détention, de transport, de stockage et de trafic de produits psychotropes, dans le cadre d'un groupe criminel organisé", indique le communiqué qui précise que l'affaire s'est soldée par l'arrestation de (03) individus âgés entre 22 et 40 ans".

"En coordination permanente avec le parquet territorialement compétent et après extension de la compétence et exécution des mandats de perquisition, les éléments de la brigade ont saisi 12.700 comprimés psychotropes, d'une somme d'argent estimée à 73.000 Da provenant du trafic, d'un véhicule qui servait au transport de ces poisons et de (04) téléphones portables", lit-on dans le communiqué.

"Après parachèvement des formalités légales, les mis en cause ont été présentés devant le parquet territorialement compétent", conclut le communiqué.

OUM-EL-BOUAGHI

Découverte d'un atelier clandestin de fabrication de tubes en plastique à Bir Chouhada

Les éléments du groupement territorial de la gendarmerie nationale d'Oum-El-Bouaghi ont découvert un atelier clandestin de fabrication de tubes en plastique destinés à la construction, dans la commune de Bir Chouhada, a indiqué dimanche, un communiqué de ce corps constitué.

Le même document a précisé que sur la base d'informations faisant état de l'existence d'un atelier de fabrication de tubes en plastique dont le propriétaire ne détient aucun document autorisant cette activité, une patrouille de surveillance a été constituée par la gendarmerie nationale, et s'est déplacée au lieu-dit Mechta Aghlab où il a été constaté que, dans un grand hangar, un atelier s'adonnant à cette activité, était installé.

L'atelier abrite des machines de broyage et de mélange pour la fabrication de tubes en plastique, ainsi que près de 160 quintaux de matière première, du calcium et de 70 quintaux de plastique recyclé, indique le document.

Le local abritait également le produit manufacturé, soit 1.000 tubes en plastique de 110 mm de diamètre, 400 tubes de 63 mm de diamètre, 30 tubes de 80 mm de diamètre. Le propriétaire de l'atelier ne possède aucun document administratif autorisant cette activité, ni aucun document l'autorisant à exploiter le local, après avis du procureur de la République territorialement compétent, les machines et les produits et les matières premières trouvés dans le local, d'une valeur estimée à 15 millions DA, ont été saisis.

Un dossier judiciaire a été élaboré à l'encontre du propriétaire de l'atelier.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 89 blessés ces dernières 24h eures

Cinq (5) personnes sont mortes et 89 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, indique lundi un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tougourt où deux (2) personnes ont péri dans un accident sur la RN 16, au niveau de la commune de Ben Nacer.

Durant la même période, cinq (5) autres personnes sont décédées, suite à l'inhalation du monoxyde de carbone CO émanant des appareils de chauffage et chauffe-bains à l'intérieur de leurs domiciles, dans les wilayas de Djelfa, Constantine et Relizane,

ajoute la même source, qui souligne que les secours de la Protection civile sont intervenus, pour prodiguer des soins de premières urgences à 15 personnes suite à l'inhalation du monoxyde de carbone.

Depuis le premier janvier, 54 décès par asphyxie par le monoxyde de carbone ont été recensés par la Protection civile qui, sont intervenus, durant la même période, pour secourir 699 personnes, rappelle la même source.

Par ailleurs, les unités de la protection civile sont intervenues pour l'extinction de 05 incendies urbains dans les wilayas d'Oran, Alger, Batna, Jijel et Ain Defla.

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION ILLÉGALE

La loi n 15-21 a donné des résultats positifs dès sa mise en œuvre (rencontre)

L'application du texte de loi n 15-21 paru en décembre dernier "a donné jusqu'à présent des résultats positifs", ont affirmé dimanche à l'université Oran 2 Mohamed Benahmed les participants à une rencontre nationale sur la lutte contre la spéculation illicite.

Hichem Benhaddad, membre de l'Assemblée populaire nationale (APN) a indiqué que la loi n 15-21 relative à la lutte contre le délit de spéculation illicite adoptée par le Parlement à la fin de l'année 2021 "a donné des résultats positifs et s'est traduite par la réduction de ce phénomène et par la disponibilité des produits de première nécessité".

Cette loi, a-t-il rappelé, vient concrétiser les promesses électorales du président de la République liées à la protection du pouvoir d'achat des citoyens.

Elle a été adoptée en urgence pour faire face au phénomène de la spéculation illégale, apparu avec l'épidémie du Coronavirus pour toucher les équipements médicaux et les produits pharmaceutiques, dans un premier temps, avant de s'étendre aux produits de consommation après le recul de cette épidé-



mie. Le député a souligné que "cette loi a apporté une clarification précise du contenu de la nature de ce crime puni par la loi en aggravant les peines et en permettant aux citoyens et consommateurs de signaler et dénoncer les pratiques spéculatives illégales".

Pour sa part, Bousmaha Nasredine, directeur de

l'unité de recherche "Etat et société", organisatrice de la rencontre, a souligné que "la loi relative à la spéculation illégale a donné la priorité à la dissuasion dans les procédures judiciaires pour lutter contre cette pratique commerciale malsaine à même de protéger le pouvoir d'achat des citoyens". Le procureur de

la République près du tribunal d'Es-Sénia, Tahar Zoheir, a donné, de son côté, une lecture de son loi et développé les mécanismes mis à la disposition de l'autorité judiciaire pour lutter contre le phénomène de spéculation illégale, ce qui lui a permis de traiter deux affaires liées à la spéculation sur le lait et l'huile de table.

Les mis en cause ont été condamnés respectivement à sept et dix ans de prison.

Le lieutenant-colonel Samsom Smail, chef de bureau de la sécurité publique du Groupement de la gendarmerie nationale de la wilaya d'Oran, et le chef de la police de la sûreté de la wilaya d'Oran, Abbas Mohamed, ont présenté, quant à eux, les bilans de leurs institutions sécuritaires respectives, soulignant leur rôle dans la lutte contre la spéculation illégale conformément à la loi 15-21.

BLIDA

L'enfant disparu après sa chute dans un ravin sauvé

L'enfant porté disparu depuis samedi soir après sa chute au fond d'un ravin alors qu'il se rendait à pied en direction des hauteurs de Chréa (Blida), a été sauvé dimanche par les agents de la protection civile, a-t-on appris auprès de ce corps constitué.

Selon le chef du service documentation et de prévention auprès de la direction de wilaya de la protection civile, le capitaine Mohamed Nech, les agents de la protection civile ont réussi à sauver l'enfant de 12 ans, après l'avoir retrouvé, dimanche, à l'issue de trois heures de recherches, au fond d'un ravin où il était tombé durant son ascension pédestre vers les hauteurs de Chréa en compagnie de son ami. L'enfant, souffrant d'une frac-

ture à la jambe, a été évacué vers les urgences de l'hôpital Hassiba Ben Bouali pour recevoir les soins nécessaires, a-t-il ajouté. Le wali de Blida, Ahmed Maâbed, s'est rendu à l'hôpital pour s'enquérir de l'état de santé de l'enfant.

Il a, à l'occasion, lancé un appel aux parents à "ouvrir l'œil et veiller sur leurs enfants, notamment à cet âge".

Il a, également, invité les familles à "ne pas s'aventurer à se rendre sur les hauteurs de Chréa en empruntant des pistes escarpées et non sécurisées durant ces conditions climatiques difficiles", saluant les "efforts des différents services de sécurité pour retrouver et sauver l'enfant." Selon le staff médical en charge de l'enfant, son état est "stable" et il "bénéficie

actuellement du suivi médical nécessaire". A noter que les services de la protection civile ont entamé, depuis la matinée, les recherches pour retrouver l'enfant disparu alors qu'il était accompagné d'un ami du même âge durant leur ascension pédestre vers les hauteurs de Chréa, en empruntant des pistes non sécurisées longeant l'itinéraire du téléphérique, pour profiter de la neige.

Selon le témoignage de son ami, l'enfant s'est fracturé la jambe, ce qui l'a contraint à le laisser pour partir chercher de l'aide.

Une fois sur place, les secours de la protection civile n'ont pas retrouvé l'enfant à l'endroit où son ami l'avait laissé, a fait savoir le même responsable.

DETECTEURS DE MONOXYDE DE CARBONE

22 millions d'unités sont nécessaires (Responsable Sonelgaz)

Sonelgaz lancera prochainement un appel d'offres national et international pour l'acquisition de détecteurs de monoxyde de carbone (CO), dont les besoins recensés à l'échelle nationale portent sur 22 millions d'unités, a annoncé, lundi à Alger, le conseiller du PDG du groupe, Yacine Réda Redouane.

Le responsable a fait savoir que la feuille de route établie

par Sonelgaz, au lendemain des instructions du Président de la République chargeant Sonelgaz d'équiper l'ensemble des foyers de détecteurs de CO, inclut deux volets: la généralisation de l'installation de ces détecteurs, et la réalisation de laboratoires de vérification, de conformité et de performance.

Le responsable a estimé la quantité de détecteurs de CO nécessaire pour généraliser leur installation à "près de 22 millions d'unités", avec une moyenne de deux détecteurs par foyer pour couvrir la totalité de la surface de l'habitation.

L'acquisition de ces équipements sera possible à la faveur "d'un appel d'offres national et international qui sera lancé ces jours-ci, après avoir finalisé le cahier des charges, qui est déjà prêt", a-t-il précisé.

Juste après l'acquisition de ces équipements, l'opération d'installation des détecteurs sera lancée et "sera à la charge de Sonelgaz", a expliqué M. Redouane. Le groupe public

envisage, dans une deuxième phase, "de lancer la fabrication de ce détecteur", en optant pour la technologie la plus performante, prenant en compte la durée de vie de ce type d'équipement qui varie entre deux et neuf années.

Le responsable a regretté que l'opération de vérification des installations au niveau des foyers, initiée par Sonelgaz depuis une année, "n'ait pas eu d'engouement auprès des citoyens", recensant "à peine 1.903 demandes en 2022", sur un parc client qui avoisine les 7 millions d'abonnés.

Il s'est, toutefois, réjoui du fait que l'installation des détecteurs permettra, en même temps, de vérifier les installations intérieures.

Sur un autre registre, M. Redouane a annoncé le lancement d'un appel d'offres national et international, avant "la fin du premier trimestre" en cours, pour la réalisation de 2.000 MW en photovoltaïque.

Un appel d'offres bientôt

lancé pour l'acquisition de 1.000 bornes de recharge électriques

Cette opération constituera, selon lui, la première phase de la réalisation du programme de 15.000 MW en énergies renouvelables à l'horizon 2030.

Il a également rappelé le lancement par Sonelgaz de l'installation de 1.000 bornes de recharge électriques au cours de l'année 2023, ajoutant que pour cette première phase "un appel d'offres national et international sera lancé ces jours-ci pour l'acquisition de ces équipements". Il a fait savoir que ces bornes seront installées, dans un premier temps, dans les stations services de Naftal, mais aussi au niveau des parkings et autres centres commerciaux. Dans ce cadre, le responsable a indiqué que Sonelgaz va viser les dernières technologies, permettant aux usagers de recharger leurs véhicules "en 20-25 minutes" grâce à des bornes de recharge rapide.

APS

TEMPÊTE TROPICALE À MADAGASCAR 25 morts, 38.000 déplacés (nouveau bilan)

Vingt-cinq personnes sont mortes, 21 portées disparues et quelque 38.000 déplacées à Madagascar après le passage la semaine dernière d'une tempête tropicale dans le nord-est du pays, a annoncé dimanche le Bureau de gestion des risques et des catastrophes, dans son dernier bilan.

Le dernier bilan, en date de vendredi, faisait état de 22 morts. L'organisme gouvernemental indique également que 83.181 personnes ont été touchées au total par ces intempéries ayant frappé cette île de l'océan Indien.

La tempête du 19 janvier, baptisée Cheneso, a provoqué des inondations et une coupure des routes menant à la



capitale, Antananarivo. Elle s'était même temporairement transformée en cyclone tropical avec des vents de 118 à 166 kilomètres à l'heure, avant de baisser d'intensité.

Dans le sud de l'Afrique, la saison cyclonique s'étend de novembre à avril et Madagascar en subit régulièrement des conséquences dévastatrices.

MEXIQUE Huit personnes tuées dans l'attaque d'une boîte de nuit

Huit personnes ont été tuées par balles lors d'une attaque armée dans une boîte de nuit à Jerez, une ville du centre-nord du Mexique au cœur d'une région touchée par la violence des cartels de la drogue, ont indiqué dimanche les autorités locales.

Des hommes lourdement armés ont ouvert le feu dans la nuit de vendredi à samedi dans

cet établissement situé dans l'Etat du Zacatecas à environ 670 km au nord de Mexico, selon les mêmes sources.

Six personnes sont mortes sur place, deux succombant à leurs blessures alors qu'elles recevaient des soins médicaux.

Des musiciens, des clients et des employés de la boîte de nuit figurent parmi les victimes, d'après les médias locaux. Cinq

blessés par balles étaient toujours hospitalisés dimanche.

La violence dans l'Etat du Zacatecas a provoqué l'année dernière le déplacement de centaines de civils.

Elle provient notamment d'une rivalité entre les deux cartels les plus puissants du pays, Jalisco Nueva Generacion et Sinaloa. Le Mexique a enregistré plus de 340.000 assassi-

nats et 100.000 disparus depuis le lancement en 2006 d'une offensive militarisée contre les trafiquants de drogue.

L'un des artisans de cette offensive, l'ancien ministre de la Sécurité Genaro García Luna, est actuellement jugé devant un tribunal à New York pour complicité présumée avec le cartel de Sinaloa de Joaquín Guzmán.

CHILI Niveau d'alerte relevé pour un volcan actif dans le nord du pays

Les autorités chiliennes ont relevé samedi le niveau d'alerte lié au volcan Lascar dans le nord du Chili, avec des restrictions d'accès accrues, en raison de l'intensification de son activité sismique et d'une éruption prochainement attendue.

Le volcan, qui culmine à 5.592 mètres et qui est considéré comme le plus actif dans le nord du pays, est situé dans une zone peu habitée près de la frontière avec la Bolivie.

Sa dernière éruption remonte à 1993.

"Une augmentation" de son activité sismique, "principalement celle associée aux fluides au sein du système volcanique", a été recensée, indique un communiqué du Service national de géologie et des mines (Sernageomin) qui précise que le niveau d'alerte lié à ce volcan est passé du jaune à l'orange. Des éruptions dépassant 5 km de hauteur avec une projection de lave et une dispersion de cendres autour du volcan "sont attendues", précise le communiqué.

Le renforcement de l'alerte au niveau orange se traduit par une surveillance accrue du comportement du volcan et des mesures de protection de villes environnantes telles que San Pedro de Atacama, prise des touristes et si située à environ 70 km de Lascar. "Compte tenu du niveau de risque, le périmètre de sécurité autour du cratère va être étendu de 5 à 10 kilomètres, avec une restriction d'accès à la zone concernée", indique Sernageomin.

JAPON Deux hommes retrouvés morts après une avalanche

Deux hommes pris dans une avalanche ont été retrouvés morts, a annoncé lundi la police, au lendemain de l'accident survenu dans la région centrale de Nagano, au Japon.

Les autorités japonaises n'ont pas identifié les deux hommes à ce stade, mais le magazine de ski américain Mountain Gazette a écrit que le champion de snowboard freestyle Kyle Smaïne, 31 ans, avait

trouvé la mort dans une avalanche à Nagano dimanche.

Deux hommes qui voyageaient avec lui ont posté sur Instagram des messages indiquant qu'il avait été tué dans l'avalanche. Le journal a précisé qu'il se trouvait avec un autre skieur professionnel, Adam U, et le photographe principal de la publication, Grant Gunderson.

Un responsable de la police, Tomohiro Kushibiki, a expliqué

que deux hommes avaient été retrouvés en "arrêt cardio-respiratoire", une formule communément utilisée au Japon avant que la mort ne soit confirmée par un légiste.

Les deux hommes faisaient du hors-piste dimanche près de la station de Otari avec 11 autres skieurs et snowboarders quand l'avalanche s'est formée.

Trois autres personnes ont été prises dans l'avalanche mais

sont parvenues à s'en dégager, mais deux ressortissants étrangers étaient toujours portés disparus dimanche soir.

M. Kushibiki a déclaré qu'il ne pouvait pas confirmer l'identité des deux hommes retrouvés lundi, ni leur nationalité.

Kyle Smaïne avait été médaillé d'or de halfpipe aux Mondiaux de snowboard freestyle organisés en 2015 en Autriche.

Plusieurs blessés après l'avalanche

Une forte avalanche a fait, dimanche, plusieurs blessés dans une station de ski du village d'Otari, dans la préfecture japonaise de Nagano, selon la chaîne de télévision publique NHK.

L'accident a eu lieu vers 14h30 (heure locale) dans l'arrière-pays, en dehors des pistes de la station de ski de Tsugaike Kogen, selon la police locale. Le lieu de l'ac-

cident se trouve sur une pente à l'est du mont Norikura, à une altitude de plus de 2.100 mètres, précise la même source. Le nombre exact de personnes touchées et le degré de leurs blessures demeurent encore inconnus, a rapporté NHK, citant la police locale et les pompiers. Selon l'Agence météorologique japonaise, il n'y a pratiquement pas eu de neige dans la partie nord de

la préfecture de Nagano pendant la journée, mais l'épaisseur des chutes de neige dans le village d'Otari a atteint 103 centimètres à 15h00 heure locale, a rapporté NHK.

L'agence météorologique a également émis une alerte aux avalanches pour la préfecture de Nagano en raison de l'augmentation soudaine des fortes chutes de neige après le 24 janvier.

OUZBÉKISTAN Au moins cinq morts dans une explosion de gaz

Au moins cinq personnes sont mortes dans l'explosion d'un immeuble provoquée par une fuite de gaz dans le nord-ouest de l'Ouzbékistan, a annoncé lundi le ministère des Situations d'urgence du pays le plus peuplé d'Asie centrale. L'explosion dimanche à Noukous, capitale du Karakalpakstan, a tué cinq personnes et blessé une fillette de cinq ans, selon les

autorités. Par ailleurs selon les statistiques officielles ouzbèkes, près de 150 personnes sont mortes en 2022 après avoir été intoxiquées au monoxyde de carbone, gaz toxique et inodore. Moins de deux millions d'habitants vivent au Karakalpakstan, république intégrée à l'Ouzbékistan, sur les près de 35 millions que compte le pays, mais qui représente plus du tiers du territoire ouzbèk.

BÉNIN 23 morts et 13 blessés dans un accident

Vingt-trois passagers ont été tués et 13 autres blessés dans un grave accident de circulation survenu dimanche à Dassa-Zoume, dans le centre-sud du Bénin, ont rapporté les médias locaux. Selon plusieurs sources locales, cet accident serait survenu à la suite d'une collision entre un bus de transport en commun venu de Parakou pour Cotonou et un camion en partance pour le nord du pays à

NOUVELLE ZÉLANDE Intempéries à Auckland : au moins trois morts et un disparu (Premier ministre)

Des pluies torrentielles d'une ampleur inédite ont fait au moins trois morts et un disparu à Auckland, ville la plus peuplée de Nouvelle-Zélande, a annoncé samedi le Premier ministre Chris Hipkins. Les inondations de vendredi ont fait "trois morts avec une personne encore portée disparue", a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse, ajoutant que "le niveau (des dégâts) dans certaines zones (était) considérable".

Selon lui, la ville a vécu vendredi "son jour le plus humide" jamais enregistré.

La police a précisé que deux corps ont été retrouvés dans la banlieue nord et qu'une troisième victime est morte dans un glissement de terrain près du centre d'Auckland.

Une quatrième personne emportée par les eaux au sud d'Auckland est toujours portée disparue. L'aéroport local, le plus grand du pays, a rouvert partiellement samedi après avoir été temporairement fermé.

Le terminal domestique est de nouveau accessible mais les vols internationaux ne devraient reprendre que dimanche.

Par souci de sécurité, des concerts de la star de la pop britannique Elton John, prévus dans un stade d'Auckland vendredi et samedi, ont été annulés. L'eau s'est en grande partie retirée samedi après-midi après avoir transformé les rues en rivières la veille, mais de fortes pluies sont de nouveau attendues et Chris Hipkins a appelé la population à rester à l'intérieur.

Il s'agit du premier incident majeur survenu sous le gouvernement de M.

Hipkins, qui a remplacé la Première ministre démissionnaire Jacinda Ardern mercredi. Le Premier ministre a affirmé sur Twitter que les services du gouvernement "travaillaient d'arrache-pied" pour apporter leur aide à la ville et coordonner l'action des secours. La population a été encouragée à ne contacter les services d'urgence, débordés d'appels, qu'en cas de "danger de mort".

La Nouvelle-Zélande secouée par des crues soudaines et des glissements de terrain

Le nombre de morts en Nouvelle-Zélande suite à de fortes pluies est passé à quatre dimanche alors que les crues soudaines et les glissements de terrain sur l'île du nord se sont poursuivis pour la troisième journée, selon les services météorologiques du pays.

Auckland, la plus grande ville de Nouvelle-Zélande, reste sous état d'urgence.

Le prévisionniste météorologique du pays, MetService, a mis en garde contre des conditions météorologiques plus violentes dimanche et lundi pour l'île du nord.

Des précipitations intenses pourraient également provoquer des inondations de surface et des crues soudaines, a-t-il déclaré.

"Nous savons qu'il y a un potentiel pour plus de mauvais temps ce soir", a déclaré aux journalistes Rachel Kelleher, contrôleur de la gestion des urgences d'Auckland.

L'urgence couvre de vastes étendues de l'île du nord, avec le district de Waitomo à environ 220 km d'Auckland, déclarant l'état d'urgence samedi soir. Un homme porté disparu après avoir été emporté vendredi à Onewhero, un village rural à environ 70 km au sud d'Auckland, a été confirmé mort, a annoncé la police.

partir de Cotonou. Les 13 passagers blessés, dans un état grave, sont soignés dans des hôpitaux, ont indiqué les médias. Le président béninois Patrice Talon a dépêché sur les lieux les ministres chargés des Transports et de la Sécurité, a annoncé le porte-parole du gouvernement Léandre Wilfried Houngbédji, sur sa page Facebook.

GUELMA

Plus d'une centaine d'enfants pris en charge dans le cadre d'un jumelage avec un hôpital d'Oran



Cent-six (106) enfants d'Oued Zenati, wilaya de Guelma ont bénéficié de consultations médicales et d'interventions chirurgicales, dans le cadre du jumelage du secteur sanitaire de la wilaya avec le centre hospitalo-universitaire d'Oran, a indiqué dimanche, à l'APS, la cellule de communication de la direction de la santé.

Ce jumelage lancé le 26 janvier et qui se poursuivra jusqu'au 30 janvier, a permis durant les trois premiers jours, d'effectuer des prestations sanitaires de qualité, dont 28 interventions chirurgicales, délicates et urgentes, au profit d'enfants de plusieurs communes de la partie ouest de la wilaya, à l'établissement public hospitalier Emir Abdelkader d'Oued Zenati, et à l'établissement public de la santé de proximité de la même commune, où des enfants continuent d'être reçus, a-t-on précisé.

Les prestations médicales concernent des enfants scolarisés et des enfants de moins de 5 ans.

Elles sont assurées par une équipe médicale de l'établissement hospitalo-universitaire d'Oran, dirigée par le professeur Mohamed Djellad, assisté par des médecins et des agents paramédicaux des établissements publics hospitaliers Emir Abdelkader d'Oued Zenati et Hakim Okbi de Guelma et le médecin coordinateur de la médecine scolaire de l'établissement public de la santé de proximité d'Oued Zenati, a-t-on souligné.

Cinquante deux (52) élèves d'une liste établie par le service de médecine scolaire de la polyclinique d'Oued Zenati, pourront être opérés à l'établissement public hospitalier d'Oued Zenati dans le cadre de ce jumelage.

Ces patients relèvent de l'unité de dépistage et de suivi médical des communes de Houari Boumediene, Mzedj Ammar, Hammam Debagh, Ain Makhoul et Ain Larbi.

La même source a indiqué qu'en plus de la pédiatrie, des citoyens ont bénéficié de consultations à l'établissement hospitalier et à l'établissement de santé de proximité d'Oued Zenati, en gynécologie obstétrique et médecine interne, ainsi que des interventions chirurgicales, dans le cadre du jumelage du secteur sanitaire de la wilaya de Guelma avec l'établissement hospitalo-universitaire d'Oran.

Les prestations sanitaires effectuées dans le cadre de ce jumelage, se poursuivent à l'hôpital Hakim Okbi de Guelma, à l'hôpital de Boucheouf et dans plusieurs polycliniques de la wilaya où de nombreux citoyens bénéficient d'interventions chirurgicales, de consultations pédiatriques, de gynécologie obstétrique, d'ORL, de maxillo-faciale, a-t-on ajouté.

TÉBESSA

Vaste campagne de sensibilisation contre le danger d'asphyxie au gaz

La direction de la protection civile de la wilaya de Tébéssa a lancé dimanche une vaste campagne de sensibilisation contre le danger d'asphyxie au gaz brûlé et de contrôle des appareils de chauffage conjointement à cette période de chute des températures.

La campagne qui met à contribution les services de la direction de distribution de l'électricité et du gaz, la direction du commerce et des acteurs de la société civile a porté sur le contrôle des appareils de chauffage de dizaines de logements

publics locatifs du pôle urbain Eddekane sur les hauteurs de Tébéssa, en appelant les habitants à en assurer périodiquement le contrôle.

Depuis le début de cette année, deux personnes sont mortes asphyxiées par le gaz brûlé de chauffage à Bir El Ater et 14 autres ont été secourues, a déclaré à l'APS le capitaine El Kamil Bouafane, chef du bureau des statistiques à la direction de la protection civile.

L'année passée, huit personnes ont péri asphyxiées et 70 autres ont été secourues

dans cette wilaya, a-t-il rappelé. Cette campagne sillonnait les quartiers et agglomérations de toute la wilaya connue pour son hiver très froid afin de sensibiliser au bon usage des appareils de chauffage, a ajouté la même source qui a invité les citoyens à se doter d'appareils de détection des fuites de gaz et se conformer aux conseils préventifs des risques d'asphyxie.

Des dépliants contenant des conseils préventifs des risques d'asphyxie ont été distribués à l'occasion.

APS



BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

JOURNÉES INTERNATIONALES D'ÉTHIQUE MÉDICALE À ORAN

Vulgariser l'acte du don d'organes

Des participants au second jour des 5èmes Journées internationales de l'éthique médicale ont souligné, samedi, à Oran, l'importance de sensibiliser et de vulgariser, dès le plus jeune âge, l'acte du don d'organes après la mort et son rôle pour sauver la vie des autres.

Dans ce cadre, Belhadj Rachid, président de l'Académie algérienne pour le développement des sciences médico-légales et chef du service de médecine légale au CHU Mustapha-Pacha d'Alger, a déclaré en marge de cette rencontre, qu'il est inévitable de recourir aux programmes scolaires pour insuffler une culture du don aux générations futures.

Il a estimé que la solution est dans la sensibilisation des générations futures, car, selon lui, le problème ne réside pas dans les compétences, les infrastructures et les moyens, mais "c'est plutôt un problème de mentalités ancrées dans la société qui fait qu'une personne s'abstienne de donner ses organes après la mort et fait en sorte que sa famille s'en abtienne également".

Le Pr. Mahmoud Benatta, chef du service d'urologie au CHU d'Oran a rappelé, pour sa part, que le nombre limité de donneurs a poussé des pays développés à chercher des organes de donneurs en état de mort cérébrale. "La mort cérébrale est irréversible. Le don de personnes en état de mort cérébrale peut sauver la vie d'autrui", a-t-il souligné, ajoutant qu'un don "multi-organes" en cas de mort cérébrale peut sauver au moins cinq personnes.

En Algérie, la législation autorise le prélèvement des organes sur une personne



cliniquement morte si elle avait donné son accord personnel avant le décès ou sous condition de l'accord de la famille après le décès, rappelle-t-on.

De son côté, Pr. Salim Boumeslout, chef du service de médecine légale au CHUO, a souligné l'importance de sensibiliser à l'importance du don dès le plus jeune âge, mettant en exergue le rôle que peuvent jouer certains secteurs dont celui de l'Education, des Affaires religieuses, de l'Enseignement supérieur et la recherche scientifique pour garantir le succès de cette opération.

Sur le plan religieux, il a rappelé que la question a été tranchée depuis 1985, date au cours de laquelle le défunt cheikh Ahmed Hamani avait émis une fatwa autorisant le prélèvement d'organes sur une

personne cliniquement décédée, à condition que l'intéressé ait donné de son vivant son consentement ou en cas d'approbation de sa famille après sa mort. Les travaux de la seconde journée de cette rencontre organisée par l'Observatoire du handicap, de la réadaptation fonctionnelle, de l'éthique de la santé et le Service de médecine légale du CHUO ont permis de mettre la lumière sur le don et la greffe d'organes, des évolutions dans le monde de la génétique, sur les technologies modernes, la santé électronique et autres.

La manifestation scientifique a enregistré la participation de près de 300 spécialistes de divers établissements hospitaliers du pays ainsi que de spécialistes de différents pays comme la Tunisie, la France et la Suisse, rappelle-t-on.

SÛRETÉ NATIONALE

Journée d'information et de formation sur l'expertise médicale

La Journée d'information et de formation sur l'expertise médicale au sein de la sûreté nationale a été organisée, jeudi à Alger dans sa 3ème édition, par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), en collaboration avec la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), en faveur des médecins chargés de l'expertise médicale dans les rangs de la police.

Animée par des cadres de la CNAS et des cadres spécialisés relevant de la sûreté nationale, en présence de 150 participants dont des médecins et cadres chargés de la gestion de l'expertise médicale, cette journée d'information et de formation vise à améliorer la perfor-

mance médicale et à atteindre un niveau de professionnalisme en faveur des médecins consultants, des contrôleurs de police et des éléments chargés de la gestion des dossiers médicaux et administratifs relevant des services de l'expertise médicale. La rencontre s'inscrit également dans le cadre des efforts de la DGSN visant à garantir une formation continue aux médecins pour leur permettre d'améliorer leurs performances et de trouver des solutions à ux problèmes entravant l'exercice de leurs missions dans le respect de la profession (police), conformément à la convention conclue en 2015 entre les institutions de la sûreté nationale et la CNAS. Dans ce cadre, le directeur par

interim de la santé, des activités sociales et des activités sportives à la Sûreté nationale, le Commissaire divisionnaire, Nasreddine Hamadou, a estimé que cette rencontre "est une opportunité pour soutenir la formation destinée aux médecins de la Sûreté nationale afin de tirer profit des expertises et des expériences des cadres de la Caisse, en application des dispositions de la convention signée entre les deux parties pour améliorer la prise en charge sanitaire des personnels de la Sûreté nationale". La rencontre permettra également, selon lui, "de connaître les nouveautés en matière de traitement et de soins pour assurer la prise en charge sanitaire appropriée à

tous les employés du secteur de la sûreté nationale", soulignant l'importance de renforcer le partenariat entre le secteur de la sûreté nationale et la sécurité sociale pour améliorer le niveau de la performance médicale.

De son côté, la directrice du contrôle médicale à la CNAS, Saadia Malek Nassim, a souligné l'importance de "réactiver les activités d'appui à la coopération entre les deux institutions à travers la formation continue au profit des médecins", rappelant "le rôle important joué par la Caisse dans le cadre de la convention signée entre les deux parties afin d'actualiser les connaissances dans le domaine de l'expertise médicale".

PANDEMIE DE COVID-19 L'OMS maintient le niveau d'alerte maximal pour la pandémie

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a décidé de maintenir son niveau d'alerte maximal sur la pandémie de Covid-19, trois ans après avoir déclaré la maladie en tant qu'urgence de santé publique de portée internationale.

Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a suivi les recommandations du Comité d'urgence sur le Covid-19, des experts qui se réunissent pour la 14e fois vendredi, selon un communiqué.

Le chef de l'OMS avait déjà fait savoir qu'il jugeait prématurée la levée du niveau d'alerte le plus élevé.

Mardi, M. Tedros a exprimé lors d'un point de presse à Genève, sa "préoccupation" par la situation dans de nombreux pays et le nombre croissant de décès.

"Mon message est clair : Ne sous-estimez pas ce virus, il nous a surpris et continuera de



nous surprendre et il continuera de tuer, à moins que nous ne fassions plus pour fournir les moyens sanitaires

aux personnes qui en ont besoin et pour lutter contre la désinformation à l'échelle mondiale", avait insisté le directeur général, qui peut choisir de suivre ou non l'avis du Comité d'urgence.

La 14e réunion de ce Comité a lieu près de trois ans depuis qu'il a recommandé pour la première fois de déclarer le Covid-19, une urgence de santé publique de portée internationale, le plus haut niveau d'alerte de l'OMS.

Depuis, ce panel d'experts se réunit tous les trois mois pour discuter de la pandémie et rend ensuite compte au Dr Tedros, sous forme de recommandations.

Un Comité de l'OMS doit statuer sur la gravité de la pandémie de Covid-19

La pandémie de Covid-19 est-elle encore assez grave pour mériter le niveau d'alerte maximal de l'OMS ? Le comité d'urgence sur le Covid-19 de l'organisation se réunissait vendredi pour trancher.

Pour le patron de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, la réponse ne semble guère faire de doute.

"Bien que je ne veuille pas devancer l'avis du comité d'urgence, je reste très préoccupé par la situation dans de nombreux pays et le nombre croissant de décès", avait-il dit mardi, lors d'un point de presse régulier à Genève. "Mon message est clair : Ne sous-estimez pas ce

virus, il nous a surpris et continuera de nous surprendre et il continuera de tuer, à moins que nous ne fassions plus pour fournir les moyens sanitaires aux personnes qui en ont besoin et pour lutter contre la désinformation à l'échelle mondiale", avait insisté le directeur général, qui peut choisir de suivre ou non l'avis du Comité d'urgence.

La 14e réunion de ce Comité a lieu près de trois ans jour pour jour depuis qu'il a recommandé pour la première fois de déclarer le Covid-19, une urgence de santé publique de portée internationale, le plus haut niveau d'alerte de l'OMS.

Depuis, ce panel d'experts se réunit

tous les trois mois pour discuter de la pandémie et rend ensuite compte au docteur Tedros, sous forme de recommandations. Vendredi, dans son propos liminaire à l'ouverture de la réunion, il a souligné que "depuis le début du mois de décembre, le nombre de décès hebdomadaires signalés dans le monde est en augmentation".

"De plus, la levée des restrictions en Chine a entraîné une augmentation du nombre de décès dans le pays le plus peuplé du monde" et la semaine dernière, sur près de 40.000 décès dus au Covid signalés à l'OMS, "plus de la moitié ont été signalés en provenance de Chine".

France: les contrôles sanitaires imposés aux voyageurs chinois prolongés

Initialement prévus pour durer jusqu'au 31 janvier, les contrôles imposés en France aux voyageurs en provenance de Chine ont été prolongés jusqu'au 15 février "au vu de l'évolution sanitaire", selon un décret publié samedi.

Depuis début janvier, les voyageurs de plus de 11 ans au départ de la Chine et à destination de la France par avion doivent fournir à leur départ un test négatif de

moins de 48 heures préalablement à l'embarquement. "Ces voyageurs devront également s'engager à se soumettre à une campagne de dépistage aléatoire à leur arrivée sur le territoire national et à s'isoler en cas de résultat positif", ajoute le texte.

Et l'obligation du port du masque pour les passagers de plus de six ans à bord des vols est obligatoire. Fin 2022-début 2023, plusieurs pays

dont les Etats-Unis, le Japon, le Canada, l'Australie et certains Etats européens avaient instauré l'obligation de tests négatifs au Covid-19 pour les voyageurs en provenance de Chine, évoquant les craintes liées à l'explosion de la pandémie dans ce pays de 1,4 milliard d'habitants.

En Chine, le nombre de décès quotidiens liés au Covid-19 a chuté de près de 80% depuis le début du mois de

janvier selon les autorités, le signe que la dernière vague de contaminations qui a frappé le pays depuis décembre commence à s'atténuer. Mais les autorités ont par la suite mis en garde contre l'émergence d'un nouveau pic de contaminations après le Nouvel An lunaire, qui avait lieu le 22 janvier et a entraîné des déplacements massifs de personnes, susceptibles de propager le virus.

Le Brésil annonce une nouvelle campagne de vaccination contre le covid-19

Le ministère brésilien de la Santé a annoncé, jeudi, une nouvelle campagne de vaccination contre le covid-19, dans laquelle seront appliqués des vaccins bivalents, qui offrent une plus grande protection contre les variants les plus récents du virus.

La campagne débutera le 27 février et, selon un calendrier publié par le ministère, elle commencera à servir les plus de 70 ans, ceux qui vivent dans des maisons de retraite, les autochtones et tous ceux qui souffrent d'un type d'im-

munosuppression. Ensuite, elle se poursuivra avec la population entre 60 et 69 ans, les femmes enceintes et les professionnels de santé.

Le ministère de la Santé a également annoncé le début d'une vaste campagne de sensibilisation sur la nécessité de la vaccination, négligée, selon le département, par l'ancien gouvernement de droite.

Cette campagne s'adressera en particulier aux personnes qui n'ont pas terminé le calendrier de vaccination,

puisque'il a été vérifié que moins de 50% des 215 millions de Brésiliens ont les trois doses du vaccin, alors que, selon le ministère de la Santé, c'est ce qui garantit les niveaux de protection "minimaux requis".

Le Brésil est l'un des pays les plus touchés au monde par la pandémie qui, selon les dernières données officielles, depuis son apparition en mars 2020, a causé quelque 697 000 décès sur un total de 36,7 millions d'infections.

L'Espagne va lever l'obligation du masque dans les transports

Le gouvernement espagnol lèvera le mois prochain l'obligation du port du masque dans les transports en commun, a annoncé jeudi la ministre de la Santé, Carolina Darias. "Je présen-

terai au Conseil des ministres du 7 février une proposition d'abandonner le caractère obligatoire du masque dans les transports publics", a-t-elle déclaré à la presse, sans préciser la date exacte

d'entrée en vigueur de cette mesure. "Nous avons actuellement une situation très stable sur le plan épidémiologique", a-t-elle ajouté, précisant que le port du masque resterait obligatoire dans les

centres de santé et les hôpitaux. L'Espagne avait levé en avril 2022 le port obligatoire du masque en intérieur, mais il était resté obligatoire dans les transports (métro, bus, trains...).

LUTTE CONTRE LA POLIOMYÉLITE L'Ouganda lance une campagne de vaccination

L'Ouganda a lancé dimanche une campagne de vaccination contre la poliomyélite dans les districts précédemment touchés par l'épidémie d'Ebola, qui a été contenue au début du mois. Selon le ministère ougandais de la Santé, la campagne, d'une durée de 10 jours et ciblant les enfants âgés de cinq ans et moins, a commencé dans les districts de Mubende, Mityana, Kampala, Wakiso, Kassanda et Mukono, qui avaient manqué la campagne nationale en novembre dernier lorsque le pays luttait contre l'épidémie d'Ebola. Dans le district central de Wakiso, Dorothy Asimwe, responsable de la santé communautaire, a déclaré que jusqu'à présent, la campagne se déroule sans heurts et que de nombreux parents ont amené leurs enfants pour les faire vacciner. En août dernier, l'Ouganda a signalé une épidémie de poliomyélite dans le pays après que des échantillons de matières fécales prélevés dans la capitale Kampala se sont révélés positifs.

L'Ouganda a été certifié exempt de poliomyélite en octobre 2006 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) après n'avoir signalé aucun cas de poliomyélite pendant 10 ans.

ROYAUME-UNI Le service national de santé annonce un plan pour les urgences

Le service national britannique de santé (NHS) a annoncé lundi un plan de deux ans destiné à contribuer à restaurer les soins et les services d'urgences. L'objectif du NHS, financé par l'Etat, est de réduire les temps d'attente aux urgences et d'améliorer l'expérience des patients.

Ce projet, au coût d'un milliard de livres, prévoit notamment la mise en service de 800 ambulances supplémentaires et la création de 5.000 nouveaux lits d'hôpital. "Les services d'urgence font face à des défis importants, mais nous avons un projet ambitieux et crédible pour les réparer", a déclaré dans un communiqué le Premier ministre britannique Rishi Sunak. En poste depuis trois mois, le dirigeant conservateur a érigé comme l'une de ses priorités la réduction des temps d'attente aux urgences. Alors que les hôpitaux doivent gérer les retards importants causés par la fermeture de certains services lors de la pandémie de coronavirus, la circulation continue du Covid-19 et la grippe ont accentué les pressions sur les systèmes de santé. Ambulanciers et infirmiers ont entamé des grèves pour dénoncer leurs conditions salariales et le manque de personnel et d'équipement.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ Appel à une vigilance accrue pour répondre aux menaces de biosécurité en Afrique

Les pays de la région de l'Afrique subsaharienne doivent mettre en place des garde-fous solides pour faire face aux défaillances en matière de biosécurité qui pourraient peser sur la santé humaine, animale et environnementale, ont déclaré, mardi, des responsables de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le représentant de l'OMS au Kenya, Abdourahmane Diallo, a déclaré lors d'un forum régional organisé dans la capitale kényenne Nairobi, qu'une exploitation responsable des ressources biologiques en Afrique était impérative pour protéger les civils contre la propagation d'agents pathogènes à l'origine de maladies.

"Il est nécessaire pour les pays africains de tirer parti des outils politiques et réglementaires, du renforcement des capacités et de l'éducation du public alors qu'ils se lancent dans le renforcement de la biosécurité", a-t-il ajouté. M. Diallo a en conséquence exhorté les gouvernements du continent à donner la priorité aux investissements dans le renforcement de la biosécurité compte tenu de la menace croissante pour la sécurité de la santé publique que pose la mauvaise manipulation des produits médicaux. Organisé par le ministère de la Santé du Kenya, l'OMS et le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), le forum de Nairobi a réuni des décideurs et des chercheurs de haut niveau, qui ont discuté des stratégies nécessaires pour renforcer la biosécurité en Afrique.

PELLICULES COMMENT FAIRE POUR VENIR À BOUT ?

Stress, pollution ou produits capillaires inadaptés peuvent facilement déséquilibrer la flore fragile du cuir chevelu. Un dermatologue, une naturopathe et un pharmacien vous donnent leurs solutions pour venir à bout de ces squames peu esthétiques.

On le sait, la survenue de pellicules correspond à une accélération du renouvellement cellulaire. Celui-ci entraîne une desquamation excessive du cuir chevelu, accompagnée de démangeaisons et de tiraillements. Les études récentes du microbiome du cuir chevelu ont par ailleurs montré que les pellicules apparaissent lorsque celui-ci connaît un déséquilibre : le champignon Malassezia devient alors trop abondant. Autre facteur, souvent génétique, la présence d'un sébum qui contient moins de squalane et davantage de corps gras. Cette composition particulière favorise le déséquilibre. Car "le Malassezia se nourrit de sébum. Il va alors proliférer dans ce milieu et le dégrader. Avec pour conséquence une inflammation, responsable d'irritations et de démangeaisons, bien désagréables. De surcroît, on assiste à une accélération du renouvellement cellulaire, qui passe de 28 jours à environ 15 jours dans les cas les plus légers, ou, en cas de dermatite séborrhéique (pellicules grasses), à une dizaine de jours", explique Virginie Rasmont, directrice scientifique de Dercos.

Un dérèglement hormonal, un cuir chevelu gras, des causes psychologiques (stress, fatigue) ou liées à l'environnement (pollution, produits capillaires inadaptés ou irritants, ali-

mentation déséquilibrée, alcool, humidité ou froid, port d'un casque ou d'un bonnet) accentuent largement ce processus.

LA RÉPONSE DU PHARMACIEN

Lorsque le Malassezia prolifère, il engendre une altération de la fonction barrière de la peau du cuir chevelu, explique Sabrina Maudry, Dr en pharmacie et directrice de la formation de la marque Phyto. C'est pourquoi il faut utiliser en traitement d'attaque un shampoing doté d'un actif antifongique (piroctone olamine, pyrithione de zinc) contre le champignon Malassezia. Il contient aussi souvent un actif kératolytique, comme les acides de fruits, ou de l'acide salicylique pour faciliter l'élimination des squames. Il est souhaitable d'alterner avec un shampoing rééquilibrant qui prend soin du microbiome et renforce la fonction barrière, grâce à des pré-et probiotiques.

On peut également, une fois par semaine, utiliser soit un gommage spécifique pour le cuir chevelu afin de décoller les squames, soit un complexe aux huiles essentielles (tea tree, eucalyptus, cèdre, orange ou pamplemousse), qui va avoir la même action avec, en plus, des vertus assainissantes. "La première semaine de traitement, il est normal d'avoir l'impression d'une recrudes-



cence des pellicules, précise l'experte. C'est parce qu'elles se détachent en plus grand nombre. "Le phénomène se régule ensuite et les résultats apparaissent après deux semaines environ."

LA RÉPONSE DE LA NATURO-PATHE

Les pellicules sont en lien direct avec certains organes, comme les poumons

et le gros intestin, explique Nathalie Sacreste, naturopathe. Pour les éviter, il faut d'une part bien oxygéner son cuir chevelu et donc, bien dormir ; d'autre part, modifier son alimentation, en réduisant sucres, laitages et aliments gras. Il peut être intéressant de faire une cure d'oligo-éléments comme le potassium, le sélénium ou le magnésium, mais aussi de zinc et de soufre pour

leur action antiséborrhée. En compléments alimentaires, choisir du zinc picolinate (Solgar), très biodisponible. Recommandé également, tous les aliments contenant des vitamines du groupe B, sébo- régulatrices (B5, B6 et B8), tels que les céréales complètes et les graines germées, les légumineuses, les oléagineux, l'ail, l'oignon et les poireaux.

LA RÉPONSE DU DERMATOLOGUE

Pour éliminer un état pelliculaire débutant ou moyen, le traitement à suivre est celui préconisé par le pharmacien : on alternera donc shampoing traitant et shampoing doux. Au quotidien, il est nécessaire d'adopter de nouvelles habitudes. Ainsi, il faut se laver les cheveux en massant le cuir chevelu avec la pulpe des doigts par gestes circulaires, et éviter de frotter pour ne pas entretenir voire aggraver l'irritation. Les rincer ensuite à l'eau tiède et les sécher à température basse. Limiter le plus possible les produits de styling (gel coiffant, lotion, laque, coloration et décoloration). Et ne pas se gratter la tête ni brosser ses cheveux trop vigoureusement au risque d'aggraver le cuir chevelu déjà fragilisé. Dans les cas les plus sévères, notamment de psoriasis ou de dermatite séborrhéique installée, le dermatologue prescrira des lotions à base de kétoconazole, un médicament antifongique, et de corticoïdes.

JE MANGE QUOI POUR GARDER DE BEAUX CHEVEUX ?

Couleur tristounne, chevelure raplapla, chute de cheveux... notre chevelure risque de ne pas apprécier cette nouvelle période de confinement. Avant de pouvoir la laisser entre les mains expertes du coiffeur, on prend le mal à la racine en révisant le contenu de notre assiette, histoire de lui apporter (au moins) les bons nutriments.

Et revoilà le confinement avec la fermeture des boutiques qui ne vendent pas de produits de première nécessité... donc des salons de coiffure. Si certaines d'entre nous ont espéré que le coiffeur pourrait se déplacer à notre domicile pour prendre soin de notre chevelure, il a fallu déchanter. Le ministre de l'économie Bruno Lemaire a en effet annoncé ce matin sur RTL que "les coiffeurs à domicile ne pourraient plus exercer, comme ils pouvaient le faire jusque-là".

Bref, pour éviter d'avoir le cheveu trop raplapla, il faut changer de tactique. En surveillant le contenu de notre assiette, par exemple. Car ce que l'on mange influe sur la qualité de notre chevelure. "La vie et la pousse du cheveu dépendent de l'équilibre alimentaire, explique le Dr Nadine Pomarède, dermatologue, coauteur de Mon cahier beautyfood, car il se nourrit des nutriments apportés par la circulation sanguine jusqu'à la

racine du cheveu. En cas de régime alimentaire strict ou déséquilibré, une chute survient très rapidement". Et pour avoir de "beaux cheveux", certains nutriments sortent clairement du lot.

DES PROTÉINES POUR DES CHEVEUX SOLIDES

"La remarquable solidité du cheveu est liée à son composant majeur, la kératine, une combinaison de 18 acides aminés dont les plus connus sont la cystéine et la méthionine", explique le Dr Pomarède. Pour fabriquer une kératine de qualité, il faut logiquement consommer des protéines, de préférence animales (poulet, bœuf, thon, fromages) car elles apportent en quantité intéressante les fameuses méthionine et cystéine. Pas de panique pour les végétariennes : elles peuvent se rabattre sur le soja, les lentilles, le quinoa. Synthèse de la kératine, assainissement du follicule pileux, fortification des racines : en jouant à la fois sur la pousse du cheveu et sa matière, les vitamines du groupe B sont littéralement les vitamines pro-cheveux. On les trouve dans les viandes (abats, viande rouge, volaille), les œufs, les poissons et fruits de mer, le germe de blé, les légumes secs, les fruits secs, la levure de bière... Le fer



est indispensable aux globules rouges, il apporte de l'oxygène au cuir chevelu et intervient dans la structure de la kératine. Une anémie et c'est la cata assurée. "En cas de chute de cheveux importante, le bilan sanguin inclura toujours le dosage du fer", souligne la dermatologue. Le fer animal (boudin noir, bœuf, œuf, huître) est mieux absorbé que le fer végétal (pois chiches, lentilles, épinards, graines...), mais l'idéal reste de varier les sources. Et pour booster son assimilation, on l'associe à de la vitamine C, par exemple avec un filet de jus de citron ou du persil.

DU SOUFRE ET DU ZINC POUR LES PRO-TÉGER

Le soufre et le zinc sont essentiels à la formation du cheveu : le premier cimente entre elles les protéines de la kératine, tandis que le second lie les terminaisons soufrées de ces mêmes protéines.

Le zinc, à l'instar des vitamines C et E, et le sélénium, soit dit en passant, ont également un rôle antioxydant essentiel pour protéger les cheveux des radicaux libres. On pioche le zinc dans les huîtres, le foie, le germe de blé (encore lui !), le pain complet, le bœuf. Pour le soufre, on mise sur les œufs, l'ail, l'oignon, la viande, le poisson.

Mes cheveux sont-ils abîmés par la pollution ?

On connaît aujourd'hui les effets néfastes de la pollution sur notre peau. Mais qu'en est-il de nos cheveux et de notre cuir chevelu ? Delphine Courteille, Hairstylist (delphinecourteille.com) nous guide pour afficher une chevelure en pleine forme, même en ville.

Vous vivez dans une grande ville et vous trouvez vos cheveux ternes et gras ? Vos longueurs et votre cuir chevelu sont sans doute étouffés par les particules fines. S'ils sont fragilisés par un traitement chimique (coloration, lissage...), le phénomène peut être encore plus visible. ON FAIT QUOI ?

Le geste essentiel, c'est le brossage. Chaque soir, on brosse ses longueurs en douceur, pour éliminer les salissures dues à la pollution. Et on pense à laver sa brosse à cheveux régulièrement, idéalement une fois par semaine, avec un shampoing doux.

UN GOMMAGE DE TEMPS EN TEMPS

Avec ses particules exfoliantes, le gommage élimine les cellules mortes et active la micro circulation. Parfait pour réveiller un cuir chevelu étouffé par la pollution. Le fait de masser lentement et longuement le crâne avec le plat de la main participe aussi à la bonne santé du scalp. Seul bémol, le gommage déshydrate les cheveux et abîme la couleur. Il ne faut donc pas en abuser et laisser ensuite poser un masque pour soigner les longueurs.

Une application par mois suffit pour les cheveux colorés, deux à trois fois par mois pour les cheveux gras.

LE RITUEL SOIN

On l'adapte en fonction de son activité en extérieur. Quand on est beaucoup dehors, et que l'on se déplace en vélo en ville, on intègre un rituel détox une fois par semaine (shampoing, soin, spray). Sinon on fait une petite cure de temps en temps, en fonction de l'état des cheveux.

Une fois par semaine, on peut utiliser un shampoing sec. Il a l'avantage de donner un coup de frais quand les cheveux sont plaqués et gras. Appliqué en excès, il risque d'étouffer et d'assécher le cuir chevelu.

In topsanté.fr

5 CONSEILS POUR RETROUVER UN CUIR CHEVELU SAIN

Tout comme la peau, le cuir chevelu peut souffrir et réagir à de nombreux facteurs. Rougeurs, démangeaisons et desquamation peuvent alors apparaître. Les solutions de l'aromathérapeute pour retrouver rapidement un cuir chevelu apaisé.

Si l'on prend soin de ses cheveux, on oublie bien souvent que notre cuir chevelu est aussi une zone sensible. Des facteurs externes (température, humidité, UV, pollution...) ont un effet sur son état tout comme certains régimes alimentaires carencés.

Au cours du cycle menstruel, il peut devenir aussi plus ou moins gras, plus ou moins sensible. Certains antibiotiques, ainsi que des médicaments prescrits dans certaines maladies chroniques peuvent également le déséquilibrer. Il est important de poser la question à son médecin lorsqu'on observe des modifications de l'état du cuir chevelu en cours de traitement.

Et l'on n'oublie pas non plus les colorations qui contiennent des molécules irritantes et allergisantes qui risquent de provoquer des démangeaisons du cuir chevelu. Bref, notre cuir chevelu est souvent malmené. Les conseils aroma pour oublier les picotements et les démangeaisons.



J'AI DES DÉMANGEAISONS

Ça gratouille, et plus on gratte, moins ça s'arrange ! Trop sec, irrité, le cuir chevelu démange aussi quand on est un peu stressée. Là encore, un shampoing inadapté peut provoquer des démangeaisons. C'est le cas s'il est trop détergent : les formules avec sulfates sont à bannir. Éviter également les shampoings contenant des silicones ou des polyquaterniums, dont l'effet filmogène (occlusif) risque d'étouffer le cuir chevelu et de provoquer des démangeaisons.

La solution de l'aromathérapeute

À faire pendant 1 à 2 mois jusqu'à amélioration.

Le soir, mélanger 2 gouttes d'HE de camomille dans 1 c. à café d'huile d'amande douce, puis masser.

Le matin, faire un shampoing doux et appliquer un peu d'hydrolat (eau florale) de rose ou de lavande.

J'AI DES PELLICULES

Les pellicules peuvent apparaître pour de nombreuses raisons : stress, fatigue, déséquilibre hormonal, port d'un casque, mais aussi shampoing inadapté, produit coiffant agressif (gel, laque...), coloration, permanente, défrisage.

Fines et sèches, elles s'accompagnent souvent de démangeaisons et de tiraillements. "Dans ce cas, le shampoing employé est sans doute trop détergent et pas assez nourrissant. Il est préférable de changer pour une formule plus douce, enrichie en huiles végétales, plutôt sous forme de shampoing crème et sans sulfates", conseille Emmanuelle Grollet, biologiste spécialisée en formulation cosmétique. Grasses et de plus grande taille, elles sont liées à une levure, Malassezia furfur, qui prolifère, accélère la desquamation et

provoque des démangeaisons. "Apparaissent alors des squames plus jaunes et épaisses, car collées entre elles par le sébum, et qui s'accrochent au cuir chevelu. Un shampoing antipelluculaire doux va limiter la prolifération et la desquamation sans l'agresser", poursuit l'expert. Si le problème persiste plus de 3 ou 4 semaines, on consulte un dermatologue, afin de ne pas passer à côté d'une pathologie comme la dermatite séborrhéique ou un psoriasis.

La solution de l'aromathérapeute

À faire pendant 1 à 2 mois jusqu'à amélioration.

Le soir, mélanger 2 gouttes d'HE de tea tree (arbre à thé) avec 1 c. à café d'huile de jojoba et masser.

Le matin, se laver les cheveux avec un shampoing au melaleuca (assainissant et apaisant).

J'AI LES CHEVEUX GRAS

Un excès de sébum au niveau du cuir chevelu peut avoir diverses causes : facteur hormonal, frottements excessifs lors du lavage (et eau trop chaude) ou shampoing inadapté. Pour laver des cheveux gras, mieux vaut opter pour une formule douce, plutôt sous forme de shampoing gel. Éviter les lavants contenant des silicones ou des substances filmogènes. Ces molécules lissent et disciplinent les cheveux, mais elles ont aussi tendance à étouffer le cuir chevelu, ce qui le fait regraisser rapidement. Choisir la formule la plus simple possible afin d'éliminer en douceur l'excès de sébum. Faites un gommage (ou scrub). Cela permet de se débarrasser de l'excès de sébum, des impuretés et des cellules mortes. Il faut toutefois le choisir doux et le faire une fois par semaine maximum. Il est déconseillé sur un cuir chevelu sensible, qu'il peut irriter.

La solution de l'aromathérapeute

À faire pendant 1 à 2 mois jusqu'à amélioration.

Le soir, appliquer 2 gouttes d'HE (huile essentielle) de genévrier ou d'essence de citron dans 1 c. à café d'huile de jojoba et masser le cuir chevelu.

Le matin, se laver les cheveux avec un shampoing doux bio, à l'argile par exemple.

J'AI DES CROÛTES

Signe d'un cuir chevelu irrité, la présence ponctuelle de petites croûtes peut s'expliquer par le stress ou l'habitude qu'ont certaines personnes de se gratter souvent le crâne. Elle peut aussi être due à des produits inadaptés et trop agressifs, y compris le shampoing.

Privilégier là aussi un lavant doux et apaisant, de préférence sans sulfates. À appliquer en petite quantité, dilué dans de l'eau, sans frotter le cuir chevelu. Si le problème persiste quelques semaines, mieux vaut consulter un dermatologue, car ces lésions peuvent être le signe d'une pathologie comme la dermatite séborrhéique ou le psoriasis.

La solution de l'aromathérapeute

À faire pendant 1 à 2 mois jusqu'à amélioration.

Le soir, masser le cuir chevelu en le "décollant", de manière à relancer la microcirculation sanguine avec 2 gouttes d'HE de sauge sclérée diluée dans 1 c. à café d'huile végétale de calophylle inophyle.

Le matin, se laver les cheveux avec un shampoing doux (sans sulfates) et bio de préférence.

MON CUIR CHEVELU EST SEC

Une sécheresse du cuir chevelu peut être liée à un manque constitutionnel (c'est-à-dire d'origine génétique) de sécrétion sébacée, à des traitements trop agressifs, comme le défrisage, les décolorations et les colorations répétées, mais aussi à l'emploi d'un shampoing inadapté. Pour le lavage, l'idéal est donc de choisir une formule douce enrichie en huiles et en beurres végétaux (karité, olive, mangue, amande douce...). plutôt sous forme de shampoing crème sans sulfates.

S'il demeure trop sec malgré l'emploi d'une formule douce. "On peut effectuer un léger massage avec une huile de jojoba avant de faire un shampoing, en lavant soigneusement pour éliminer toute trace d'huile", explique la biologiste Emmanuelle Grollet.

La solution de l'aromathérapeute

À faire pendant 1 à 2 mois jusqu'à amélioration.

Le soir, appliquer 2 gouttes d'HE d'ylang ylang mélangées à 1 c. à café d'huile végétale de bourrache, puis masser du bout des doigts sans frotter. Le lendemain matin, faire un shampoing doux bio, aux extraits d'aloès par exemple.

C'EST QUOI UN BON SHAMPOOING BIO ?

Il nettoie et fait briller, sans agresser le cuir chevelu, et convient à tous les types de cheveux, y compris fragiles. Voici ce qu'il faut savoir sur le shampoing bio.

Un vrai shampoing bio porte un label bio (Cosmebio, Natrue, Cosmos, Nature & Progrès). Il est composé d'ingrédients issus du règne végétal et de matières premières issues de l'agriculture bio et ne contient ni dérivés de la pétrochimie, ni colorant, ni parfum de synthèse. Zoom sur ses principaux atouts.

Comme il ne contient ni silicones, ni agents conditionneurs

chimiques, il laisse le cheveu brut. Dans un premier temps, les cheveux peuvent être un peu rêches et emmêlés. Mais ensuite, on retrouve une vraie brillance, on pousse régulièrement, des longueurs douces au toucher.

Les cheveux gras auront besoin d'être lavés moins souvent, les plus secs d'être nourris et hydratés par un masque (bio également), deux fois par semaine.

IL LAVE EN DOUCEUR

C'est le cas s'il contient des agents lavants dérivés de sucres et de coco (coco glucoside, coco betaine...). Car les sulfates auto-

risés par le référentiel Cosmebio (sodium lauryl sulfate, ammonium lauryl sulfate) sont au moins aussi irritants que les lauréth sulfate (non autorisés et utilisés dans les shampoings conventionnels).

IL EST ÉCOLOGIQUE

Il est composé d'ingrédients obtenus par des procédés de fabrication respectueux de l'environnement, dépourvu de substances et de parfums d'origine chimique, de colorants de synthèse, de phthalates et de silicones. Ce sont essentiellement des ingrédients biodégradables, donc moins polluants. Les actifs à base de polymères sont remplacés par des actifs bio tels que la protéine de soie ou l'extrait de riz, des corps gras bio (beurre de karité, huile de jojoba...), des huiles essentielles ou des extraits végétaux selon les besoins : sauge et ortie pour les cheveux gras, géraniun ou avoine pour les cheveux fins, lavande pour les cuirs chevelus irrités...

À savoir : attention de ne pas le confondre avec un shampoing formulé avec un seul ingrédient bio (fruit ou plante), souvent bien mis en avant, ce qui porte facilement à confusion...

LÉGISLATIVES EN TUNISIE

Un taux de 11,3% de participation au second tour

Le taux de participation au second tour des élections législatives en Tunisie s'élève à 11,3%, annonce le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), Farouk Bouaskar.

Quelque 887.688 électeurs sur un total de 7.853.447 inscrits ont voté jusqu'à 18h, heure de fermeture des différents centres de vote dans les 131 circonscriptions électorales, a encore souligné Bouaskar lors d'une conférence de presse tenue, dimanche soir.

D'après lui, il s'agit là d'un résultat préliminaire. La marge d'erreur demeure faible, selon ses propos. "Le taux de participation officiel est déterminé en fonction des procès verbaux des

bureaux de vote qui comprennent les signatures et les bulletins de vote dépouillés", a-t-il expliqué. Selon Bouaskar, 67,64% des votants sont des hommes alors que les femmes représentent 32,66%.

Et d'ajouter que le scrutin s'est déroulé dans "de bonnes conditions" dans la mesure où aucune infraction n'a jusqu'à été enregistrée dans l'ensemble des circonscriptions électorales. Le président de l'ISIE a, par ailleurs, fait savoir que le

dépouillement des bulletins de vote est sur le point de prendre fin dans nombre de bureaux de vote.

Une fois cette opération parachevée, des copies des procès verbaux seront affichés à l'entrée des bureaux de vote. Il a, d'autre part, indiqué que l'ensemble des procès verbaux seront acheminés, par les forces sécuritaires et armées, vers les centres de collecte relevant des instances régionales.

Elles établissent, chacune,

un nouveau procès-verbal de collecte qui sera, à son tour, remis au conseil de l'ISIE qui se réunira, à partir de lundi après-midi, pour examiner les différents rapports relatifs à la campagne électorale, avant de proclamer les résultats préliminaires du second tour des élections législatives. En cas d'infraction électorale, certains résultats peuvent être annulés partiellement ou totalement, avertit Bouaskar.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Au moins 15 morts dans de nouvelles attaques attribuées à la milice ADF

De nouvelles attaques de villages attribuées aux Forces démocratiques alliées (ADF), milice affiliée au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), ont fait au moins 15 morts, dimanche, dans l'est de la République démocratique du Congo, une semaine après une attaque similaire ayant fait au moins 23 morts, rapportent des médias, citant des sources locales. Les attaques de dimanche ont été lancées contre trois villages d'Ituri, alors que celle menée dans la nuit du 22 au 23 janvier avait ciblé une localité de la province voisine du Nord-Kivu.

Un attentat à la bombe dans une église pentecôtiste du Nord-Kivu, également attribué aux ADF, avait fait le 15 janvier au moins 14 morts. Les ADF sont actifs dans ces deux provinces et considérés comme l'un des groupes armés les plus meurtriers de l'est de la RDC.

L'Organisation terroriste (EI/Daech) les présente comme sa branche en Afrique centrale.

Outre les ADF, de nombreux autres groupes armés écumant ces deux provinces, notamment la milice communautaire Co-

deco en Ituri. Celle-ci est accusée d'avoir tendu vendredi à l'armée congolaise une embuscade qui, selon l'armée, a tué cinq soldats dont deux colonels. La force de

l'ONU en RDC a évoqué de son côté 15 militaires tués, une source sécuritaire établissant le bilan, sous couvert d'anonymat, à 17 morts.

Accrochage avec des militaires rwandais sur le lac Kivu

Un accrochage a opposé samedi des militaires rwandais à la police congolaise sur une petite île du lac Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, provoquant un mouvement de panique sur fond de vives tensions entre Kigali et Kinshasa, ont indiqué dimanche des sources locales.

En fin de journée, les agents de la police lacustre congolaise stationnés sur l'île d'Ibindja, dans le sud du lac qui s'étire sur la frontière congolo-rwandaise, ont vu trois canots rapides transportant des militaires rwandais armés s'approcher de leur position, dans le village de Chivumu, a expliqué un militaire de la force navale de Bukavu, le chef-lieu du Sud-Kivu situé à environ 25 km au sud d'Ibindja.

Un policier congolais est allé demander aux militaires rwandais pourquoi ils se trouvaient du côté congolais de la frontière. Il y a eu une discussion, "le ton est monté et des échanges de tirs ont suivi", a ajouté cette source. Les tirs ont atteint des maisons d'habitation et provoqué la panique dans le village. Certaines familles ont quitté l'île pour se réfugier sur la rive du lac au niveau de Birava, a affirmé Jackson Kalimba, acteur de la société civile locale.

Archimède Karhebwa, administrateur assistant du territoire de Kalehe, où se trouve l'île d'Ibindja, a assuré dimanche que la situation était "sous contrôle". Selon lui, "un policier a été légèrement touché par balle".

"Localement, nous avons mis en alerte le régiment de la force navale, en attendant que la haute hiérarchie prenne des mesures pour renforcer la surveillance du lac Kivu", a-t-il ajouté. Les militaires rwandais sont repartis à bord de leurs canots après les tirs, sans avoir débarqué sur l'île, a-t-on précisé à la force navale de Bukavu.

KENYA

De retour au Kenya, des milliers d'ex-réfugiés somaliens sont sans aide

Des milliers d'ex-réfugiés somaliens sont retournés au camp de Dadaab, au Kenya, pour chercher du secours, mais ils se retrouvent exclus des programmes d'aide car Nairobi a interdit l'enregistrement des nouveaux arrivants, indiquent les Nations Unies.

Selon les agences humanitaires, "le retour des réfugiés est une question récurrente".

Cette fois-ci, ils ne peuvent pas se faire enregistrer de nouveau en tant que réfugiés car le Kenya a interdit l'enregistrement de nouveaux réfugiés dans le camp de Dadaab pour des raisons de sécurité.

"Ceux qui ont été rapatriés vers 2017 sont pour la plupart venus vers 2012 pendant la grande sécheresse d'il y a une dizaine d'années. Donc, ça veut dire qu'il y a toujours ces cycles de sé-

cheresse, ils sont récurrents. Ils se produisent tous les neuf à dix ans. Généralement, (les réfugiés) viennent et restent pour une période de trois, quatre ans jusqu'à ce qu'ils puissent repartir quand la situation s'améliore", soutient Guy Avognon, chef du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Dadaab.

Les responsables au Kenya disent que "beaucoup parmi les quelq ue 100 000 réfugiés somaliens qui fuient la sécheresse et reviennent ici sont des réfugiés qui ont été rapatriés auparavant.

Et comme le nombre de réfugiés continue d'augmenter, les organisations caritatives disent qu'elles pourraient être débordées".

"Espérons que les difficultés qui conduisent à tous ces mouvements de population diminuent. Et espé-

rons que cette année, les pluies seront plus abondantes, que les gens ne traverseront pas la frontière à cause du conflit de l'autre côté, afin que nous puissions nous concentrer et apporter notre soutien dans de meilleures conditions à ceux qui sont déjà ici jusqu'à ce qu'ils puissent retourner dans leur pays", avance Guy Avognon. Depuis que le Kenya a lancé son programme de rapatriement volontaire des réfugiés en 2017, plus de 85.000 réfugiés somaliens se sont réinstallés chez eux.

Ce plan était censé apporter une solution durable à la situation des réfugiés et contribuer à désengorger les camps.

Mais avec le taux élevé de rapatriés qui reviennent, les experts estiment nécessaire de repenser la stratégie.

AFRIQUE DU SUD

La crise de l'électricité continue de miner la croissance économique

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a déclaré dimanche que la crise de l'électricité dans le pays continue de miner la croissance économique et les investissements.

"Les délestages portent préjudice aux entreprises, perturbent les ménages, compromettent la fourniture de services sociaux et affectent la sécurité et le bien-être de la population", a fait remarquer M. Ramaphosa, également président du parti au pouvoir en Afrique du Sud, le Congrès national africain (ANC), lors du lekgotla (agora) du Conseil exécutif national de l'ANC.

"Résoudre la crise énergétique et mettre fin aux délestages est l'un de nos défis les plus immédiats et les plus urgents", a-t-il indiqué.

En raison des délestages, les entreprises hésitent à investir, la productivité est freinée, la croissance économique ne peut être soutenue et les emplois ne peuvent être créés à l'échelle nécessaire, a poursuivi M. Ramaphosa. Le président a rappelé avoir signé des accords avec des producteurs d'énergie indépendants pour 26 projets d'énergie renouvelable, qui généreront environ 2.800 mégawatts (MW) d'électricité, ils négocient également pour importer 1.000 MW des pays voisins. Certaines des centrales électriques qui arrivent en fin de leur vie seront réorientées du charbon vers les énergies renouvelables, a-t-il ajouté.

L'abandon du charbon ne se fera pas du jour au lendemain (président sud-africain)

L'Afrique du sud, qui tire 80% de son électricité du charbon ne va pas abandonner d'un coup ses centrales dans le cadre de sa transition énergétique, a prévenu dimanche le président Cyril Ramaphosa.

Lors d'un meeting avec de hauts responsables de son parti, l'ANC, M. Ramaphosa a évoqué la nécessité de corriger "la perception selon laquelle nous sommes appelés à faire un compromis entre la sécurité énergétique et une transition juste vers une économie à faible émission de carbone".

Il ne s'agit pas de "faire un choix entre le charbon et les énergies renouvelables", a-t-il poursuivi. "Notre mix énergétique repose à 80% sur le charbon, il n'y a tout simplement pas moyen que nous fermions ces centrales juste comme ça", a ajouté le président sud-africain.

Deux centrales récemment construites, figurant parmi certaines des plus grandes centrales à charbon au monde, ont des problèmes de conception.

Elles devraient néanmoins rester opérationnelles jusqu'à la fin de leur durée de vie de 40 ans, a-t-il assuré.

"Nous avons investi beaucoup d'argent dans ces centrales", a-t-il souligné devant les cadres de son parti. Les centrales à charbon approchant de leur fin de vie seront quant à elle reprogrammées pour produire de l'énergie propre. Pour tenter de sortir du tout charbon, le gouvernement a présenté l'an dernier un plan pour une "transition juste".

Maintenance, importation d'électricité et déploiement vers les énergies renouvelables en sont les principaux axes. Une enveloppe de 98 milliards de dollars a été approuvée pour l'Afrique du Sud à la COP 27.

SOMALIE

136 terroristes "shebab" tués dans le sud du pays

Les forces de sécurité somaliennes ont tué 136 éléments du groupe terroriste "shebab" lors d'une opération spéciale lancée samedi soir dans le sud de la Somalie, a annoncé dimanche un responsable gouvernemental.

Le vice-ministre de l'Information Abdirahman Yusuf Al-Adala a déclaré que les forces gouvernementales, soutenues par leurs partenaires internationaux, ont conduit une opération conjointe dans une zone forestière abritant des terroristes près de la ville de Janale.

"Une centaine de 'shebab' ont été blessés au cours d'une opération bien coordonnée. Le gouvernement s'est engagé à éradiquer les terroristes dans tout le pays", a déclaré M. Al-Adala.

Il a indiqué que trois chefs terroristes ont été tués dans l'opération. Il a ajouté que les forces conjointes avaient aussi détruit des véhicules qui transportaient notamment des armes.

Malgré l'intensification de l'offensive des forces gouvernementales, le groupe terroriste contrôle toujours certaines zones rurales du sud et du centre de la Somalie, et continue à lancer des attaques très médiatisées à Mogadiscio et ailleurs.

APS

PALESTINE OCCUPÉE Janvier 2023, le mois le plus sanglant en Cisjordanie depuis 2015

Le ministère palestinien de la Santé a indiqué, lundi, que janvier 2023 est le mois le plus sanglant en Cisjordanie occupée depuis 2015, au cours duquel 35 Palestiniens sont tombés en martyrs sous les balles de l'armée sioniste.

Le ministère a déclaré dans un communiqué que "ce mois (janvier) est le plus sanglant en Cisjordanie depuis 2015,

au cours duquel, jusqu'à aujourd'hui (lundi), 35 Palestiniens sont tombés en martyrs, dont 8 enfants, en plus d'une femme âgée, sous les balles de l'armée d'occupation et dans des attaques de colons". Le ministère de la Santé a affirmé que les blessures constatées sur les corps

des victimes "ont montré que les tirs étaient concentrés dans les parties supérieures, dont la plupart étaient dans la tête". Et d'ajouter que "le gouvernorat de Jénine (Nord) a enregistré le plus grand nombre de martyrs depuis le début de cette année, avec 20 martyrs".

IRAN Une usine militaire iranienne attaquée par trois quadricoptères armés

L'Iran a déclaré dimanche qu'une attaque infructueuse avait été lancée par trois drones quadricoptères armés contre une de ses usines militaires dans la province centrale d'Ispahan, selon l'agence de presse officielle IRNA.

Les drones étaient notamment équipés de bombes, a indiqué IRNA, citant une source bien informée. En attendant d'approcher les quadricoptères, les systèmes de détection de l'usine les ont visés avec des équipements de guerre électronique, et ont réussi à faire tomber l'un d'entre eux.

Les dispositifs de brouillage ont permis de faire perdre sa liaison GPS à un autre drone, qui s'est alors écrasé sur le toit d'un hangar industriel en causant des dégâts mineurs, selon la source.

Les forces de sécurité iraniennes de l'usine militaire se sont emparées du troisième quadricoptère, qui a subi le moins de dégâts. Le ministère iranien de la Défense avait déjà annoncé dimanche matin avoir réussi à repousser une attaque de drones contre une usine militaire d'Ispahan.

L'attaque aurait eu lieu la veille vers 23h30 heure locale (20h00 GMT), a indiqué le ministère dans un communiqué, après que les médias locaux ont rapporté qu'une forte explosion avait été entendue dans une usine militaire de la ville.

Le ministère a noté qu'à l'exception de dommages mineurs au toit d'une structure de l'usine, l'attaque n'avait détruit aucun équipement et fait aucune victime. Mohammadreza Jan-Nesari, vice-gouverneur d'Ispahan pour les affaires politiques et de sécurité, a déclaré que les autorités compétentes avaient ouvert une enquête pour identifier les auteurs de l'attaque.

PAKISTAN Explosion dans une mosquée : au moins 25 morts et 120 blessés

Au moins 25 personnes ont été tuées et 120 autres blessées dans une explosion survenue lundi dans une mosquée à l'intérieur du quartier général de la police de Peshawar, dans le nord-ouest du Pakistan, a indiqué une source administrative.

"Jusqu'ici 25 personnes ont été tuées et 120 blessées (...). D'autres corps ont été sortis (de la mosquée).

Actuellement, notre priorité numéro un est de sauver les personnes coincées sous les décombres",

a déclaré Shafiullah Khan, un haut responsable administratif de la province du Khyber Pakhtunkhwa, dont Peshawar est la capitale.

Une partie du toit et d'un mur de la mosquée se sont effondrés sous le souffle de l'explosion et une opération était en cours pour secourir des personnes coincées sous les débris, selon des médias.

En mars 2022, un attentat suicide revendiqué par l'EI-K, la branche locale du

groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech), dans une mosquée de Peshawar avait fait 64 morts. Le Pakistan est confronté depuis quelques mois à une détérioration de la sécurité.

Après plusieurs années d'un calme relatif, les attentats ont repris de plus belle, menés par les talibans pakistanais du Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP), la branche régionale du groupe Etat islamique (EI-K), ou des groupes séparatistes baloutches.

YÉMEN Des craintes d'une pénurie d'approvisionnement en matières premières

Le gouvernement yéménite a exprimé des craintes d'une possible pénurie d'approvisionnement en matières premières suite à une crise financière majeure et l'arrêt des exportations de pétrole.

Cela ressort des déclarations du ministre de l'Industrie et du Commerce yéménite, Muhammad Al-Ashwal, lors d'une réunion tenue dimanche à Aden pour discuter "de l'évolution de la situation économique actuelle et de son impact sur le consommateur". Al-Ashwal a déclaré : "Le stock stratégique de produits de base dans le pays est suffisant jusqu'après le mois sacré du Ramadan (environ 3 mois), et la situation est rassurante".

Il a souligné que "la récente décision de déplacement des douanes visait uniquement les produits de luxe et n'incluait pas les denrées alimentaires de base car elles sont protégées par la loi et la réglementation".

Il y a environ 3 semaines, le gouvernement yéménite a annoncé l'augmentation du prix du dollar utilisé pour calculer les

droits de douane à 750 riyals (le taux de change actuel du dollar à Aden est d'environ 1230 riyals), une augmentation de 50 %, au milieu des réserves de par lement et composantes politiques.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a appelé le secteur privé à "respecter et à ne pas exagérer les prix". Jeudi, le gouvernement yéménite a déclaré que "le pays souffrait d'effets financiers catastrophiques, à la suite des récentes attaques des Houthis contre les ports pétroliers, qui ont provoqué la suspension des exportations de pétrole, dont les autorités dépendent pour payer les salaires des employés et apporter en devises fortes".

PÉROU La présidente appelle le Parlement à avancer les élections

La présidente péruvienne a exhorté, dimanche soir lors d'un message télévisé à la Na-

tion, le Parlement à approuver des élections anticipées pour octobre 2023 et ainsi tenter de sortir de la crise politique et des troubles ayant fait 48 morts depuis décembre.

"Mesdames et Messieurs du Parlement, vous devez comprendre votre responsabilité historique.

Demain (lundi) vous avez l'occasion de gagner la confiance du pays en répondant à cette demande tant attendue du peuple péruvien", a déclaré la présidente alors que le Parlement a désapprouvé samedi matin un projet de loi allant dans ce sens. "Votez pour le Pérou en faveur du pays en avançant les élections à 2023 et disons à tout le Pérou avec la plus grande responsabilité que nous partons tous", a-t-elle ajouté.

Elle a indiqué que si le Parlement refusait de voter l'avancement des élections, elle présenterait une réforme

ROYAUME-UNI Londres facilite l'expulsion des délinquants étrangers

Le gouvernement britannique met en oeuvre à partir de lundi de nouvelles mesures pour faciliter l'expulsion de délinquants étrangers, en cherchant à les empêcher de se présenter à tort comme des victimes d'esclavage moderne.

Tenant d'une ligne dure sur la question de l'immigration, le gouvernement conservateur de Rishi Sunak s'efforce de résoudre la saturation de son système d'asile, mis à rude épreuve par les arrivées record de migrants par la Manche, et les failles du système susceptibles d'être exploitées.

Jusqu'à présent, quand un délinquant étranger se disait victime d'esclavage moderne, toute tentative d'expulsion était suspendue en attendant que son cas soit examiné, a expliqué le ministère britannique dans un communiqué.

Les nouvelles mesures empêchent désormais ceux qui ont dans le passé fait de fausses déclarations à cet égard de bénéficier des protections empêchant leur expulsion.

Comme l'avait annoncé le Premier ministre Rishi Sunak le mois dernier en présentant son plan pour lutter contre l'immigration illégale, les agents qui étudient les dossiers devront désormais prendre en considération des "preuves objectives d'esclavage moderne" et non de "simples suspicions".

"Il est totalement injuste que de véritables victimes d'esclavage moderne doivent attendre longtemps avant de bénéficier de la protection dont ils ont besoin à cause d'abus flagrants du système", a déclaré dans un communiqué la ministre de l'Intérieur Suella Braverman.

"Les changements qui entrent en vigueur signifient que si vous avez commis une infraction, nous avons le pouvoir de refuser de vous protéger et de vous chasser de notre pays", a-t-elle ajouté.

Le ministère de l'Intérieur cite l'exemple d'un homme condamné pour viol, qui a contesté la procédure d'expulsion dont il faisait l'objet en affirmant être victime d'esclavage moderne et a été laissé en liberté en attendant, période pendant laquelle il a commis un autre viol et se trouve toujours sur le sol britannique.

Les mesures qui entrent en vigueur lundi concernent les étrangers condamnés à toute peine de 12 mois de prison ou plus, ou qui ont été condamnés pour des crimes ou délits graves comme meurtre, terrorisme ou infraction sexuelle, ou posant un risque pour la sécurité nationale.

BIRMANIE Deux ans après le coup d'Etat, le pays traverse une profonde crise humanitaire

Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a indiqué que la Birmanie traversait "une profonde crise humanitaire", faisant état d'au moins 2 890 personnes mortes et 1,2 million déplacées à l'intérieur du pays depuis le coup d'Etat d'il y a deux ans.

Ce 1er février marque le deuxième anniversaire du coup d'Etat militaire en Birmanie, l'actuel Myanmar.

Selon les Nations unies, "le pays a depuis essuyé un revers dans tous les domaines, plongeant encore plus dans une profonde crise humanitaire".

La déclaration a été faite par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk.

Selon lui, "en renversant un gouvernement démocratiquement élu, l'armée birmane a plongé le pays dans

une crise économique, sociale, culturelle, politique, civile et des droits humains".

Citant des sources, l'ONU fait état de 2 890 morts aux mains de l'armée depuis le début du coup d'Etat.

Sur ce total, 767 sont morts en détention. Et à cause de la violence, 1,2 million de Birmans sont devenus des déplacés internes. Le nombre de personnes qui ont quitté le pays dépasse les 70 000.

Et avant le coup d'Etat, 1 million de musulmans rohingyas avaient déjà fui à cause des attaques et des persécutions.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies affirme qu'il doit y avoir un moyen de sortir le pays de cette situation catastrophique qui ne fait qu'exacerber les souffrances humaines

et les violations des droits de l'homme au quotidien". Türk a rappelé que les dirigeants régionaux avaient entamé un dialogue avec les militaires au pouvoir, par le biais de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, ASEAN.

"Ils se sont mis d'accord sur un consensus en cinq points (...), mais la proposition de cesser toute violence et de permettre l'accès humanitaire n'a pas encore été réalisée", a-t-il noté.

Le chef des droits de l'homme a déclaré que "tous les responsables d'attaques quotidiennes contre des civils et de violations des droits de l'homme doivent être tenus responsables".

Pour lui, "il est temps que le monde s'unisse et mette fin aux morts au Myanmar en protégeant les civils".

APS

constitutionnelle visant à organiser les élections avec un premier tour en octobre de cette année et un second tour en décembre.

Mme Boluarte s'est adressée au pays quelques heures avant que le Parlement ne débâte à nouveau du projet de loi repoussé sa médiation par 65 voix contre 45 et qui visait à avancer les élections à octobre. Samedi, un manifestant est décédé lors des protestations demandant la démission de Mme Boluarte et des élections dans les plus brefs délais. Ce premier mort à Lima a porté à 48 le nombre de décès depuis le début des troubles.

Ceux-ci ont débuté le 7 décembre après la destitution et l'arrestation du président de gauche Pedro Castillo, accusé d'avoir tenté un coup d'Etat en voulant dissoudre le Parlement qui s'appropriait à le chasser du pouvoir.).

APS

EVOCATION

Djaffar Beck, le rire comme moyen d'éducation à la citoyenneté

Avec la profonde conviction que le rire est un moyen efficace d'éducation à la citoyenneté en toutes circonstances, il aura mené une carrière dédiée à l'éveil des consciences.

Djaffar Beck aura marqué la mémoire collective des Algériens par des œuvres éternelles. Avec son art et ses convictions, il aura été de tous les combats pour une Algérie libre, qui célèbre cette année les 60 ans du recouvrement de son indépendance, en tant que jeune Scout musulman, infirmier dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) puis membre de la troupe artistique du FLN.

Avec cette troupe, fondée en 1957, à l'appel du FLN, et dirigée par Mustapha Kateb, Djaffar Beck incarne des rôles dans des pièces de théâtre comme "Les enfants de Novembre" et "El Khalidoun" conçues pour appuyer le combat libérateur et faire connaître la cause nationale lors des tournées de la troupe en Asie, en Europe de l'Est et dans le monde arabe.

Natif de la Casbah d'Alger en 1927, Djaffar Beck, Abdelkader Cherrouk de son vrai nom, qui a grandi dans un milieu artistique dans la maison de la célèbre chanteuse hawzi Meriem Fekkai, a entamé sa carrière artistique au début des années 1950.

Il est également considéré comme l'un des pionniers du sketch et de la chanson humoristique en Algérie avec le célèbre Rachid Ksentini.

Au lendemain de l'indépendance, Djaffar Beck va rejoindre tout naturellement la radio nationale, un 28 octobre 1962, pour grossir les rangs des arti-



sans du recouvrement de la souveraineté sur la Radio et la Télévision, et y mener un énième combat d'édification quelques mois à peine après avoir transvasé l'euphorie de juillet en chansons dont il avait le secret comme "Eddinaha", en référence à l'indépendance arrachée. Il continue, en 1963, de célébrer l'indépendance si chèrement recouvrée, à la télévision nationale dans "La finale", une opérette satyrique sur la France coloniale réalisée par Mohamed Slim Riad, où il incarne le combat libérateur. Dans sa carrière, il a été souvent accompagné de comédiens comme Sidali Fendel, Ali Abdoune, Sissani ou encore Cheikh Noureddine, en plus d'avoir longtemps collaboré

avec l'orchestre de "La rose blanche" dirigé par le violoniste Mustapha Sahnoun, un compagnon de route qui voyait en lui "ce qu'était Louis de Funès pour l'humour français".

Les éternels sketches et chansons humoristiques de Djaffar Beck auront également accompagné la société algérienne dans ses évolutions et dans son quotidien, à l'instar de "Alif El Ba Et Ta", "El Biroukratiya" ou encore la célèbre "Ana Mellit".

Il a également donné la réplique à de grands noms du cinéma et de la télévision dont Fatiha Berber, Farida Saboundji, ou encore Hassan El Hassani.

Souvent dirigé par des réalisateurs comme Mustapha Badie, Mohamed Slim Riad et Dja-

mel Bendeddouche, Djaffar Beck a également conçu et présenté plusieurs émissions à la radio et à la télévision comme "El Bachacha" (la gaité), une émission au contenu exclusivement pédagogique, "Face à la caméra" ou encore "Inspecteur Homes". Attaché à l'identité nationale et très ouvert sur la production artistique mondiale, il aura été selon le chanteur Hamidou, un "précurseur qui a beaucoup appris aux jeunes, particulièrement sur le plan musical, et qui a introduit le Rock'n'roll et le jazz dans les foyers algériens".

Après une longue carrière des plus prolifiques, et une perpétuelle réinvention de son art, Djaffar Beck s'est éteint le 31 janvier 2017.

ALGÉRIE-ONU

La ministre de la Culture et des Arts reçoit l'ambassadeur et Coordonnateur résident de l'ONU en Algérie

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a reçu dimanche à Alger l'ambassadeur et Coordonnateur résident des Nations unies en Algérie, Alejandro Alvarez qui a salué les initiatives culturelles organisées par le ministère au niveau des camps des réfugiés sahraouis, indique un communiqué du ministère.

Le Coordonnateur onusien s'est félicité, lors de cette rencontre, du "large soutien" apporté par l'Etat algérien au peuple sahraoui dans divers domaines.

De son côté, Mme Mouloudji a fait savoir que son département "se prépare à signer une convention avec son homologue sahraoui portant lancement de programmes culturels communs aux dimensions internationales, notamment dans le domaine du théâtre".

La rencontre a été également une occasion pour présenter "les tendances ma-

jeures du secteur de la Culture et des Arts notamment en matière d'industries culturelles, outre les efforts du ministère à cet effet, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et du Plan d'action du Gouvernement", ajoute le communiqué. Dans ce sillage, la ministre a mis en exergue les efforts de ses services en termes de développement du projet de parcs culturels en Algérie et de transfert de l'expérience algérienne en la matière aux pays voisins et du Sahel, avec l'accompagnement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Cette démarche, ajoute Mme Mouloudji, s'inscrit dans le cadre d'une "approche globale" basée sur une expérience avérée et la mobilisation de ressources supplémentaires pour consolider le partenariat conformément aux objectifs du

développement durable (ODD). La ministre de la Culture a également exposé la vision stratégique et prospective de son département quant à l'appui aux acteurs de ce domaine dont des individus, des instances et des associations culturelles.

Pour sa part, le coordonnateur-résident du système des Nations unies en Algérie, Alejandro Alvarez a salué "la dynamique et les activités de qualité que connaît le secteur", mettant en avant la proposition formulée par la ministre concernant le projet des parcs culturels, qui selon lui, a été "un grand succès".

M. Alvarez a salué aussi la visite du directeur du bureau de l'UNESCO pour le Maghreb prévue cette semaine avec des responsables du secteur de la Culture. La rencontre portera sur plusieurs questions d'intérêts communs et prioritaires pour les deux parties.

de Tlemcen et bien d'autres encore.

"60 ans de création picturale algérienne", a été inaugurée le 26 décembre dernier au Palais de la culture "Moufidi Zakaria" d'Alger. Elle s'étalera jusqu'au 2 juillet prochain et sillonnara plusieurs wilayas du pays dont Bechar, Mascara, Mostaganem, Laghouat, Tizi Ouzou, Milla, Msila et Skikda, a-t-on précisé.

TLEMCEM

La création picturale algérienne à l'honneur

L'exposition collective itinérante "60 ans de création picturale algérienne", mise sur pied par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), sera proposée, à partir de mercredi, au public tlemcénien à la maison de la culture "Abdelkader Alloula", a-t-on appris lundi de la direction de cet établissement culturel.

Cet événement artistique re-

groupant 63 artistes de différentes générations venant de différentes régions du pays donnera un large aperçu de l'évolution de la création artistique picturale en Algérie depuis l'indépendance nationale à ce jour.

Il s'agira non seulement de montrer les différents styles de créations dans l'art plastique algérien avec ses multiples courants et styles mais aussi de

mettre en valeur la richesse culturelle dont jouit le pays, a-t-on expliqué de même source.

L'exposition comptera aussi de grands noms de la peinture nationale à l'image de Adlene Jaffal, Mohamed Oulhaci, Hachemi Ameur, Abdelkader Belkhorissat mais également de jeunes au talent prometteur tels que Hadjar Mihoub de Mostaganem, Tadjmahel Mâazouz

54^e SALON INTERNATIONAL DU LIVRE DU CAIRE L'Algérie participe avec plus de 600 titres

L'Algérie participe à la 54^e édition du Salon international du livre du Caire (Egypte) avec 630 titres exposés dans le stand de l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG) relevant du ministère de la Culture et des Arts et le stand de la Maison d'édition et de distribution "Alpha".

Le 54^e Salon international du livre du Caire ouvert, mercredi, par le Premier ministre égyptien, Moustafa Madbouli, en présence de représentants de l'ambassade d'Algérie au Caire, se poursuivra jusqu'au 6 février prochain.

Cette édition enregistre la participation de 1.047 éditeurs égyptiens, arabes et étrangers représentant 53 pays, selon le ministère égyptien de la Culture, organisateur du salon.

Plusieurs rencontres culturelles et littéraires avec des écrivains et des intellectuels égyptiens, arabes et étrangers sont prévues dans le cadre de ce salon, a indiqué la même source.

CINÉMA

"Avatar 2" devient le quatrième film le plus rentable du monde

"Avatar 2: la voie de l'eau" a continué de dominer le box-office nord-américain avec plus de 15 millions de dollars de recettes ce week-end, selon les estimations dimanche du cabinet spécialisé Exhibitor Relations, devenant le quatrième film le plus rentable de tous les temps.

Le long-métrage de James Cameron "est numéro 1 depuis sept semaines (...), un exploit n'ayant pas été égalé" depuis que le réalisateur a sorti le premier "Avatar" en 2009, a précisé le cabinet sur Twitter.

Des recettes solides dans le reste du monde - y compris 237 millions en ventes en Chine - ont aidé à propulser "La voie de l'eau" à la quatrième place mondiale des films les plus rentables, avec 2,417 milliards (non ajustés pour l'inflation).

Cela signifie que James Cameron a maintenant son nom sur trois de ces quatre films les plus lucratifs: "Avatar", "Titanic" et "La voie de l'eau".

"Avengers: Endgame" des studios Disney et Marvel vient s'insérer en deuxième place du podium.

La suite très attendue du blockbuster de science-fiction de 2009 se déroule plus d'une décennie après les événements du premier film et dans un espace aquatique.

En deuxième place ce week-end, on retrouve "Le Chat Potté 2: la dernière quête", avec 10,6 millions de dollars.

Dans ce film pour enfants tiré de l'univers de la saga "Shrek", le félin se lance dans une aventure épique pour restaurer ses neuf vies.

Troisième, "Le pire voisin du monde", avec Tom Hanks (6,8 millions de dollars).

Le thriller "M3GAN", l'histoire d'une effrayante poupée-robot, est à la quatrième place après avoir engrangé 6,4 millions de dollars.

Le nouveau venu "Pathaan", un film d'action indien, se hisse à la cinquième place, avec 5,9 millions de dollars.

Voici le reste du Top 10:

6. "Missing: Disparition inquiétante" (5,7 millions)
7. "Mayday" (3,8 millions)
8. "Infinity Pool" (2,7 millions)
9. "Left Behind: Rise of the Antichrist" (2,3 millions)
10. "The Wandering Earth 2" (1,4 million).

APS

MEXIQUE

Défi aux anxyolitiques sur Tik Tok, huit intoxications

Huit mineurs ont été victimes d'intoxications légères au Mexique en consommant des anxiolytiques pour relever un défi viral sur Tik Tok, ont indiqué vendredi les autorités.

Le "défi clonazepam" consistait à prendre des pilules de ce médicament aux effets sédatifs sans céder au sommeil, sous le slogan "Le dernier qui s'endort a gagné".

Cinq collégiens ont été intoxiqués dans la capitale Mexico, et trois autres dans la province du Nuevo Leon (nord).

Dans la capitale, les mineurs ont été soignés sur place dans leur école par le personnel paramédical, d'après un communiqué du se-

crétariat de Sécurité publique. "Malheureusement, les défis qui se propagent à travers les réseaux mettent souvent en danger la santé des personnes", a regretté la secrétaire de la Santé du Nuevo Leon, Alma Rosa.

Vendredi, des vidéos de prévention circulaient sur Tik Tok sous le mot clé "reto clonazepam" ("défi clonazepam"), avec des liens vers des articles ou des reportages télé sur l'intoxication des jeunes.



ALLEMAGNE

Des administrations, aéroports et entreprises ciblés par des cyberattaques

Des sites internet d'administrations, d'entreprises et d'aéroports allemands sont ciblés par des cyberattaques, entraînant pour certains une paralysie, a indiqué jeudi l'agence fédérale de cybersécurité (BSI).

Les services du BSI ont été informés "d'attaques DDoS (par déni de service) actuellement en cours contre des cibles en Allemagne", a déclaré jeudi un porte-parole du BSI.

Des "cibles individuelles dans le secteur financier" et des sites d'administrations fédérales seraient également attaqués, sans conséquence majeure à ce stade. Les attaques par déni de service (DDoS) consistent à prendre pour cible un système informatique en l'inondant de mes-

sages ou de requêtes de connexion.

Attribuer clairement ce type d'attaques est cependant "particulièrement difficile concernant les collectifs de hackers", tempère le porte-parole du BSI. Ces hackers "lancent des appels spécifiques à l'action, puis beaucoup de gens participent" mais "il est difficile de prouver que la paternité peut leur être attribuée", précise-t-il. "Certains sites sont actuellement indisponibles", a confirmé le porte-parole du BSI, après que deux quotidiens de Stuttgart ont évoqué jeudi matin des blocages.

"Il n'existe actuellement aucune indication de répercussions directes sur les services concernés et, selon l'évaluation du BSI, il ne faut pas s'attendre à des répercussions si les

mesures de protection habituelles sont prises", assure le porte-parole.

Les attaques contre les sites de l'administration fédérale et des Länder ont ainsi été "en grande partie repoussées à ce stade" et sont restées "sans conséquences graves", selon lui.

Le site de la police de la région du Bade-Wurtemberg a aussi été visé, selon le ministère régional de l'Intérieur.

L'enquête a été confiée à la police de ce Land. L'Allemagne a été visée ces dernières années par plusieurs cyberattaques, dont une en 2015 avait ciblé le Bundestag, la chambre basse du parlement allemand, et les services de l'ex-chancelière Angela Merkel.

APS



PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



La sociétaire du club Dynamique Baba Hassen avait terminé à la cinquième place chez les moins de 63 kilos, après avoir remporté trois combats : Deux dans la Poule A, respectivement

contre l'Ukrainienne Anastasiia Antipina et la Croate Katarina Kristo, puis un troisième au repêchage, contre l'Espagnole Sarai Padilla Guerrero.

Un bon parcours qui lui avait

JUDO Belkadi Amina engrange de précieux points dans la perspective d'une qualification aux JO de 2024

La judoka algérienne Belkadi Amina, faute d'avoir remporté une médaille au Grand Prix du Portugal, qui se déroule du 27 au 29 janvier courant à Almada, s'est contentée d'engranger de précieux points dans la perspective d'une qualification aux prochains Jeux Olympiques d'été, prévus en 2024 à Paris (France).

ouvert droit à un dernier combat pour la médaille de bronze, mais Belkadi l'avait perdu contre l'Espagnole Cristina Cabana Perez, se contentant ainsi de la 5e place.

" Les points engrangés par Belkadi au Portugal sont très précieux, car ils la rapprochent du quota des qualifiés pour les JO de 2024 ", a indiqué la fédéra-

tion algérienne de judo (FAJ), dans une publication diffusée dimanche matin sur son site officiel.

En effet, la judoka de la Dynamique Baba Hassen occupe actuellement le 39e rang mondial, avec un capital de 200 points. Sauf que ce classement n'est pas définitif, car il pourrait

s'améliorer régresser, en fonction des résultats qui seront obtenus lors des prochains tournois.

Mais Belkadi est déterminée à rester sur sa bonne lancée, et à engranger un maximum lors des compétitions à venir, afin d'assurer sa qualification aux JO de Paris.

GRAND PRIX DU PORTUGAL (3^E JOURNÉE) : Sonia Asselah éliminée au 2^e tour

La judoka Sonia Asselah, quatrième et dernier représentant algérien au Grand Prix du Portugal, organisé du 27 au 29 janvier à Almada, a été éliminée dimanche matin, après sa défaite au deuxième tour chez les +78 kilos, contre la Polonaise Kinga Wolszczak. Exemptée du premier tour, l'Algérienne avait effectué son entrée en lice directement au second, contrairement à son adversaire, qui avait commencé par se défaire de la Kazakh Akerke Ramazanova. L'Algérie a engagé quatre judokas dans ce tournoi (2 messieurs et 2 dames). Waïl Ezzine a été le premier d'entre eux, à faire son entrée en lice, et dès la

première journée de compétition, disputée vendredi. Il avait commencé par remporter son premier combat chez les moins de 66 kilos, face au Portugais Bruno Bento, avant de se faire éliminer au tour suivant, par l'Azeri Yashar Najafov. De son côté, Driss Messaoud n'a pas fait long feu chez les moins de 73 kilos, puisqu'il a été éliminé dès son premier combat, contre le Français Luca Otmene.

Le seul représentant algérien à avoir réussi un bon parcours dans ce tournoi est Belkadi Amina, qui a décroché la cinquième place chez les moins de 63 kilos.

La sociétaire du club

Dynamique Baba Hassen a, en effet, remporté trois combats, avant d'échouer d'un cheveu dans le duel décisif pour le bronze. Elle avait remporté ses deux premières victoires dans la Poule A, respectivement contre

l'Ukrainienne Anastasiia Antipina et la Croate Katarina Kristo, alors que le troisième succès a été remporté au repêchage, contre l'Espagnole Sarai Padilla Guerrero.

Un bon parcours qui lui avait ouvert droit à un dernier combat pour la médaille de bronze, mais Belkadi l'avait perdu contre l'Espagnole Cristina Cabana Perez, se contentant ainsi de la 5e place.



La compétition a drainé la participation d'un total de 580 judokas (344 messieurs et 236 dames), représentant 83 pays, issus des cinq continents. Avec 37 judokas engagés (20 messieurs et 17 dames), le Portugal, pays hôte de la com-

pétition, a été le mieux représenté, devant la France et le Kazakhstan, ayant engagé 25 athlètes chacun, au moment où certains pays comme l'Afrique du Sud et l'Uruguay n'ont engagé qu'un seul athlète chacun.

ATHLÉTISME - MEETINGS DE LYON ET DE CATALOGNE Les Algériens Keddar et Amara améliorent leurs records personnels



Les demi-fondistes algériens Salim Keddar et Narimène Amara ont amélioré leurs records personnels, respectivement sur le 3000 mètres, en 7:49:70, et sur le



800 mètres, en 2:05:66, lors des meetings en salle, disputés samedi soir à Lyon (France) et en Catalogne (Espagne).

Keddar avait terminé qua-

trième de cette course, remportée par l'Éthiopien Ali Abdilmana, en 7:45:95, devant ses compatriotes Melkenek Azize (2e, en 7:47:22) et Abraham Kine (3e, en 7:48:70).

De son côté, Amara avait pris la première place sur le 800 mètres, en Catalogne, devant l'Allemande Jolanda Kallabis (2e, en 2:06:36) et l'Espagnole Paula Natucha N'Go (3e, en 2:06:34). Pour sa part, Mohamed Belbachir s'est classé en deuxième position sur le 800 mètres (messieurs) du meeting en salle de Catalogne, avec un chrono de 1:47:20, soit juste derrière l'Espagnol Mariano Garcia, vainqueur en 1:47:15, au moment où un autre espagnol, Adrian Ben, a complété le podium, en 1:47:59.

KARATÉ DO - CHAMPIONNAT NATIONAL INDIVIDUEL KUMITÉ DES CADETS L'édition 2023 début février à El-Oued (Fédération)

L'édition 2023 du Championnat National Individuel Cadets, spécialité Kumité (Garçons et Filles), se déroulera les 3 et 4 février prochain dans la wilaya d'El Oued (Sud-Est), a annoncé dimanche la Fédération algérienne de Karaté Do (FAK), co-organisatrice de la compétition avec la Direction technique nationale (DTN).

Il a été décidé de domicilier les différentes épreuves au niveau de 'la salle omnisports Darki Alia', a-t-on encore précisé de même source. Cette compétition intervient trois semaines après le Championnat National Individuel et par équipes (cadets et juniors), spécialité Kata, abrité au début du mois de janvier courant par la wilaya de Tlemcen (Nord-Ouest). La compétition avait drainé la participation de plus de 400 karatékas, représentant 38 Ligues de wilayas, et les organisateurs espèrent que l'affluence sera tout aussi nombreuse lors du championnat national individuel kumité.

BECHAR - BOXE 170 pugilistes participent au championnat national de boxe (organisateurs)

Un total de 170 pugilistes issus de 27 ligues de wilaya, prennent part au championnat national de boxe (seniors), qui a débuté samedi dans la soirée, à la salle omnisports 'Hamal Hamal' de Bechar, a-t-on appris dimanche auprès des organisateurs. " Cette compétition nationale de boxe enregistre également la participation des équipes de la protection civile et de l'équipe nationale militaire ", a précisé à l'APS Ahmed Benadmalak, pré-

sident de la ligue de wilaya de boxe de Bechar, co-organisatrice de ce championnat national. " Cette compétition devrait permettre la sélection des meilleurs éléments en équipe nationale en prévision des prochaines compétitions internationales ", a-t-il ajouté.

Encadré par 24 arbitres dont 18 internationaux, ce rendez-vous sportif se déroule dans de " parfaites conditions ", de même qu'elle a drainé un public nom-

breux, a-t-on indiqué. Ce championnat dont le coup d'envoi a été donné par les autorités de la wilaya, en présence de Hidaoui Mustapha président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), est organisé conjointement par la Fédération algérienne de boxe (FAB) et la ligue de la discipline, en coordination avec la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Bechar.

APS



C H A N 2 0 2 2

1/2 FINALE - ALGÉRIE-NIGER

En quête d'une finale historique

Les sélections d'Algérie et du Niger s'affrontent mardi (17h00) au stade 'Miloud-Hadefi' d'Oran pour le compte des demi-finales du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) des footballeurs locaux avec un mot d'ordre commun: décrocher une qualification historique pour la finale.

En effet, aucune des deux sélections n'a eu le privilège de disputer une finale du CHAN. Le Niger, qui est à sa quatrième participation dans cette épreuve, créée en 2009, atteint pour la première fois ce stade avancé de la compétition.

L'Algérie, quant à elle, anime le dernier carré du CHAN pour la deuxième fois, et ce, pour sa deuxième participation dans ce Championnat. Sa première demi-finale remonte à 2011 au Soudan, lorsque les Verts, sous la houlette de l'entraîneur Abdelhak Ben-chikha, ont été éliminés par la Tunisie, avant de terminer le tournoi à la quatrième place.

Il fallait attendre douze ans après, pour voir l'équipe algérienne faire sa deuxième apparition dans le CHAN, comme sélection du pays organisateur. Profitant des avantages du terrain et du public, la bande au sélectionneur national, Madjid Bougherra, ne jure que par le sacre.

D'ailleurs, le coach national s'est empressé d'afficher ses ambitions à l'issue du précédent match comptant pour les quarts de finale, remportée dans la dou-

leur face à la Côte d'Ivoire (1-0). "Pas question de s'arrêter en si bon chemin", a déclaré le capitaine des Verts lors du Mondial-2014.

Cependant, la mission ne sera pas facile contre un adversaire qui a le vent en poupe depuis le début de la compétition. Le 'Mena' aborde le dernier carré du CHAN avec un moral gonflé à bloc. Le fait d'avoir réussi à sortir deux 'gros bras' de la compétition, à savoir le Cameroun et le Ghana, a permis aux poulains de l'entraîneur Harouna Doula de s'adjuger un capital de confiance non négligeable. Evidemment, la sélection du Niger, qui bénéficie également de l'avantage du terrain pour avoir évolué dans ce même stade de Miloud-Hadefi au cours de ses trois précédentes rencontres dans cette épreuve, ne se présentera pas pour la circonstance en victime expiatoire.

L'entraîneur Harouna Doula, déjà aux commandes technique du Niger lors de l'édition 2011 qui a vu cette formation sortir de la compétition en quarts de finale, s'est exprimé avec beau-



coup de confiance après la brillante qualification des siens contre le Ghana (2-0) lors du précédent tour.

"La sélection algérienne est chez elle. Mais nous aussi, nous nous sentons chez nous. Nous avons livré tous nos matchs, jusque-là, dans ce tournoi dans ce stade d'Oran. Nous connaissons assez bien d'adversaires qu'on a affronté à deux reprises en amical l'année passée. Nous allons encore une fois miser sur nos cartes gagnantes pour écrire l'histoire", a-t-il dit.

En fait, les sélections des locaux de l'Algérie et du Niger se sont croisées à deux reprises en amical durant l'année 2022, et ce, dans le cadre de leurs préparatifs pour le CHAN. Dans les deux rencontres, le dernier mot est revenu aux Algériens (1-0 en juin à Alger et 2-0 en novembre en Tunisie). Ces deux succès sont loin de pousser les Verts à sous-estimer l'adversaire. "Nous avons notre idée sur le Niger, c'est une équipe coriace, qui procède par de longues balles, leurs attaquants ont un bon gabarit. Nous

devons être présents et concentrés pour décrocher la qualification. Pas question de sous-estimer cet adversaire", a déclaré le capitaine des Verts, Ayoub Abdellaoui, la veille du départ de l'équipe nationale vers Oran qu'ils ont rallié ce lundi matin.

Le programme

Programme des demi-finales du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023) en Algérie (13 janvier-4 février), prévues mardi :
Mardi 31 janvier 2023 :
Stade Miloud-Hadefi d'Oran : Algérie - Niger (17h00)
Stade Nelson-Mandela de Baraki : Sénégal - Madagascar (20h00)
→ Match de classement:
Vendredi 3 février 2023 : 3e place:
Stade Miloud-Hadefi d'Oran (20h00):
Pardant du match Algérie-Niger et Sénégal-Madagascar
→ FINALE →
Samedi 4 février 2023 :
Stade Nelson-Mandela de Baraki (20h30).
Vainqueur du match Algérie-Niger et Sénégal-Madagascar

"On a notre idée pour battre une solide équipe nigérienne" (Bougherra)

L'entraîneur de la sélection algérienne A. Madjid Bougherra, a indiqué lundi à Oran qu'il avait son idée pour battre le Niger, mardi (17h00) au stade Miloud-Hadefi (Oran), pour le compte des demi-finales du championnat d'Afrique des nations (CHAN) des footballeurs locaux. "On va affronter une très bonne équipe du Niger. On connaît assez bien cet adversaire qu'on a déjà affronté à deux reprises en amical. C'est une formation solide et compacte, disposant dans leur effectif de joueurs de grand gabarit. Ils méritent d'être là en demi-finales, mais on a notre idée pour les battre", a déclaré Bougherra en conférence de presse d'usage d'avant match. Le Niger s'est qualifié au dernier carré du CHAN pour la première fois de son histoire après avoir terminé premier de son groupe. Cette formation s'est notamment illustrée en battant le Cameroun (1-0) dans la phase des poules et le Ghana (2-0) en quarts de finale.

Un parcours qui n'a pas surpris le coach Bougherra, a-t-il souligné, ajoutant qu'il s'attendait quelque peu à de telles per-

formances, "surtout à près les avoir joué en amical l'année dernière".

"Nous avons bien étudié l'adversaire et nous nous sommes préparés en conséquence. Tous mes joueurs sont motivés pour aller au bout du rêve. Il ne reste qu'une marche pour accéder en finale. Ce sont des moments uniques qu'un joueur peut ne pas les vivre qu'une seule fois dans sa carrière, et c'est cela le discours que je tiens à mes poulains pour les motiver davantage", a encore dit Bougherra. Questionné sur le changement de stade et s'il pourrait avoir des répercussions sur ses joueurs qui ont évolué pendant leur quatre précédents matchs au stade Nelson-Mandela (Alger), l'ancien capitaine des Verts ne s'en est nullement montré inquiet.

"On a déjà nos repères dans ce stade d'Oran où nous avons évolué à deux reprises. Le fait qu'on va jouer devant un stade archicomble est une motivation supplémentaire pour nous. Et puis, on connaît tous l'engouement du public oranais pour son équipe nationale. La preuve,

les billets de cette demi-finale ont été écoulés en l'espace de cinq heures. Cela nous mis rendu très heureux", a-t-il poursuivi.

"La coupe arabe m'a énormément servi"

Pour Bougherra aussi, l'aspect mental devrait être décisif dans cette rencontre, se montrant confiant à propos de l'état d'esprit de ses joueurs qui se sont débarrassés du stress qui les a gagnés en début de compétition pour se lâcher au fil des matchs.

Il a avoué, à ce propos, que la Coupe arabe, qu'il a remportée en 2021 avec la sélection nationale, l'a énormément aidé à gérer "le stress et la préparation du groupe dans ce tournoi", s'est-il félicité. Revenant aux problèmes offensifs des siens, qui se sont contentés de gagner petitement leur quatre premiers matchs, le patron technique des Verts a fait savoir que "dans ce genre de compétition, l'essentiel est de ne pas encaisser beaucoup de buts, car il s'agit là d'un paramètre

important dans la course au trophée", a-t-il insisté. Il a, en outre, tenu à rendre hommage au président de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe, qui "est en train d'accorder une grande importance au CHAN et aux joueurs locaux, comme l'atteste sa décision de revoir à la hausse les primes dédiées à la compétition", s'est-il réjoui.

La première instance footballistique continentale vient de fixer à deux millions de dollars la prime qui sera accordée au vainqueur de cette 7e édition du CHAN, alors que celle-ci était de l'ordre de 1,2 millions USD. Enfin, le driver des Verts a salué la décision de la CAF de permettre à ses deux joueurs, Ahmed Kendouci et Karim Aribi, de poursuivre la compétition malgré qu'ils viennent de s'engager avec des clubs étrangers, à savoir le Ahly d'Egypte, pour le premier, et Al Qadissia, pour le second. "Je m'attendais à cette décision. Nous sommes tous contents pour les deux joueurs. Ça n'aurait pas été logique de les priver de terminer l'épreuve après l'avoir commencé", a-t-il commenté.

Le Sud-africain Abongile Tom au sifflet

La commission d'arbitrage de la Confédération africaine de football (CAF), a désigné le Sud-africain Abongile Tom, pour diriger le match Algérie-Niger, mardi au stade Miloud-Hadefi d'Oran (17h00), comptant pour les demi-finales du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023) en Algérie (13 janvier - 4 février), a indiqué la Fédération algérienne (FAF), dimanche sur son site officiel. Abongile Tom, sera assisté de l'Angolais Ivanildo Meirelles de Olivera (1er assistant), et du Gambien Abdul Aziz Bolla Jawo (2e assistant), précise la même source. Le 4e arbitre est le Soudanais Mahmoud Ali Mahmoud Ismail (Soudan), alors que l'Egyptien Mahmoud Ashor sera chargé de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR). Pour rappel, Abongile Tom a dirigé le match d'ouverture de cette 7e édition, entre l'Algérie et la Libye (1-0), disputé le vendredi 13 janvier au stade Nelson-Mandela de Baraki.

La finale décalée à 20h30 (CAF)

Le coup d'envoi de la finale du 7e Championnat d'Afrique des Nations CHAN-2022 (reporté à 2023), prévu initialement le samedi 4 février au stade Nelson-Mandela de Baraki à 20h00, a été décalé d'une demi-heure soit à 20h30, a annoncé la Confédération africaine de football (CAF), dimanche dans un communiqué. "La décision a été confirmée par la Commission d'Organisation du CHAN", précise l'instance continentale sur son site officiel. Les demi-finales sont programmées mardi. L'Algérie sera opposée au Niger au stade Miloud-Hadefi d'Oran (17h00), alors que le Sénégal défiera Madagascar au stade Nelson-Mandela de Baraki (20h00). Le match pour la troisième place se jouera le vendredi 3 février au stade Miloud-Hadefi d'Oran (20h00).

15 stations fixées pour le transport des supporters vers le stade Miloud-Hadefi (direction)

Au total 15 stations ont été fixées à Oran pour assurer le transport des supporters de la sélection algérienne au stade Miloud-Hadefi qui abritera mardi (17h00) le match Algérie-Niger dans le cadre du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) des footballeurs locaux, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction des Transports. Les points de départ des bus vers le stade Miloud-Hadefi, sis dans la localité de Belgaid, sont répartis sur plusieurs dairas de la wilaya d'Oran, a-t-on précisé de même source. Ils concernent les dairas d'Oran, Arzew, Gdyl, Es-Senia, Aïn El Turck, Boutelis, Bethioua, et Oued Tlelat. La même source a prévenu que seuls les supporters en possession de leurs billets d'entrée au stade seront autorisés à emprunter les bus mobilisés pour la circonstance. Les billets de cette demi-finale entre l'Algérie et le Niger, mis en vente dans la soirée de samedi via une plate-forme électronique, ont été écoulés en l'espace de quelques heures. L'équipe nationale évoluera pour la première fois dans ce CHAN à Oran après avoir disputé ses précédents matchs, pour le compte de la phase des poules, ainsi que les quarts de finale au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger). Pour rappel, la finale du CHAN, qu'abrite l'Algérie depuis le 13 janvier, aura lieu le 4 février au stade Nelson-Mandela à Alger.

C H A N 2 0 2 2

1/2 FINALE - SÉNÉGAL-MADAGASCAR

Affiche inédite pour une place en finale

La sélection sénégalaise de football A' affrontera mardi son homologue malgache, au stade Nelson-Mandela de Baraki (20h00), dans une affiche inédite et incédise, comptant pour les demi-finales du 7e Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023) qui se déroule en Algérie (13 janvier-4 février).

Pour sa première participation, Madagascar est en train de forcer l'admiration et déjouer tous les pronostics. Les 'Barea' ont accompli jusque-là, un parcours digne d'un champion, en terminant d'abord leader du groupe C au premier tour, devant le Ghana, avant de dominer facilement samedi, le Mozambique en quarts de finale (3-1). Meilleure attaque de la compétition avec 8 réalisations, l'équipe malgache sera certainement un sérieux client pour les 'Lions de la Teranga', qui espèrent imiter l'équipe A, vainqueur de la précédente Coupe d'Afrique des nations CHAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun.

"Nous tâcherons de demeurer modestes, en ayant l'ambition de réaliser notre objectif. Nous voulons aller en finale, surtout que nous sommes fiers de ce que nous avons réalisé dans ce championnat", a affirmé le coach malgache Romualdo Felix Rakotondrahe. Madagascar pourra compter sur

son secteur offensif en feu, mené par le remuant Koloïna Razafindranivo, co-meilleur buteur de la compétition, en compagnie de l'attaquant algérien Aymen Mahious, avec 3 buts chacun.

De son côté, le Sénégal, espère atteindre la finale pour la première fois de son histoire, cela passera inéluctablement par une performance face à des Malgaches, complètement déchainés.

Le Sénégal, dont il s'agit de la troisième participation après onze ans d'absence, s'en est remis à son attaquant Lamine Camara, auteur de l'unique but face à la Mauritanie en quart de finale. Le meilleur résultat réalisé par les Sénégalais au CHAN, reste la quatrième place décrochée lors de la première édition disputée en 2009 en Côte d'Ivoire. Sur le plan des statistiques, le Sénégal a inscrit cinq buts et encaissé un seul but seulement, lors de sa défaite en phase de poules face à l'Ouganda.

"Nous avançons d'un pas sûr,



nous rêvons d'aller en finale et cela n'est pas facile, car les quatre équipes restantes en compétition sont les plus fortes du championnat", a indiqué le coach sénégalais Pape Bona Thiaw. La rencontre Madagascar-Sénégal sera ainsi in-

décisée entre deux sélections qui ont affiché de bonnes dispositions depuis le début du tournoi. Selon les observateurs, cette affiche pourrait connaître son verdict au-delà des 90 minutes réglementaires.

L'autre demi-finale du CHAN

mettra aux prises un peu plus tôt mardi, l'Algérie au Niger, au stade Miloud-Hadefi d'Oran (17h00). La finale se jouera samedi (4 février) au stade Nelson-Mandela de Baraki (20h30).

Kendouci poursuivra son aventure avec les Verts jusqu'à la fin du tournoi (CAF)

La Confédération africaine de football (CAF), par le biais de sa Direction de la Compétition, a signifié son accord concernant l'international algérien Ahmed Kendouci afin qu'il poursuive sa participation au Championnat d'Afrique des Nations (CHAN-TotalEnergies - Algérie 2022), a indiqué lundi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

"Dans un courrier signé par Samson Adamu, Directeur de la Compétition de la CAF, sur le cas du transfert des joueurs évoluant au CHAN durant le tournoi, la direction a précisé que l'un des objectifs principaux de la création du Championnat d'Afrique des Nations est la promotion des joueurs locaux et des associations de football africaines, qui doivent être soutenus pour l'avancée de leurs



carrières et projets", a précisé la FAF.

Interpellée par différentes associations et clubs africains pour savoir si, dans l'éventualité où un joueur serait transféré à un club non local durant le CHAN, il pourrait continuer de participer au CHAN, la CAF a soumis la question à sa Commission d'Organisation du CHAN qui a retenu que : - Durant la période d'enregistrement et jusqu'au début du CHAN, un joueur doit absolument être enregistré dans un club local.

- Un joueur transféré durant le tournoi n'a pas

encore rejoint son nouveau club vu sa présence dans l'équipe participant au CHAN.

- Interdire le transfert d'un joueur durant le CHAN irait à l'encontre de l'objectif de la compétition, qui est précisément de favoriser la progression des carrières des joueurs.

- Les règlements n'indiquent pas spécifiquement que les joueurs participant au CHAN doivent être enregistrés dans un club local jusqu'à la fin de la compétition. Au vu de ces quatre points, la Commission d'Organisation du Championnat

d'Afrique des Nations a décidé qu'un joueur enregistré dans un club local avant le début du CHAN est qualifié pour participer au CHAN et il reste éligible pour les matches du CHAN même s'il est transféré à un club non-local après le début de la compétition.

Le milieu offensif de l'ES Sétif (Ligue 1/Algérie), Ahmed Kendouci s'est engagé officiellement pour trois ans, avec la formation égyptienne d'Al Ahly du Caire.

Le président du conseil d'administration de l'ESS Abdelhakim Serar et le représentant du président du club égyptien ont signé l'accord de transfert. Son nouveau club, Al-Ahly du Caire avait indiqué sur page facebook que l'international algérien avait été autorisé à poursuivre son parcours avec les Verts durant la CHAN-2022.

"Je tiens à féliciter l'Algérie pour l'organisation de ce tournoi" (Haggui/international tunisien)

L'ancien international tunisien Karim Haggui, présent en qualité d'invité de la Confédération africaine de football (CAF), pour assister à la 7e édition du Championnat d'Afrique des Nations de football (13 jan-4 février), a tenu à féliciter l'Algérie pour l'organisation de ce tournoi, marqué par la présence de 17 pays à son départ, avant d'atteindre le cap des demies-finales, prévues, mardi.

"L'Algérie n'avait pas accueilli un tournoi de cette ampleur depuis un certain temps. En regardant l'excellent travail réalisé avec les installations et les infrastructures, les transports et d'autres aspects, ils ont donné une belle image du pays", a déclaré Haggui, au site de la Confédération africaine de football (CAF), en marge d'un des matches qu'il a suivi au stade Nelson Mandela à Baraki (Alger). Karim Haggui (39 ans) a également fait l'éloge des entraîneurs africains qui excellent lors du tournoi. Au total, 15 des 18 équipes étaient dirigées par un entraîneur africain. "Les équipes africaines donnent l'opportunité aux entraîneurs locaux, et nous voyons des résultats positifs en général", a-t-il noté.

Sur le volet compétitif, l'ancien joueur de l'Etoile du Sahel (tre division tunisienne) a affirmé que le CHAN reste, toujours, une bonne opportunité pour les joueurs et les entraîneurs de hausser leur niveau. "Je pense que le CHAN est une opportunité pour tous les joueurs et même les entraîneurs de s'améliorer sur le plan tactique et technique. Je pense que chaque joueur souhaite participer à ce tournoi, compte tenu du niveau de jeu", a déclaré Haggui avec beaucoup d'enthousiasme, avant d'ajouter que "le niveau de la 7e édition en Algérie est excellent. J'ai bien observé l'Algérie, on sent qu'elle est galvanisée par l'appui de son public". Le seul regret de Haggui ! l'absence de son pays natal, la Tunisie : "J'aurais aimé que la Tunisie soit là, mais malheureusement, cela ne s'est pas produit, en attendant, peut-être de la voir lors des prochaines éditions." Pour le plus jeune vainqueur de la Coupe d'Afrique des Nations en 2004, chez lui en Tunisie avec les Aigles de Carthage, le championnat d'Afrique des joueurs locaux reste un véritable tremplin pour ses acteurs du jeu peuvent arracher des places en équipe A et participer à la Coupe d'Afrique des Nations ou à une Coupe du monde. "Tout le monde regarde. Ils peuvent également obtenir des contrats importants avec d'autres clubs en Afrique, dans le Golfe et en Europe." Haggui a participé avec la Tunisie à trois CAN consécutives, en 2004, en 2006 en Egypte et en 2008 au Ghana. Il a également participé à la Coupe du monde 2006 en Allemagne.

APS

Une dernière séance d'entraînement légère pour la sélection algérienne avant le départ pour Oran

La sélection nationale algérienne A' de football a effectué, dimanche sa dernière séance d'entraînement avant son déplacement pour Oran, prévu lundi, afin d'affronter son homologue du Niger, mardi (17h00) au stade Miloud-Hadefi, pour le compte de la demi-finale du Championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux (CHAN-2022). Avant le coup d'envoi de la séance, trois joueurs, le gardien Farid Chaal, le capitaine Ayoub Abdellaoui et le défenseur Youcef Laouafi, sont passés en zone mixte pour répondre aux questions des journalistes, qui ont, comme à leur habitude, bravé le froid pour couvrir les activités de la sélection

nationale. Cette dernière séance n'a pas été trop longue, puisqu'après les échauffements, conduits par Vincent Texier, le staff est vite passé au travail tactique et à la mise en place en fonction des animations déjà préparées en fonction du jeu de l'adversaire, que les joueurs ont pu observer en séance vidéo.

Les coéquipiers de Déhiri, qui a repris le travail avec le reste du groupe, ont montré beaucoup d'application lors des différents exercices et dans le dernier geste, comme l'exigeait à chaque fois le coach national.

Les Verts termineront la séance par une série d'exercices devant

les buts, des balles arrêtées et des gammes liées à la nature de la rencontre qui les attend ce mardi face à une coriace sélection nigérienne.

Programme de la sélection pour la journée du lundi 30 janvier 2023 :

09h30 : Départ du CTN de Sidi Moussa vers l'aéroport.

12h30 : Conférence de presse du sélectionneur national Madjid BOUGHERRA qui sera accompagné de l'attaquant Aymen MAHIOUS.

17h15 : Séance vidéo.

17h30 : Séance d'entraînement.

17h30 : Séance ouverte aux médias durant un quart d'heure, mais sans zone mixte.

20h30 - 22h30 : Soins.

EVERTON Sulemana, le prix fixé par Rennes

Everton a de l'argent et Rennes se verrait bien en profiter... A la recherche d'un ailier sur ce mercato d'hiver après la vente d'Anthony Gordon à Newcastle pour 51 millions d'euros (bonus compris), les Toffees ont formulé une offre verbale pour le joueur de Rennes Kamaldeen Sulemana (20 ans, 14 apparitions et 1 but en L1 cette saison), selon les informations du média The Athletic ce lundi.

MAN CITY Cancelo en route pour le Bayern !

Le Bayern Munich s'apprête à frapper fort sur la fin de ce mercato d'hiver avec l'arrivée attendue du latéral droit de Manchester City Joao Cancelo (28 ans, 17 matchs et 2 buts en Premier League cette saison) ! D'après les informations du média The Athletic ce lundi, l'international portugais va prendre la direction du club allemand dans le cadre d'un prêt, probablement avec une option d'achat.

Moins utilisé par l'entraîneur des Citizens Pep Guardiola ces dernières semaines, l'ancien joueur de la Juventus Turin était un candidat à un départ en janvier et les dirigeants munichoïses, séduits par son profil depuis plusieurs années, ont sauté sur l'occasion. Pas franchement une bonne nouvelle pour le Paris Saint-Germain, futur adversaire du Bayern en 8es de finale de la Ligue des Champions.

TORINO c'est signé pour Ilic

Longtemps promis à l'Olympique de Marseille, le milieu de terrain Ivan Ilic (21 ans, 11 matchs en Serie A cette saison) quitte comme prévu l'Hellas Vérone pour le Torino sur ce mercato d'hiver. Ce lundi, les Granata ont officialisé l'arrivée du Serbe sous la forme d'un prêt avec une obligation d'achat sous certaines conditions. Une nouvelle pas forcément très douloureuse pour les Marseillais, qui se sont largement consolés à ce poste avec la signature de l'ex-Angevin Azzedine Ounahi.

PSG Départ compliqué pour Navas

Sur le départ en ce mercato d'hiver, le gardien remplaçant du Paris Saint-Germain, Keylor Navas (36 ans, 2 matchs toutes compétitions cette saison), a attiré l'attention de Nottingham Forest qui tente le recruter sous la forme d'un prêt avec une prise en charge de 50% du salaire. Problème : le club de la capitale a déjà atteint son quota maximum de joueurs prêtés (voir ici) et n'a pas donné son feu vert à cette opération, indique ce lundi le journaliste Fabrizio Romano.

Notre confrère se montre pessimiste et évoque un dossier "compliqué en l'état actuel des choses". Reste à savoir si une bonne surprise est envisageable d'ici à minuit pour l'ancien Merengue. Le champion de France en titre ne semble en tout cas plus très chaud à l'idée de rappeler un joueur actuellement prêté afin de permettre la cession du Costaricain.

MAN UTD Un non ferme pour Lindelöf

Devancé par Lisandro Martinez et Raphaël Varane dans la hiérarchie au poste de défenseur central à Manchester United, Victor Lindelöf (28 ans, 6 matchs en Premier League cette saison) a suscité l'intérêt de plusieurs formations sur ce mercato d'hiver. L'Inter Milan, en cas de départ de Milan Skriniar au Paris Saint-Germain dès le mois de janvier, et l'Atletico Madrid ont notamment frappé à la porte. Mais ces sollicitations n'iront pas plus loin !

OLYMPIQUE DE MARSEILLE Revirement pour Amavi

Mercato plus agité que prévu pour Jordan Amavi (28 ans, 4 apparitions en Liga cette saison) ! Alors que Getafe souhaitait mettre un terme prématuré à son prêt à l'issue d'une première partie de saison compliquée et que l'Olympique de Marseille s'était déjà mis d'accord avec Brest, le latéral gauche va finalement rester en Espagne ! Après un changement d'entraîneur, l'avant-dernier de Liga a décidé de conserver l'ancien Niçois dans la rotation, indique L'Equipe ce lundi.

Face à cet échec, Brest, qui doit trouver un renfort dans le couloir gauche suite au départ de Jere Uronen à Schalke 04, a activé plusieurs pistes et négocie notamment avec Reims un prêt avec option d'achat de Bradley Locko (20 ans, 15 matchs en L1 cette saison).

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal
Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction

Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

17^e CONFÉRENCE DE L'UNION DES CONSEILS DES PAYS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (UPCI)

Tebboune : "l'Algérie prête à abriter un centre de recherche pour renforcer l'immunité intellectuelle des sociétés musulmanes"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé dimanche que l'Algérie était prête à abriter un centre de recherche pour le renforcement de l'immunité intellectuelle face aux mutations effrénées du numérique auxquelles sont exposées les sociétés musulmanes.

Dans un message lu en son nom, par le Président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, à l'ouverture de la 17^e conférence de l'Union des conseils des pays membres de l'Organisation de la Coopération islamique (UPCI), le Président de la République a appelé à la "création d'un centre de recherche pour le renforcement de l'immunité intellectuelle face aux mutations effrénées du numérique auxquelles sont exposées les sociétés musulmanes". "Ce centre relèvera de l'UPCI", a-t-



il précisé ajoutant que "l'Algérie est prête à l'accueillir".

"Les phénomènes d'hostilité et de haine contre les Musulmans, qui ont entraîné une recrudescence des actes

de discrimination, de marginalisation et d'exclusion, exigent de renforcer les efforts pour trouver des formules civilisationnelles nous permettant de faire face à la discrimination systé-

matique, à l'islamophobie, à la haine et à l'intolérance, a souligné le Président Tebboune, rappelant que l'Islam "est la religion du juste milieu et de la modération, et des hautes valeurs humaines".

Le Président de la République a également proposé le "lancement d'une stratégie de coopération intellectuelle, électronique et cybernétique entre les pays membres de l'Union", outre "la création d'un incubateur pour drainer et promouvoir les startups et les projets innovants au profit des jeunes".

ALGÉRIE-MAURITANIE

Tenue de la 1^{re} session de la Commission mixte de sécurité à Nouakchott

La première session de la Commission mixte de sécurité algéro-mauritanienne s'est tenue à Nouakchott, avec à l'ordre du jour plusieurs questions à examiner, notamment l'intensification de la coordination sécuritaire entre les deux pays dans le but de faire face aux défis communs, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Les travaux de cette session ont été coprésidés par le Secrétaire général (SG) du ministère de l'Intérieur, Adil Hamimid, qui conduit une délégation importante dans une visite qui s'étale du 25 au 28 janvier en cours, et son homologue du ministère mauritanien de l'Intérieur et de la Décentralisation, Mohamed Mahfoud Ibrahim Ahmed.

Cette session qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération algéro-mauritanienne, notamment au niveau

de la bande frontalière entre les deux pays, et de la mise en œuvre des conclusions de la 1^{ère} session du Comité bilatéral frontalier, tenue à Alger les 8 et 9 novembre 2021, a permis d'aborder plusieurs dossiers dont l'intensification de la coordination sécuritaire entre les deux pays", en vue de faire face aux défis communs posés par la conjoncture régionale.

La rencontre était également une occasion pour relever "la nécessité de sécuriser et protéger les frontières, en mettant l'accent sur la lutte contre toutes formes de crime organisé transfrontalier et ses répercussions sur la sécurité des deux pays, et en œuvrant à intensifier les passages frontaliers".

Les deux parties ont, par la même, évoqué "les moyens de sécuriser le projet de réalisation de la route reliant Tindouf à Zouerate, et de la ligne maritime reliant les deux pays, ouverte en février 2022", outre "l'organisation des sessions de formation

au profit des cadres civils et de sécurité mauritaniens".

Dans ce cadre, le SG du ministère de l'Intérieur a exprimé "la disponibilité de l'Algérie à accompagner et renforcer les capacités des cadres mauritaniens", soulignant à ce propos "l'importance de la formation continue".

Au cours de cette visite, les deux parties ont signé le procès-verbal de la première réunion de cette commission, et souligné "l'importance d'œuvrer à mettre en œuvre les recommandations issues des travaux, au mieux des intérêts des deux pays".

M. Adil Hamimid a été reçu par le ministre mauritanien de l'Intérieur et de la Décentralisation, Mohamed Ahmed Ould Mohamed Lemine, avec lequel il a évoqué "les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale entre les ministères de l'Intérieur des deux pays, et lui a transmis l'invitation de son homologue algérien à effectuer une visite de travail en Algérie".

PALESTINE

La Palestine demande de classer les organisations de colons sionistes "groupes terroristes"

La Palestine a demandé l'inscription des organisations de colons sionistes sur la "liste des groupes désignés comme terroristes", notant qu'elles ont mené 120 attaques en une nuit (la nuit de samedi) dans le nord de la Cisjordanie.

Le ministère palestinien des Affaires étrangères a appelé la communauté internationale à "inclure les organisations de colons extrémistes sur la liste des groupes désignés comme terroristes". Le ministère a ajouté qu'il suivait "avec la communauté internationale et les Nations unies à New York et à Genève les décisions et les mesures de la puissance occupante et le terrorisme des colons en tant que punitions collectives extensives et racistes".

Dans sa déclaration, le ministère palestinien des Affaires étrangères a condamné, "dans les termes les plus forts, l'escalade du terrorisme de la milice armée des colons contre les citoyens palestiniens, leurs terres, maisons, propriétés et lieux sacrés".

Il a déclaré que "plus de 120 attaques ont été enregistrées en une nuit dans la région sud de Naplouse, y compris l'incendie d'une maison et de véhicules". Les territoires palestiniens sont témoins d'une escalade de violence qui s'est intensifiée ces derniers jours avec le massacre de 10 Palestiniens par les forces sionistes lors d'une prise d'assaut du camp de réfugiés de Jénine dans le nord de la Cisjordanie jeudi.

ALGÉRIE-TURQUIE

M. Goudjil reçoit le président de la Grande Assemblée nationale de Turquie

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil a reçu, lundi au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger, le président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, Mustafa Sentop. La rencontre s'est déroulée en marge du 2^e jour des travaux de la 17^e Conférence de l'Union des conseils des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (UPCI). "Mon entretien avec M. Goudjil a porté sur l'Etat des relations bilatérales ainsi que sur les relations entre les assemblées des pays de l'Organisation de la coopération islamique (OCI)", a indiqué le président du Parlement turc dans une déclaration au sortir de l'audience.

Après avoir qualifié les relations algéro-turques d'"an-

ciennes et d'historiques", M. Sentop a précisé que ces relations connaissent, ces dernières années, une évolution notable notamment après la visite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en Turquie et la visite du Président turc, Recep Tayyip Erdogan, en Algérie. Relevait que les parlementaires des deux pays "fournissent de grands efforts en vue d'impulser et de consolider les relations bilatérales", étant des relations stratégiques qui revêtent plusieurs dimensions, le responsable turc a affirmé qu'elles demeureront "exemplaires pour tous les pays musulmans". M. Mustafa Sentop a, enfin, remercié l'Algérie pour l'hospitalité et la bonne organisation de la conférence.

SUITE À UN GRAVE ACCIDENT DE LA ROUTE AU TCHAD

L'Algérie exprime sa solidarité avec le Tchad

L'Algérie a exprimé, dimanche, sa sympathie et sa solidarité avec le Tchad, suite au grave accident de la circulation qui a fait plusieurs morts sur la route reliant les villes d'Oum-Hadjer et d'Abéché, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "Suite au grave accident de circulation qui a fait plusieurs morts sur la route reliant les villes d'Oum-Hadjer et d'Abéché en République du Tchad, pays frère, l'Algérie présente ses sincères condoléances aux familles des victimes et ses vœux de prompt rétablissement aux blessés", précise le communiqué. "En cette circonstance douloureuse, l'Algérie exprime sa sympathie et sa solidarité avec la République du Tchad, pays frère, dirigeants, gouvernement et peuple", a ajouté le communiqué. Vingt personnes ont trouvé la mort et sept autres ont été blessées dans la nuit de jeudi à vendredi dans un accident de la circulation survenu, lorsqu'un bus est entré en collision avec un camion en stationnement sur une route de l'est du Tchad, selon le ministère tchadien des Transports.



JUSTICE

Ouverture d'une enquête sur l'affaire des appels anonymes à l'entrave au bon fonctionnement des établissements publics (Cour d'Alger)

Le parquet de la République près le pôle pénal national de lutte contre les crimes cybernétiques à la Cour d'Alger a ordonné, dimanche, l'ouverture d'une enquête immédiate pour mettre la lumière sur l'affaire des appels anonymes à l'entrave au bon fonctionnement de certains établissements publics, notamment les services de la poste, lancés via les réseaux sociaux, indique un communiqué de la Cour d'Alger. "En application des dispositions de l'article 11, alinéa 3 du code de procédure pénale, le procureur de la République près le pôle pénal national de

lutte contre les crimes cybernétiques, informe l'opinion publique, que suite aux appels à l'entrave au bon fonctionnement de certains établissements de service public, notamment la poste, lancés via les réseaux sociaux, coïncidant avec le versement de l'allocation chômage en faveur des bénéficiaires", le parquet de la République a ordonné "l'ouverture d'une enquête immédiate pour mettre la lumière sur cette affaire et identifier les personnes impliquées", précise le document. "La loi sera appliquée dans toute sa rigueur", ajoute la même source.